

Les répercussions de l'opération Barkhane sur les relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel



Yonathan AÏDAN

Mémoire de recherche sous la direction de Charles Tenenbaum

Majeure « Paix, Action Humanitaire et Développement »

Année universitaire 2023-2024

« Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles de l'auteur et ne sauraient en aucun cas engager le directeur de mémoire ou l'Institut d'Etudes Politiques de Lille. »

Remerciements

TENENBAUM Charles – pour son écoute sur un sujet qui a piqué ma curiosité, et son accompagnement pour m’inviter à explorer différentes approches.

DELFOLIE David – pour sa disponibilité et ses précieux conseils.

ANTIL Alain – pour sa disponibilité, les informations dont il m’a fait part, et sa précieuse expertise sur la zone saharo-sahélienne.

Table des sigles et des abréviations

ADEMA : Alliance pour la démocratie au Mali

AES : l'Alliance des Etats du Sahel

AFD : l'Agence française de développement

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique

ATT : Amadou Toumani Touré

CCG : Conseil de coopération du Golfe

CDR : Comités de défense de la république

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CFA : Communauté financière africaine

CMA : Coordination des mouvements de l'Azawad

CMT : Compagnie malienne des textiles

CNRDRE : Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat

COS : Commandement des opérations spéciales

CPA : Conseil présidentiel pour l'Afrique

EAU : Emirats arabes unis

EIGS : Etat islamique dans le grand Sahara

EUTM : European Union Training Mission

FAMa : Forces Armées Maliennes

GPM : Groupe des patriotes du Mali

GSIM : Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans

HCIM : Haut Conseil islamique malien

HCR : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

IBK : Ibrahim Boubacar Keïta

ICG : International Crisis Group

MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad

MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest

OCRS : l'Organisation commune des régions sahariennes

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : l'Organisation des Nations unies

ORTM : l'Office de Radiotélévision du Mali

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

RCA : République centrafricaine

RCI : Radio Chine internationale

RFI : Radio France internationale

RPM : Rassemblement pour le Mali

UE : Union européenne

URD : Union pour la république et la démocratie

VDP : Volontaires pour la défense de la patrie

Sommaire

Introduction

Cadre géopolitique, éléments de définition, forces en présence

Etat de la littérature académique sur l'objet d'étude

Intérêt de la recherche et problématique

Méthodologie

Annonce du plan

I. Barkhane, d'une force de libération à une force d'occupation ?

A. La genèse de l'intervention française

B. Un triple échec : militaire, politique et diplomatique

C. Opinions de la société civile sahélienne à l'égard de la France après Barkhane

II. Barkhane, un échec qui fait le lit des puissances étrangères concurrentes

A. Une France concurrencée : « l'Afrique sans la France » ?

B. Un sentiment anti-français instrumentalisé

III. Les causes profondes du désamour : une rupture prévisible et inéluctable ?

A. Contexte historique et héritage colonial

B. Une perte de connaissances généralisée sur l'Afrique qui accentue la dimension « hors sol » de la politique africaine française

Introduction

Mali (18 août 2020 et 24 mai 2021), Tchad (20 avril 2021), Guinée (5 septembre 2021), Burkina Faso (24 janvier 2022), Niger (26 juillet 2023) et Gabon (30 août 2023). La liste est longue concernant les pays francophones qui ont fait l'objet de putschs militaires ces dernières années. Le président français Emmanuel Macron parle à l'été 2023 d'une « épidémie de putschs dans tout le Sahel »¹. Il convient toutefois d'être vigilant à la tentation simplificatrice de globaliser, homogénéiser les phénomènes africains, considérant le continent ou la région comme un « Africanistan »² ou un « Sahelistan »³. Même si ces expressions peuvent être pertinentes dans certains cas, elles ne doivent pas cacher les particularismes inhérents à chaque pays. A titre d'exemple, les deux derniers putschs en date au Niger et au Gabon interviennent dans des contextes significativement différents. Le putsch gabonais éclate dans le cadre d'un président issu d'une dynastie familiale au pouvoir depuis 55 ans : Omar Bongo au pouvoir pendant 41 ans, et son fils Ali qui lui succède au pouvoir pendant plus de 13 ans. Le putsch militaire interrompt simplement un énième coup d'Etat électoral du président Ali Bongo dont le pays est coutumier (en 2009, 2016 et tentative en 2023). De plus, l'hostilité contre la France y est moins palpable⁴. En revanche, au Niger, le putsch s'est déclaré deux ans seulement après l'élection de l'ancien président Mohamed Bazoum sur fond d'un fort sentiment anti-français, et la junte militaire impose le retrait des forces militaires françaises⁵. Le point commun avec le Gabon et avec tous les autres pays du Sahel cités qui ont fait l'objet de putschs militaires est l'appui, par des manifestations, de la population locale aux militaires. Elles traduisent une déception vis-à-vis des modèles démocratiques parlementaires post-coloniaux dans lesquelles

¹ Le Monde avec AFP (28 août 2023). Niger : Emmanuel Macron défend le maintien de l'ambassadeur et se refuse à tout « paternalisme » ainsi qu'à toute « faiblesse » en Afrique. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/28/niger-emmanuel-macron-defend-le-maintien-de-l-ambassadeur-et-se-refuse-a-tout-paternalisme-ainsi-qu-a-toute-faiblesse-en-afrique_6186826_3212.html.

² Michailof, S. (2015). *Africanistan : L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* Paris. Editions Fayard.

³ Expression utilisée dans un discours de l'ancien ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius. Source Reuters (6 juillet 2012). Fabius redoute la formation d'un « Sahelistan » au Mali. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/monde/fabius-redoute-la-formation-d-un-sahelistan-au-mali-06-07-2012-1481490_24.php.

⁴ Ricard, P. & Vincent, E. (2023, 1 septembre). Gabon : La France à l'épreuve d'un nouveau coup d'Etat dans son ancien pré carré africain. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/31/gabon-la-france-a-l-epreuve-d-un-nouveau-coup-d-etat-dans-son-ancien-pre-carre-africain_6187155_3212.html.

⁵ Le Monde (9 août 2023). Niger : Comprendre la situation après le coup d'Etat en six questions. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/09/niger-comprendre-la-situation-apres-le-coup-d-etat-en-six-questions_6184961_3212.html.

la population ne se reconnaît pas, du fait notamment des déviances des classes politiques locales en termes de corruption en particulier, qui sont soutenues par des partenaires comme la France, et qui ont réduit la démocratie à son simple caractère électoraliste. Ces manifestations populaires se caractérisent par des mots d'ordre anti-français voire anti-occidentaux, et anti-impérialistes. Un paternalisme français est dénoncé⁶. Des pancartes comme « non au néocolonialisme français », « Macron missionnaire de la Françafrique » ou encore « A bas la France » sont visibles dans de nombreux pays du Sahel⁷. On assiste alors à un tournant majeur avec, selon les mots de Niagalé Bagayoko, des « révolutions de type conservateur et autoritaire, mais qui bénéficient du soutien populaire »⁸. En effet, la quasi-totalité des récents putschs militaires cités du Sahel sont globalement approuvés par la population qui nourrit souvent un sentiment de haine contre l'ancienne puissance coloniale. Seul le Tchad fait exception, et dans ce cas, le terme de coup d'Etat *stricto sensu* peut d'ailleurs être discutable. C'est en réalité Mahamat Idriss Déby, fils de l'ancien président Idriss Déby qui s'empare du pouvoir au lendemain de la mort de ce dernier le 20 avril 2021. Il reste alors, comme son père et pour l'heure, un allié stratégique pour la France et sa présence militaire au Sahel (seul allié restant dans la région)⁹, et les manifestations qui éclatent dans le pays contre le pouvoir sont durement réprimées, causant 100 à 300 morts lors d'une manifestation en 2022¹⁰.

Pour la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de l'époque, Catherine Colonna, les attaques contre la France seraient l'expression d'un populisme qui a besoin d'un « bouc émissaire »¹¹. Ainsi, l'influence de la France en Afrique, et particulièrement au Sahel, recule, et les liens diplomatiques avec Paris sont remis en question. Les nouveaux pouvoirs en place ainsi que la population locale sympathisent alors avec d'autres acteurs comme la Chine ou la

⁶ Arezki, R. (21 août 2023). Niger : « Il est temps de rompre avec la pratique du paternalisme envers les Africains et de laisser ces pays exercer leur libre arbitre ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/18/niger-il-est-temps-de-rompre-avec-la-pratique-du-paternalisme-envers-les-africains-et-de-laisser-ces-pays-exercer-leur-libre-arbitre_6185779_3232.html.

⁷ Khady Lo, N. & Bouboutou-Poos, R-S. (2021, 28 mai). « Sentiment anti-français » : quelle est son histoire en Afrique et pourquoi il resurgit aujourd'hui ? *BBC News Afrique*. <https://www.bbc.com/afrique/region-56971100>.

⁸ Boniface P. (septembre 2023). France-Afrique : les raisons d'une crise. Avec Niagalé Bagayoko. Podcast « Comprendre le monde » - Entretiens géopo, *Pascal Boniface*. <https://www.pascalboniface.com/podcasts/>.

⁹ TV5 Monde avec AFP (1^{er} mars 2024). France – Tchad : un partenariat militaire à tout épreuve ? *TV5 Monde*. <https://information.tv5monde.com/afrique/france-tchad-un-partenariat-militaire-toute-epreuve-2712214>.

¹⁰ Le Monde avec AFP (24 novembre 2023). Au Tchad, amnistie générale pour la répression sanglante de la manifestation en 2022. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/24/au-tchad-amnistie-generale-pour-la-repression-sanglante-de-la-manifestation-en-2022_6202088_3212.html#:~:text=Tchad,.Au%20Tchad%2C%20amnistie%20g%C3%A9n%C3%A9rale%20pour%20la%20r%C3%A9pression%20sanglante%20de%20la,l'opposition%20et%20des%20ONG.

¹¹ Barthet, E. & Ricard, P. (3 septembre 2023). Catherine Colonna : « La “Françafrique” est morte depuis longtemps ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/03/catherine-colonna-la-francafrique-est-morte-depuis-longtemps_6187672_3212.html.

Russie -notamment pour sa milice Wagner- qui tirent profit de la situation¹². En effet, les évènements récents sont beaucoup dus au bilan (mitigé voire positif dans les discours officiels français, mais globalement négatif pour les chercheurs et jugé catastrophique par les populations sahéliennes et les nouvelles juntes militaires au pouvoir) de l'opération Barkhane (1^{er} août 2014 – 9 novembre 2022) qui suit pourtant le succès de l'opération Serval (11 janvier 2013 – 1^{er} août 2014)¹³.

Cadre géopolitique, éléments de définition, forces en présence

L'opération Barkhane constitue un cas d'école puisqu'il s'agit du plus gros déploiement de troupes françaises en opérations extérieures depuis la guerre d'Algérie¹⁴. A son point culminant, 5 500 français participaient à l'opération, à la demande du Mali. Elle a pour objectif de lutter contre les groupes armés terroristes dans la région du Sahel et d'accompagner l'Etat malien pour reprendre le contrôle et être capable d'assurer la sécurité du pays¹⁵. Elle se concentre sur les frontières et Etats membres du « Groupe des Cinq » ou « G5 Sahel » : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad. Ce groupe est créé en 2014 et constitue un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. En 2017, il met sur pied une force de sécurité transfrontalière mais qui rencontre des problèmes de financement. La France fournit véhicules, matériel, conseil et formation aux armées des cinq pays sahéliens. La France travaille aussi en coordination avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) qui est une force des Nations unies pour le maintien de la paix au Mali. L'Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS), auquel Boko Haram a prêté allégeance le 7 mars 2015, et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) (ou JNIM, pour Jamaat Nusra Al-Islam wal-Muslimin) qui se constitue à compter du 1^{er} mars 2017 par une fusion de plusieurs groupes liés à Al-Qaïda, sont les deux groupes principaux qui s'affrontent pour le contrôle de la zone sahélienne.

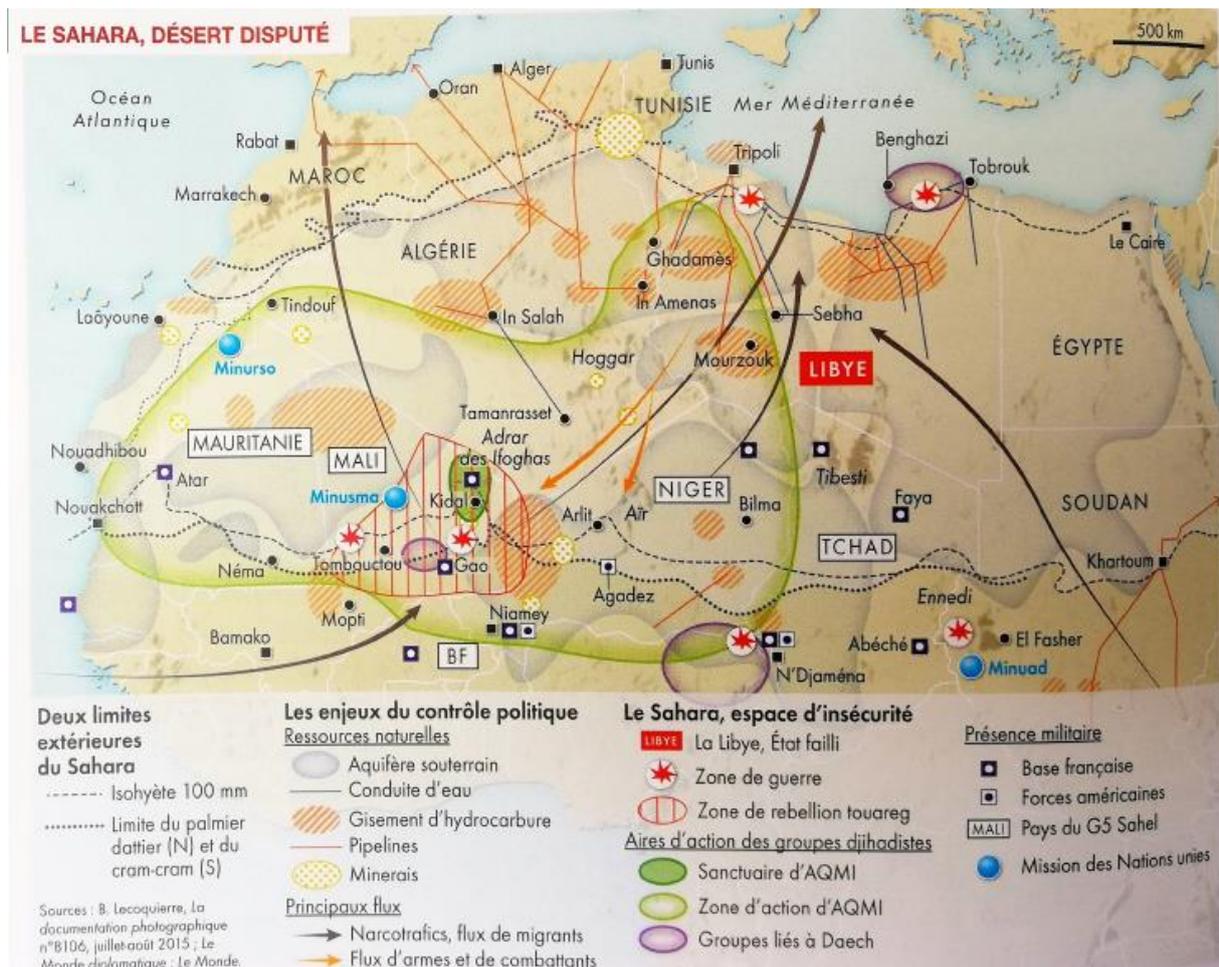
¹² Poyet, S. (31 juillet 2023). « On veut la Russie » : Des milliers de manifestants devant l'ambassade de France au Niger. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/niger-des-milliers-de-manifestants-devant-l-ambassade-de-france-a-niamey-20230730>.

¹³ Charbonneau, B. (2017). De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel. *Les Temps Modernes*, vol. 693-694, no. 2-3, p. 323.

¹⁴ Pérouse de Montclos, M-A. (2019). La politique de la France au Sahel : une vision militaire. *Hérodote*, vol. 172, no. 1, p. 143.

¹⁵ Ministère des Armées (site consulté le 7 janvier 2024). Opération BARKHANE. *Ministère des Armées*. <https://www.defense.gouv.fr/operations/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane>.

Carte 1 : « Le Sahara, désert disputé ».



Source : Lecoquierre B., *La documentation photographique* n°8106, juillet-août 2015.

Enfin, la préoccupation de la France tiendrait également à la préservation de ses intérêts dans les anciennes colonies, dans son « pré carré », et les références à un néo-colonialisme français, à la « Françafrique » sont nombreuses¹⁶. Après les indépendances, l'outil militaire a joué un rôle majeur pour la conservation de l'influence française dans la région.¹⁷ A partir de 1960, la France signe une vingtaine d'accords de défense et de coopération avec les anciennes colonies africaines¹⁸.

Il convient à présent de définir ce que l'on entend par le néologisme Françafrique que l'on entend si souvent. Pour Niagalé Bagayoko, ce terme a deux définitions, une plutôt positive, et l'autre négative. Il peut d'une part renvoyer aux relations étroites, intimes, issues de l'histoire

¹⁶ Charbonneau, B. (2017), *op. cit.*, p. 324-325.

¹⁷ Bruyère-Ostells, W. (2016). Outil militaire et politique africaine de la France depuis 1960 : tableau historiographique et perspectives de recherche. *Relations internationales*, vol. 165, no. 1, p. 3.

¹⁸ *Loc. cit.*

et de la proximité géographique entre la France et les pays francophones du continent. D'autre part, il met l'accent sur le système de relations opaques voire occultes, qui ont gouvernés les rapports entre les dirigeants français et africains¹⁹. Ce concept fut élaboré en 1994 par François-Xavier Verschave, Jean Carbonare et l'association Survie, et fut popularisé par le livre de ce premier paru en 1998, *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*²⁰. Il y décrit les pratiques de soutien aux dictatures, de coups d'Etats et d'assassinats politiques, mais aussi de détournements de fonds et de financement illégal de partis politiques. Cette politique dont il dénonce la constance depuis les indépendances africaines des années 1960, vise à défendre les intérêts français sur le plan stratégique (bases militaires, et alignement des votes des Etats africains à l'Assemblée générale des Nations unies notamment) et économique (accès des multinationales françaises aux ressources naturelles et stratégiques : pétrole, uranium etc.)²¹. Les gouvernements africains consentent alors à accorder ces avantages à la France, en échange de la sécurisation des régimes. Certains parlent alors aussi de « France à fric » pour désigner les scandales ou affaires politico-financières qui ont éclaté, comme l'affaire des diamants de Bokassa en 1979 ou l'affaire Elf en 1994.

Etat de la littérature académique sur l'objet d'étude

Les relations entre la France et l'Afrique après les indépendances, depuis les années 1960, ont fait l'objet de productions académiques foisonnantes. L'accent est porté sur la stratégie de la France pour maintenir son influence et sauvegarder ses intérêts sur le continent. En revanche, en ce qui concerne ces aspects dans le cadre de l'opération Barkhane, les travaux sont moins nombreux car la fin de cette dernière reste récente. En outre, parce qu'elle a duré longtemps et s'est terminée récemment, les publications parues au cours de cette opération et à son sujet peuvent se répondre, mais parfois aussi s'opposer et se contredire d'une année sur l'autre, selon leur date de sortie. Il faudra alors porter une attention particulière aux années de parutions des différentes sources auxquelles nous feront référence dans le corps de ce mémoire.

¹⁹ Boniface P. (mars 2023). Podcast « Comprendre le monde » - Entretiens géopo. Les raisons du déclin de l'influence française en Afrique. Avec Niagalé Bagayoko. <https://www.pascalboniface.com/podcasts/>.

²⁰ Péan, P. (2012). France-Afrique, Françafrique, France à fric ? *Revue internationale et stratégique*, vol. 85, no. 1, p. 117.

²¹ Verschave, F-X. (1998). *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*. Paris. Editions Stock.

Littérature académique issue des chercheurs occidentaux

Il s'agit de la littérature la plus facile à trouver et la plus abondante. Elle s'articule généralement autour d'une critique, d'une évaluation de notre objet d'étude qui est l'opération Barkhane. On peut également noter des visions quasi toujours pessimistes du continent africain, et plus particulièrement de la région du Sahel, auxquelles s'ajoutent un sentiment de peur historiquement et profondément ancré.

L'« afro-pessimisme »

Depuis la parution en 1962 du livre de René Dumont *L'Afrique noire est mal partie*, qui a longtemps alimenté l'afro-pessimisme, ce courant de pensée a la vie dure dans le schéma de pensée occidental. L'idée que l'Afrique est un continent à part, à l'écart car en retard, sous-développé ou en panne de développement, en proie aux plus grands maux : violences, conflits, mauvaises gestions, corruption, trafics illicites et mafieux, qu'aucune aide au développement ne suffira à surmonter, s'est imposée dans les représentations. Ces problèmes feraient partie d'une africanité indépassable²². En outre, s'il peut exister la volonté d'adopter un regard plus positif, ou du moins plus réaliste sur l'Afrique (Jean-Michel Severino et Olivier Ray qui alimentent l'afro-optimisme dans leur livre *Le temps de l'Afrique*, publié en 2010), ce type d'écrits sont une minorité et relèvent plutôt d'un mythe, tout comme le discours afro-pessimiste auquel il répond. Enfin, une approche afro-réaliste comme nous y invite Sylvie Brunel, conclut sur un verdict plutôt négatif²³. Ce constat se vérifie à plus forte raison lorsque la problématique sécuritaire au Sahel est abordée. Il est en effet très difficile de trouver une littérature avec un point de vue optimiste. En outre, les particularités géographiques de la région et l'immensité du désert effraient²⁴. Le Sahara est aussi réputé ingouvernable. Historiquement, lors de la colonisation de l'Afrique, la Grande-Bretagne se targuait d'avoir acquis les territoires côtiers jugés utiles, laissant à la France les « arpents de sable » d'un arrière-pays sahélien supposé « vide » et dépourvu d'intérêt économique²⁵. De plus, les Français ont entretenu une « vision très militaire d'une zone considérée comme fondamentalement dangereuse ». ²⁶

²² Smith, S. (2003). *Négrologie : Pourquoi l'Afrique meurt*. Editions Calmann-Lévy.

²³ Brunel, S., (2014). *L'Afrique est-elle si bien partie ?* Paris. Editions Sciences Humaines, p. 35.

²⁴ Pérouse de Montclos, M-A. (2019), *op. cit.*, p. 144.

²⁵ *Ibid.*, p. 145.

²⁶ *Loc. cit.*

Historiquement, la bande sahélo-saharienne a été le terrain d'expérimentation de nombreuses guerres²⁷.

Littérature académique régionale

C'est la littérature la plus rare et difficile à trouver. Néanmoins, dans le cadre de l'opération Barkhane, elle s'articule souvent autour des échecs de l'armée française, son incapacité, son aveuglement politique, sa mauvaise compréhension de la région, les erreurs qui ont conduit à cette impasse²⁸. Pour plus de travaux, il est alors intéressant de prendre en compte la littérature issue des *postcolonial studies* auxquels appartiennent des chercheurs issus des centres de recherche locaux. Ils souhaitent s'émanciper des discours proposés par les puissances exogènes. Ce champ d'étude s'intéresse également aux héritages et aux conséquences des relations coloniales, en valorisant davantage la voix des colonisés. Selon Rémi Carayol, certaines stratégies de l'opération Barkhane seraient « recyclées » de l'époque de la conquête coloniale²⁹. Enfin, des chercheurs et auteurs régionaux répondent à certains discours occidentaux qui peuvent être profondément négatifs, et qui réactivent certains clichés coloniaux. Le livre *Négrophobie* publié en 2005 de Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave, est une réponse directe au livre précédemment référencié de Stephen Smith, *Négrologie*. Selon eux, ce dernier est « l'auteur d'un best-seller inquiétant, *Négrologie*, qui ressuscite les pires clichés coloniaux »³⁰.

Intérêt de la recherche et problématique

Pour chaque discours, chaque évènement, à plus forte raison parce que Barkhane est une opération récente, il est laissé aux journalistes et écrivains une marge d'interprétation, teintée parfois d'idéologie difficile à défaire. En outre, le recours à de nombreux concepts qui prennent la forme de néologisme et qui sont en réalité des mots-valises pour tenter de décrire la réalité africaine ou plus particulièrement sahélienne, sont très problématiques. « Sahelistan », « Françafrique » ou encore « afro-pessimisme », que de termes pour décrire la région ou le continent. Comme nous l'avons déjà anticipé au début de ce travail de recherche, il faudra être

²⁷ *Loc. cit.*

²⁸ Abba, S. (2022). *Mali-Sahel : notre Afghanistan à nous ?* Paris. Impacts Editions.

²⁹ Carayol, R. (7 février 2022). Maréchal (Lyautey), Nous voilà ! *Afrique XXI*. <https://afriquexxi.info/Marechal-Lyautey-nous-voila>.

³⁰ Boubacar, B. D., Tobner, O., Verschave, F-X. (2005). *Négrophobie*. Paris. Editions Les Arènes.

très vigilant quant à ces expressions qui simplifient les phénomènes observés, les rendant homogènes, les globalisant, les décomplexifiant, en leur plaquant une grille d'analyse générale toute faite.

Notre mémoire ambitionne de dépasser les cadres moraux et émotionnels qui peuvent être relatifs à ce thème en adoptant un regard complexifié et des analyses fines et précises de la situation. Toutefois, si ces différents concepts peuvent avoir du sens, ils en ont dans un contexte particulier, et à une époque déterminée. Les définitions peuvent par ailleurs être amenées à évoluer. Pour de nombreux chercheurs, l'expression « Françafrique » est désormais désuète et ne correspond plus à la réalité, notamment en ce qui concerne sa définition sous son volet négatif et son opacité concernant les financements³¹. Ce qui subsisterait serait alors des relations privilégiées avec un certain nombre de chefs d'Etat dont la gouvernance est particulièrement autoritaire depuis des décennies, et qui paraissent cependant incompatibles avec le discours de promotion de la démocratie et des droits de l'homme de la France³². Selon Pierre Péan, le terme a eu un tel retentissement qu'il englobe désormais, pour les observateurs des relations entre la France et l'Afrique, l'ensemble des événements survenus depuis les indépendances, c'est-à-dire depuis les années 1960 jusqu'à la période actuelle. Il a réussi à englober l'ensemble de ces événements, et empêche, ou évite de penser. Une analyse approfondie de ces relations révèle qu'il n'y a aucune comparaison valable entre ce que l'on a qualifié de néo-colonialisme et les relations actuelles. Les interventions n'ont plus rien à voir avec ce qui se passait dans les années 1960³³. Toutefois cette « mort » de la Françafrique peut être contestée³⁴. Les autres néologismes tels que « Chinafrique » ou « Russafrique », loin de démentir l'existence de la Françafrique en décrivant ces « concurrences étrangères », auraient plutôt tendance à confirmer la relation singulière que les Français entretiennent avec le continent africain³⁵. En outre la fin du caractère sulfureux de la « France à fric » sur lequel s'est focalisé Verschave n'aurait finalement pas eu lieu selon Pierre Péan lui-même. Si le système persiste, c'est parce qu'il fonctionne également dans l'imaginaire des chefs d'Etats africains. La France demeure une puissance influente capable de soutenir des opposants, de créer des tensions aux frontières, de favoriser l'émergence de rebelles, ce qui peut potentiellement déstabiliser et fragiliser les dirigeants africains. Ainsi,

³¹ Boniface P. (mars 2023), *op. cit.*

³² *Ibid.*

³³ Péan P. (2012), *op. cit.* p. 117-118.

³⁴ Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. & Deltombe, T. (2021). Introduction. Françafrique, la mort lui va si bien. Dans : Thomas Borrel (dir.), *L'Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil, p. 9-25.

³⁵ *Ibid.*, p. 12.

ces chefs d'Etat paient aujourd'hui une assurance. Ce mécanisme de corruption ne peut être véritablement compris qu'en explorant les relations intimes établies dans les rapports du passé. Les dirigeants qui continuent à financer les partis et les personnalités politiques français sont généralement issus de la vieille garde, et il subsiste dans leurs esprits une interconnexion persistante entre les deux systèmes, ainsi que les vestiges du rêve gaulliste de la communauté³⁶. Toutefois, actuellement, avec les récents coups d'Etat au Sahel, les « anciens » comme les appelle Péan, ne sont plus là, ce qui est bien révélateur au moins d'un recul de la Françafrique, et par là même, d'un recul de l'influence française sur le continent, et d'une rupture dans les relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel, dont les trois concernés sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger. C'est sur cette question des ruptures diplomatiques que se focalisera notre travail de recherche.

En effet, à première vue cette rupture dans les relations diplomatiques peut sembler paradoxale. Nous aurions pu effectivement penser que cette « guerre » conjointe contre le terrorisme au Sahel avec la France et les pays du G5 Sahel, ainsi que la présence française dans la région, aurait justement renforcé les liens entre ces différentes nations, et aurait permis à la France de maintenir son influence et ses relations privilégiées. La réalité est cependant toute autre. En effet, l'opération Barkhane, considérée comme un échec par les pays du Sahel et leurs populations, a alors eu l'effet inverse de dégrader les liens avec l'ancienne puissance coloniale et de provoquer une rupture dans les relations diplomatiques entre la France et le Mali, le Burkina Faso, et le Niger, qui s'est matérialisée par l'expulsion des ambassadeurs français de ces trois pays. Après avoir parcouru de nombreuses recherches à ce sujet et d'après les diagnostics de la presse qui évoque régulièrement cette question, la situation actuelle serait effectivement la conséquence de cet échec de l'opération Barkhane.

Néanmoins, notre mémoire ambitionne de prendre un certain recul sur la situation, et d'apporter de la complexité et de la profondeur à notre réflexion. Notre problématique se construit alors sur deux niveaux. Dans quelle mesure n'existerait-il pas d'autres facteurs structurels, des causes sous-jacentes plus profondes et anciennes qui expliqueraient cette rupture dans les relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel ? Par conséquent, ce questionnement en implique un autre : dans quelle mesure l'opération Barkhane n'aurait été qu'un symptôme de plus, l'incident final, et qu'un catalyseur qui aurait provoqué définitivement la rupture des relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel (compris comme

³⁶ Péan P. (2012), *op. cit.* p. 121.

étant le Mali, le Burkina Faso et le Niger). En d'autres termes, cette rupture qui aurait des causes plus profondes et anciennes, était prévisible et aurait pu être anticipée. Toutefois, selon les éléments que nous apporterons, il semblerait que cette rupture diplomatique aurait pu aussi être inéluctable.

Méthodologie

Choix du type d'analyses et des sources utilisées

Pour éprouver notre hypothèse et nos questionnements, il semble approprié d'utiliser une analyse hybride, à la fois quantitative et qualitative, portant sur un grand nombre de cas d'études et de sources. Dans un premier temps, il s'agit donc de s'appuyer sur des sources primaires, par le biais de rapports d'institutions ou de discours officiels. A ces sources s'ajoutent également des articles de journaux qui s'avèreront très utiles pour un sujet comme le nôtre, ancré dans l'actualité. On pourra alors également faire référence à plusieurs podcasts, également très éclairants pour recueillir des informations mises à jour et complètes. Notre étude qualitative couvre aussi d'autres sources secondaires, notamment des ouvrages de référence, des extraits d'encyclopédies, des thèses, ou des écrits relevant de la littérature grise. Enfin, cette exploration a été complétée par la mobilisation d'entretiens réalisés par des chercheurs qui se sont rendus dans la zone géographique concernée. Ils se sont avérés très intéressants pour mieux appréhender comment l'opération Barkhane ou la France est perçue par les populations locales sahéliennes.

Mais aussi, une analyse quantitative est également nécessaire pour dresser un bilan de l'opération Barkhane, et pour tenter d'évaluer le poids du sentiment et la perception générale que les populations locales du Sahel ont à l'égard de la France. Ainsi, on a eu entre autres recours à des sondages d'opinion ou des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) présentes sur le terrain. Enfin, les pays du Sahel étant des « Etats faillis », l'accès aux statistiques, qui plus est de source fiable, est très compliqué, ce qui rend l'interprétation des éléments parfois particulièrement difficile, mais nous avons tenté de surpasser cet obstacle en nous appuyant sur des études menées par d'autres chercheurs et par des ONG dont les rapports sont internationalement reconnus.

Choix du terrain

Notre étude porte sur la région du Sahel. La notion de « Sahel » désigne à l'origine une zone bioclimatique ou géo-climatique. C'est un mot d'origine arabe signifiant « côte », « rivage ». Au cours du XXe siècle, les géographes et les climatologues dénomment ainsi l'espace de transition entre le Sahara et la zone soudanienne. Cet espace se définit alors principalement sur la base des isohyètes, comme la zone semi-désertique faisant la transition entre le climat désertique et le climat tropical humide. Suivant ce critère, il s'étend de l'Atlantique à la mer Rouge, sur une largeur de 500 à 700 kilomètres, et se distingue tant de la zone des savanes située sur son flanc sud, où les pluies sont suffisantes pour cultiver sans irrigation, que du Sahara situé au Nord où les cultures sont impossibles sans irrigation.

Le nombre des États retenus sous l'acception de Sahel fluctue : s'il comporte toujours au moins la Mauritanie, le Mali et le Niger, il englobe parfois le Sénégal, et souvent, le Burkina Faso et le Tchad, voire le Soudan. Toutefois, lorsque les décideurs politiques ou militaires français parlent de la région du Sahel, cette dernière est souvent réduite aux pays du G5 Sahel qui sont, on le rappelle, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, et le Tchad. Notre travail de recherche analysant les répercussions de l'opération Barkhane sur les relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel, nous faisons ici le choix de nous cantonner à cette définition du Sahel, voire nous limiter seulement au Mali, au Burkina Faso, et au Niger. En effet, ils ont tous fait l'objet de putschs militaires et ce sont les principaux pôles de contestation et de rejet de la politique et diplomatie française. Ainsi, quand nous parlerons des « pays du Sahel » et de leurs relations diplomatiques conflictuelles avec la France, il sera surtout question de ces trois pays, et éventuellement du Tchad. En effet, ces quatre pays ont aussi en commun d'être fortement impacté par le terrorisme djihadiste, contrairement à la Mauritanie qui fait figure d'« exception »³⁷. Ainsi, l'inclure dans notre analyse des pays du Sahel et de la rupture des relations diplomatiques avec la France n'aurait pas de sens.

Par ailleurs, la définition du Sahel comme d'une zone regroupant les pays du G5 Sahel est unique au monde car elle ne correspond pas aux usages historiques et géographiques du terme³⁸. C'est dans le contexte de la famine du début des années 1970 que le terme prend un sens géopolitique pour désigner un ensemble de pays africains caractérisés par la grande

³⁷ Graby, C. (26 mai 2023). Mauritanie : cette exception dans le Sahel. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/afrique/mauritanie-cette-exception-dans-le-sahel-26-05-2023-2521820_3826.php.

³⁸ Pérouse de Montclos, M-A. (2019), *op. cit.*, p. 138.

pauvreté. L'espace régional a alors émergé comme un espace en proie à une crise multiforme sur la scène internationale. Son histoire semble, depuis lors, se caractériser par une série de catastrophes sur les plans politique, économique et social, mais aussi dans les domaines démographique, écologique et, désormais, sécuritaire. L'Afrique sahélienne n'est plus considérée comme une simple périphérie voire une marge, mais comme une région hautement stratégique, théâtre de transformations sociales dont les enjeux économiques, politiques et sécuritaires dépassent largement le cadre de ses frontières, et dont la déstabilisation pourrait avoir des répercussions lointaines, notamment aux « portes de l'Europe ». C'est dans cette idée et au nom de cette lutte contre un islam radical que les opérations Serval puis Barkhane furent engagées par le président François Hollande³⁹. Le Sahel serait une zone « molle », « grise », propice à l'enkystement terroriste, à un « djihadistan »⁴⁰.

Annonce du plan

Afin de répondre à notre hypothèse, plusieurs aspects doivent être abordés. Dans un premier temps, il s'agira d'analyser comment l'opération Barkhane est passée, aux yeux des dirigeants sahéliens et des populations, d'une force de libération à une force d'occupation (Partie I). En effet, l'image de la France s'est nettement dégradée dans la région du Sahel, et nous expliciterons les raisons de ce phénomène.

Nous analyserons ensuite comment la France a perdu pied au Sahel et comment l'échec de l'opération Barkhane a fait le lit des puissances étrangères concurrentes (Partie II). En effet, la France est de plus en plus concurrencée dans la région du Sahel et d'autres puissances essaient de tirer leur épingle du jeu. Par conséquent, la France fait face à de nombreuses stratégies de déstabilisation, menées en tête de file par la Russie en particulier, et le sentiment anti-français au Sahel est instrumentalisé.

Enfin, dans un dernier temps, il conviendra de se demander dans quelle mesure la rupture des relations diplomatiques entre la France et ces trois pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) aurait été prévisible et inéluctable (partie III). En effet, nous tenterons d'avancer d'autres causes indépendantes de l'opération Barkhane qui expliqueraient cette rupture. Nous aborderons entre autres l'importance que l'héritage colonial et post-colonial a pu avoir, et

³⁹ Charbonneau, B. (2017), *op. cit.*, p. 322.

⁴⁰ Brunel, S. (2014), *op. cit.*

comment la perte de connaissance des officiels français sur l'Afrique et notamment la région sahélienne, a pu renforcer la dimension parfois « hors sol » d'une politique africaine française.

I. Barkhane, d'une force de libération à une force d'occupation ?

L'opération Barkhane visait entre autres la lutte contre les groupes armés djihadistes, le rétablissement de la paix, et la stabilisation politique des Etats concernés dans la région du Sahel. Cependant, cette opération est largement critiquée, aussi bien en France qu'au Sahel, laissant suggérer un triple échec : militaire, politique, et diplomatique. Ainsi, alors qu'à l'origine l'intervention française était acclamée, les français considérés comme des libérateurs, et les militaires comme des héros, à un tel point que lors de son déplacement à Bamako en février 2013, François Hollande déclarait avoir vécu « le plus beau jour de ma carrière politique »⁴¹, la France a finalement déçu. De nos jours, auprès de la société civile, la France est impopulaire, il émerge un sentiment anti-français, et des rumeurs complotistes sur les « réelles » intentions de Barkhane continuent de circuler même après la fin de l'opération, ce qui contribue nettement à la dégradation de l'image de la France. Elle est alors considérée comme une force d'occupation, coupable d'ingérence dans la souveraineté des pays sahéliens. Ainsi, la France ne se retire pas, elle est poussée vers la sortie, et est contrainte de partir.

A. La genèse de l'intervention française

L'intervention militaire française dans la région du Sahel s'inscrit dans un contexte bien précis. Le système politique malien, vanté jusqu'alors comme un modèle de bonne gouvernance et de réussite démocratique, apparaît rongé de l'intérieur. De plus, le pays montre des signes de faiblesse face à des groupes armés djihadistes qui menaceraient la sécurité internationale et feraient route vers Bamako selon la diplomatie française. Ainsi, à la demande du président malien de l'époque, Dioncounda Traoré, le 11 janvier 2013, la France déclenche l'opération Serval, qui sera ensuite suivie de l'opération Barkhane.

1. La France entre en guerre

⁴¹ Thiam, A. (4 février 2013). MALI. Le plus beau jour de François Hollande. *Courrier international*. <https://www.courrierinternational.com/article/2013/02/04/le-plus-beau-jour-de-francois-hollande>.

Au début des années 2000, le Mali était vu comme un exemple de démocratie en Afrique. Cependant, des crises économiques et sociales favorisant la corruption et le banditisme, et la montée des groupes djihadistes exacerbée par les répercussions de l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Libye, ont miné cette stabilité. La situation dégénère avec un coup d'Etat en 2012, déclenchant une crise qui amène la France à intervenir militairement en 2013 (opération Serval) pour restaurer la souveraineté malienne et contrer la menace djihadiste. Un an plus tard, la France élargit sa zone d'opération à l'ensemble des pays du G5 Sahel avec l'opération Barkhane, qui terminera huit ans plus tard le 9 novembre 2022.

a) **Eléments de contexte**

De 2002 à 2012, le Mali était dirigé par Amadou Toumani Touré (ATT), un ancien militaire sans affiliation partisane, qui a été réélu président avec un large soutien populaire, obtenant 71% des voix dès le premier tour en 2007. Pendant son mandat, le Mali était souvent cité comme un exemple de démocratie stable en Afrique. Toutefois, malgré une façade de stabilité, le régime d'ATT reposait sur un fragile consensus politique, sans qu'aucun parti ou coalition ne détienne une majorité claire à l'Assemblée nationale. Les principales responsabilités législatives étaient partagées entre l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), l'Union pour la république et la démocratie (URD) de Soumaïla Cissé et le Rassemblement pour le Mali (RPM) d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Cette période a été marquée par des crises économiques et sociales persistantes qui ont contribué à l'augmentation de la corruption et du banditisme, surtout dans le nord du Mali, mettant en évidence les faiblesses structurelles de l'État⁴². Le 22 mars 2012, dans un contexte de fin de mandat et sous la pression constitutionnelle de ne pas briguer un troisième mandat, ATT a été renversé par un coup d'Etat militaire.

Vers la fin de 2011, l'escalade de la menace sécuritaire devient évidente avec la présence sur le sol malien du groupe touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), réclamant l'indépendance de l'Azawad, ainsi que des combattants islamistes liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et des rebelles de retour de Libye après la chute de Kadhafi. Cette confluence d'intérêts armés a mené à des défaites significatives pour l'armée malienne dans le Nord. En quelques semaines, le Mali, jusque-là perçu comme politiquement stable, perd le

⁴² Boukari-Yabara, A. (2014). *Mali*. Louvain-la-Neuve. Editions De Boeck Supérieur, p. 19.

contrôle de la sécurité dans le Nord, révélant un Etat rongé par la corruption et les crises économiques, propice à devenir un sanctuaire djihadiste.

Le 21 mars 2012, après une visite du ministre de la Défense, les soldats de la garnison de Kati marchent sur Bamako, prenant le contrôle de l'Office de Radiotélévision du Mali (ORTM) et assiégeant le palais présidentiel, causant la mort d'une personne et de nombreux blessés. Le sort du président demeure incertain. Dans une déclaration, le Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat (CNRDRE), dirigé par le capitaine Amadou Haya Sanogo, invoque l'incompétence d'ATT dans la gestion des rébellions nordiques comme justification du coup⁴³.

Ce renversement tire également ses racines dans l'intervention de l'OTAN en Libye, dont les répercussions militaires et économiques ont affecté le Mali, exacerbant les tensions régionales. À Bamako, l'indifférence politique vis-à-vis de la crise du Nord et l'insistance à tenir des élections en dépit de la situation sécuritaire ont souligné l'abandon par l'État de ses responsabilités, menant à une impasse politique et à l'effondrement de l'ordre constitutionnel.

Le coup d'Etat a ouvert une crise qui a rapidement dépassé les frontières du Mali. Le 27 mars, un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Abidjan a exclu le Mali de l'organisation, nommant le président burkinabé Blaise Compaoré médiateur de la crise, et a mis en lumière les profondes divisions au sein de l'Etat malien. Le 28 mars, des manifestations de soutien à la junte ont éclaté à Bamako, suivies de confrontations violentes entre partisans et opposants au régime renversé, menant à une occupation de l'aéroport de Bamako-Sénou le 30 mars, qui a contraint l'avion des chefs d'État de la CEDEAO à faire demi-tour vers Abidjan. Le 6 avril, alors que la situation dégénère, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad, ajoutant une couche de complexité à la crise. La junte, sous la pression de la CEDEAO et de l'Union africaine, signe un accord cadre pour le retour à l'ordre constitutionnel quelques jours plus tard⁴⁴.

Le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, assume l'intérim, conformément à la constitution de 1992, après la démission officielle de Touré. Traoré, malmené par la crise politique et une attaque personnelle, est contraint de se rendre en convalescence en France, laissant Cheick Modibo Diarra, astrophysicien et Premier ministre de

⁴³ Falkoly, D. (2013). *Le Mali sous Amadou Toumani Touré*. Paris. Editions Menaibuc.

⁴⁴ Boukari-Yabara, A. (2014), op. cit., p. 22.

transition, aux prises avec les vestiges de l'ancienne junte et une classe politique profondément divisée. Les tensions culminent avec l'arrestation et la démission forcée de Diarra en décembre 2012, plongeant encore davantage le pays dans l'incertitude politique.

La communauté internationale intensifie son implication à mesure que la situation se détériore. La France, particulièrement investie en raison de ses intérêts historiques et stratégiques dans la région, annonce son intention d'intervenir militairement. En décembre 2012, sur initiative française, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 2085, demandant une feuille de route pour la transition et la mise en place d'une force africaine. L'escalade continue jusqu'en janvier 2013, lorsque l'avancée des groupes islamistes vers le sud pousse Traoré à solliciter une intervention militaire française urgente⁴⁵.

b) De Serval à Barkhane

L'intervention française, baptisée opération Serval, est lancée le 11 janvier 2013, sous la présidence de François Hollande. Le soutien de la France et des Nations unies à l'organisation rapide d'élections témoignait d'une volonté de restaurer la stabilité. Les élections de juillet 2013 voient la victoire d'IBK, qui remporte 77 % des voix, un résultat qui semble marquer un retour à la normalité politique⁴⁶.

Cette intervention rapide avait pour objectifs de stopper l'avancée djihadiste vers le sud, de sécuriser les zones sous contrôle terroriste et de restaurer la souveraineté du gouvernement malien. Les forces françaises, appuyées par des troupes africaines, ont rapidement reconquis les principales villes du nord du Mali, infligeant des pertes significatives aux groupes armés⁴⁷.

L'opération Serval est caractérisée par une combinaison de frappes aériennes et d'engagements au sol pour contrer les 2000 ou 3000 djihadistes combattants⁴⁸. La rapidité de l'intervention a été cruciale pour sa réussite initiale, permettant de désorganiser et de repousser les forces djihadistes hors des grandes agglomérations.

⁴⁵ Gonin, P., Kotlok, N., Pérouse de Montclos, M-A. (dir.) (2013). *La tragédie malienne*. Paris. Editions Vendémiaire.

⁴⁶ Boukari-Yabara, A. (2014), *op. cit.*, p. 23.

⁴⁷ Guilloteau, C., Nauche, P. (18 juillet 2013). Rapport d'information sur l'opération Serval au Mali. *Assemblée nationale*.

⁴⁸ Galy, M. (2013). Chapitre 3 : Pourquoi la France est-elle intervenue au Mali ? Dans Michel Galy (dir.), *La guerre au Mali : Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*. Paris. Editions La Découverte, p. 78.

En l'espace de trois mois, l'armée française a mobilisé une force d'intervention impressionnante, comptant environ 5 000 soldats, dont 4 000 déployés au Mali, un des pays les plus défavorisés du monde avec un État en déliquescence et une armée nationale fragmentée et inefficace face à l'avancée salafiste. L'armée malienne, pour sa part, ne dispose que de 3 000 soldats réellement opérationnels, malgré un nombre théorique de 10 000 militaires⁴⁹.

L'opération Serval, notamment durant ses premiers mois, est perçue unanimement comme un succès et source de fierté pour l'armée française. Elle a également des répercussions notables sur la politique militaire de la France en Afrique, qui trouve dans cette « guerre contre le terrorisme » un puissant facteur pour renforcer sa légitimité. En cours d'élaboration à cette époque, le Livre blanc sur la défense de 2013, de même que la nouvelle loi de programmation militaire (2014 - 2019), marquent un retour en force des interventions militaires unilatérales, s'écartant des tendances antérieures favorisant le multilatéralisme, au moins superficiellement. Ces documents stratégiques réaffirment l'importance accordée à la zone d'influence traditionnelle africaine, la préservation des budgets de défense, l'expansion des forces spéciales, ainsi que la garantie de l'impunité juridique pour les militaires français en opération à l'étranger⁵⁰.

En outre, au Mali, le contexte sociopolitique, marqué par la pauvreté, le manque de perspectives pour les populations locales, et la corruption des élites, reste inchangé. La politique militaire française, initialement présentée comme temporaire, se dirige alors vers une présence prolongée au Mali et dans la région, en dépit des engagements initiaux⁵¹. Sous la présidence d'Idriss Déby, le Tchad s'est imposé comme un partenaire essentiel de la France dans cette bataille, en dépit des reproches concernant le caractère autoritaire de son gouvernement. Les engagements électoraux de réduire les interactions avec les dictateurs ont été supplantés par le renforcement des liens avec les chefs d'Etats autoritaires en Afrique, dans le but de sécuriser leur appui militaire ou diplomatique. Par ailleurs, le dispositif militaire français en Afrique, incluant les bases et les opérations extérieures, a été reconfiguré pour gagner en flexibilité. Cette réorganisation prépare le terrain pour le lancement de l'opération Barkhane le 1^{er} août 2014, qui prend la suite de l'opération Serval.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 80.

⁵⁰ Granvaud, R. (2021). Partie VI. Le temps de la « reconquête » (2010-2021). Chapitre 2. Souffler sur les braises : la « guerre contre le terrorisme » de la France en Afrique. Dans : Thomas Borrel (dir.), *L'Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil, p. 842.

⁵¹ Galy, M. (2013), *op. cit.*, p. 76.

L'opération Barkhane se distingue par son envergure et son approche transfrontalière, impliquant cinq pays : le Tchad, qui héberge le commandement de la force française ; le Mali, où se trouvent les plus gros contingents ; le Niger, doté d'une base spécialisée dans le renseignement aérien ; le Burkina Faso, où le Commandement des opérations spéciales (COS) est basé ; et la Mauritanie. Afin de garantir une liberté d'action complète à la force Barkhane, de nouveaux accords militaires ont été conclus avec ces nations du « G5 Sahel ». Ces accords, dont le nombre et les détails demeurent imprécis, rompent avec les engagements de transparence établis lors de la renégociation des accords de défense sous la présidence de Nicolas Sarkozy. En vertu de ces accords, les forces françaises ne sont pas obligées de rendre des comptes aux autorités des pays où elles opèrent⁵². Barkhane a été conçue dans un effort pour sécuriser la région contre la menace transnationale du terrorisme⁵³. Elle s'est concentrée sur la collaboration avec les forces locales, et notamment une formation de ces dernières, pour construire une capacité de défense durable, tout en continuant à mener des opérations contre les groupes terroristes.

2. Pourquoi la France est-elle intervenue au Mali ?

A l'occasion de ses vœux à la presse le 16 janvier 2013, François Hollande avait déclaré : « La France, elle libère [...] la France, elle porte des valeurs. Elle n'a aucun intérêt au Mali. Elle ne défend aucun calcul économique ou politique. Elle est au service, simplement, de la paix. »⁵⁴. Dans cette sous-partie, nous tenterons de déterminer ce qu'il en est réellement des intérêts français au Mali, et plus largement au Sahel. Nous essaierons également d'analyser la véracité des accusations souvent faites au gouvernement français, d'avoir agi au nom de la défense d'un agenda néocolonial ou de la préservation de ses intérêts.

a) Une intervention liée à la préservation d'intérêts économiques

⁵² Granvaud, R. (2021), *op. cit.*, p. 842.

⁵³ Dossier de presse – « Opération Barkhane » (2014). *Ministère des Armées*.

⁵⁴ Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali et sur la politique du gouvernement en faveur de la presse à Paris le 16 janvier 2013 (16 janvier 2013). *Vie publique*. <https://www.vie-publique.fr/discours/186804-declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-li>.

Selon l'ONG Survie, la France a toujours cherché, depuis les indépendances, à maintenir son influence sur cette zone du Sahara, riche en ressources économiques et stratégiques⁵⁵. Elle avait créé en 1957 une entité territoriale spécifique, l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), qui s'est dissoute avec les indépendances, s'étendant du sud de l'Algérie au Tchad, en passant par le Niger et le Soudan français (actuel Mali). À l'heure des indépendances, la France a néanmoins réussi à conserver son contrôle sur ces richesses en signant en 1961 des accords de défense avec le Niger, y compris une clause garantissant un approvisionnement préférentiel en matières premières « stratégiques » pour la France. Cela a permis à la France d'exploiter l'uranium nigérien à un coût très faible depuis 1969, essentiel pour l'« indépendance énergétique » de la France et le succès de son industrie nucléaire, basés sur l'exploitation des ressources du Niger⁵⁶.

Depuis le début des années 2000, avec l'accélération de la course aux matières premières, le nord du Mali, encore peu exploité, est devenu une cible pour les investisseurs, les Etats et l'Union européenne (UE), dont la politique est explicitement orientée vers la « sécurisation de l'accès aux matières premières »⁵⁷. Les ressources potentielles du sous-sol du nord malien attirent de vifs intérêts, bien que l'« Eldorado » promis par certains soit encore peu exploré et que les contraintes soient significatives, comme l'enclavement de la zone ou la sécurisation des transports⁵⁸. Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, c'est pourtant Wagner qui se lance à la conquête des mines d'or et qui devrait faire l'objet des plus vives critiques [→ voir carte 2 partie II. A. 1. a)].

La France aurait également un besoin accru de sécuriser cette région du Sahel pour continuer à alimenter son industrie nucléaire civile et militaire⁵⁹. En 2012 au Niger, elle a dépassé son record annuel de production d'uranium et prépare l'ouverture d'une nouvelle mine à Imouraren, représentant un investissement de plus d'un milliard d'euros. Or, cette mine n'est qu'à quelques heures de route de la frontière avec le nord du Mali, et même avec 600 soldats nigériens dédiés à la sécurisation du site d'Areva⁶⁰ (Areva devenue Orano en 2018), la France

⁵⁵ Survie (2013). *La France en guerre au Mali : Enjeux et zones d'ombre*. Mons. Editions Tribord, p. 35.

L'association Survie a trois objectifs principaux : « ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme), combattre la banalisation du génocide et réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux » (p. 7 du livre).

⁵⁶ *Ibid.*, p. 36.

⁵⁷ *Loc. cit.*

⁵⁸ *Loc. cit.*

⁵⁹ *Ibid.*, p. 37.

⁶⁰ Plagnol, H., Loncle, F. (6 mars 2012). Rapport d'information sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne. *Assemblée Nationale*.

reste inquiète⁶¹. Les activités de la multinationale avaient déjà été contrariées par des rapt de ses salariés⁶². Ainsi, les mines d'uranium nigériennes⁶³ et les ressources potentielles du nord du Mali constitueraient un enjeu important pour la France et ses entreprises. En outre, maintenir les relations commerciales avec le Mali ne peut être considéré comme un enjeu négligeable pour la France, qui enregistre des excédents commerciaux considérables avec ce pays, s'élevant à près de 300 millions d'euros en 2010 et 2011⁶⁴. Si le Mali continue de subir une récession économique, notamment dans les secteurs bancaires, des services marchands, du transport ou de la construction, cela pourrait nuire à long terme aux grandes entreprises françaises et à leurs nombreuses filiales bien implantées dans le pays et dans la région.

Enfin, il est important de noter que pour la France, une opération militaire de ce type, quel qu'en soit le coût, permet de démontrer l'efficacité de son dispositif militaire et de ses armements. L'utilisation d'avions Rafale équipés des tout derniers armements de combat sur le théâtre des opérations est un atout majeur lors des négociations de contrats de vente avec les Emirats arabes unis (EAU) ou avec l'Inde⁶⁵.

b) Les enjeux géopolitiques et la « mise sous tutelle du Mali »

L'intervention française au Mali soulève également des questions complexes de mise sous tutelle politique et d'enjeux géopolitiques. Dans ce contexte, il faut comprendre comment la France, à travers ses différentes administrations, a perpétué une politique d'influence en Afrique, oscillant entre soutien et contrôle direct. Jean-François Bayart, trois ans après l'élection de François Mitterrand en 1981, analysait déjà dans son ouvrage *La politique africaine de François Mitterrand*⁶⁶ les surprenantes continuités entre les gouvernements de droite et de gauche concernant les « affaires africaines ». Il est intéressant de se demander si, pour le Parti socialiste, cet héritage ne remonte pas à celui de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), marquée notamment par le « mollétisme » de triste mémoire.

⁶¹ Survie (2013), *op. cit.*, p. 37.

⁶² Survie, Deltombe, T., Deneault, A., Granvaud, R., Orval, B., Tobner, O. et coordination de Tarrit, F., Noirot, T. (2014). *Françafrique : La famille recomposée*. Paris. Editions Syllepse, p. 110.

⁶³ Granvaud, R. (2012). *Areva en Afrique : Une face cachée du nucléaire français*. Marseille. Editions Agone.

⁶⁴ Survie (2013), *op. cit.*, p. 39.

⁶⁵ Lors de sa conférence de presse du 15 janvier 2013 à Dubaï, François Hollande répondait à la question d'un journaliste sur la possible vente d'avions Rafale aux Emirats arabes unis en déclarant : « Nous pensons que c'est un très bon avion. Je n'ose pas dire que l'expérience l'a démontré, mais c'est pourtant le cas, aussi bien en Lybie que sur le théâtre malien. ». <https://www.elysee.fr/francois-hollande/2013/01/15/conference-de-presse-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-les-relations-entre-la-france-et-les-emirats-arabes-unis-et-sur-l-intervention-militaire-francaise-au-mali-a-dubai-le-15-janvier-2013>.

⁶⁶ Bayart, J-F. (1984). *La politique africaine de François Mitterrand*. Paris. Editions Karthala.

On rappelle que, en 1956, Guy Mollet, alors président du Conseil, est passé d'un discours très marxiste à une politique militaire très répressive en Algérie. Lorsque François Hollande justifie l'intervention au Mali par la lutte contre le terrorisme international, il évoque sans doute, sans le vouloir, la rhétorique bushienne et la filiation néoconservatrice nord-américaine des interventions militaires dans les pays du Sud⁶⁷.

Cette régression théorique et politique est, à bien des égards, inquiétante car elle simplifie, voire occulte, la complexité de la réalité malienne. Cette réalité est marquée par l'influence du wahhabisme, les sympathies pour la charia, et l'enracinement dans un terreau associatif de certains groupes islamistes combattants, exacerbés par le désespoir face à la corruption d'un système électoral défaillant⁶⁸.

La « mise sous tutelle » du Mali par le gouvernement socialiste français⁶⁹ s'inscrit dans la continuité de la politique de Nicolas Sarkozy qui avait soutenu un modèle de développement défaillant, des élections truquées, et une corruption généralisée. Cette mise sous tutelle a été facilitée par les relais complaisants de la CEDEAO, de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations unies (ONU). Toutefois, elle a montré ses limites début janvier 2013, face aux difficultés à légitimer l'intervention militaire par le président par intérim.

Cette intervention, à l'exception notable de l'alliance tactique franco-touarègue, a été globalement bien accueillie par la majorité de la population malienne, à l'exception de la gauche radicale et du courant wahhabite. Cependant, plusieurs éléments attestent de cette mise sous tutelle : la préparation française des décisions onusiennes concernant le Mali ; l'administration directe des zones militaires ; le remplacement, fin mars 2013, de l'ambassadeur au ton de proconsul, Christian Rouyer, par un ancien gendarme passé par Saint-Cyr, Gilles Huberson ; l'insistance de Paris pour fixer les dates de la présidentielle, François Hollande se déclarant « intraitable » sur la tenue d'élections « à la fin du mois de juillet »⁷⁰ ; la réforme de l'armée sous

⁶⁷ Galy, M. (2013), *op. cit.*, p. 87.

⁶⁸ Holder, G. Vers un espace public religieux : pour une lecture contemporaine des enjeux politiques de l'islam en Afrique. Dans : Holder, G. (dir.) (2009), *L'islam, nouvel espace public religieux en Afrique*. Paris. Editions Karthala, p. 5-18.

⁶⁹ Galy, M. (1^{er} avril 2013). Mali, les dangers d'une mise sous tutelle. *Grotius international*. <https://grotius.fr/mali-les-dangers-dune-mise-sous-tutelle/>.

⁷⁰ (28 mars 2013). Mali : Hollande veut des élections en juillet, retrait français programmé. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-veut-des-elections-en-juillet-retrait-francais-programme-28-03-2013-1647240_24.php.

une direction franco-européenne ; et le contrôle des alliances stratégiques et diplomatiques maliennes.

En avril 2013, la tentation de « calmer le jeu » à Bamako, c'est-à-dire de prévenir toute contestation de rue du processus prévu, d'« éliminer Sanogo », de « détruire les terroristes », n'augurait pas une grande liberté pour la classe politique ni pour la société malienne.

L'enjeu est donc clairement géopolitique : il s'agit pour la France de conserver une aire d'influence en Afrique, quitte à mettre sous tutelle les Etats, et à cautionner des pouvoirs sans légitimité.

c) Des intérêts français vraiment menacés ?

Toutefois, si comme nous venons de le constater, les intérêts de la France ne peuvent être considérés comme totalement nuls, il serait faux de considérer qu'ils sont déterminants et prédominants. Aujourd'hui, avec plus de recul, et les derniers chiffres actuels, on remarque que les pays du Sahel, et même plus globalement les pays d'Afrique subsaharienne francophone sont loin d'être les premiers partenaires commerciaux d'Afrique de la France. En réalité, le fantasme qui consiste à croire que l'intervention française était uniquement motivée par la défense de ses intérêts au Sahel tire son origine de la propagande complotiste africaine⁷¹ [→ voir partie I. C. 2.].

Après François Hollande dans son discours de Bamako du 2 février 2013 comme nous l'avons vu plus haut, c'est alors au tour d'Emmanuel Macron au sommet de Pau le 13 janvier 2021, d'être contraint de dénoncer les accusations de pillages des ressources du Sahel « régulièrement imputés à la France »⁷².

Tout d'abord, en ce qui concerne le Mali, le volume des échanges s'élève en 2022 à 383,6 millions d'euros, et le solde commercial est très favorable pour la France avec 350,4 millions d'euros⁷³. De plus, les exportations maliennes vers la France dépassent seulement les 10 millions d'euros en moyenne par an en 2022, ce qui représente à peine 0,002% environ du

⁷¹ M. Tull, D. (2021). Contester la France : rumeurs, intervention et politique de vérité au Mali. *Critique internationale*, vol. 90, no. 1, p. 151-171.

⁷² Martinez, L. (2023). *L'Afrique, le prochain califat ? La spectaculaire expansion du djihadisme*. Paris. Editions Tallandier, p. 74.

⁷³ Direction générale du Trésor (11 juillet 2023). Commerce extérieur du Mali et relation commerciale bilatérale (2022). *Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ML/mali-relations-commerciales-bilaterales>.

total des importations de l'Hexagone⁷⁴. Environ 125 entreprises françaises sont implantées au Mali, où elles emploient plus de 5 500 personnes et contribuent à hauteur de 20 % aux recettes fiscales du pays. Le Mali est le leader de la production de coton en Afrique avec une production annuelle de 800 000 tonnes. Toutefois, le secteur est dominé par la Compagnie malienne des textiles (CMT), une entité privée majoritairement contrôlée (80 %) par un consortium chinois⁷⁵. Malgré cela, le Mali reste le troisième plus grand marché de la sous-région, après la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Néanmoins, comme l'indique la direction générale du Trésor français, la France est confrontée à une concurrence internationale croissante, en particulier de la Chine, de la Turquie et de certains pays du Golfe [→ voir partie II. A.].

En ce qui concerne l'Afrique plus largement, les principaux partenaires commerciaux de la France sont en réalité le Maroc (19 %), l'Algérie (18 %), la Tunisie (15 %), le Nigeria (8,5 %) et l'Afrique du Sud (5,8 %), aucun pays du Sahel donc. En 2017, les investissements français en Afrique atteignaient environ 54 milliards d'euros, avec une concentration de 30 % de ces investissements en Afrique du Nord, 20 % étant spécifiquement dirigés vers le Maroc. La zone de la Communauté financière africaine (CFA) représente seulement 1 % du commerce extérieur français, et sur ces 1%, 25 % du commerce se fait avec les pays francophones du Sahel. En réalité, majoritairement, les grandes ressources naturelles sont exploitées par des multinationales étrangères : par exemple, le marché du cacao est dominé par des entreprises suisses et américaines, et l'exploitation de l'or au Burkina Faso, qui a vu sa production exploser, passant de 35 tonnes en 2015 à 60 tonnes en 2021, est majoritairement contrôlée par des sociétés minières canadiennes⁷⁶. Enfin, l'Afrique francophone représenterait seulement 0,6% des échanges commerciaux de la France⁷⁷.

Même si, comme nous l'avons vu précédemment, le Niger a longtemps été considéré comme important de fait de sa production et transport de l'uranium gérés par l'entreprise Orano (ex-Areva) présente sur le territoire depuis plus de quarante ans, le pays est seulement classé comme le dix-septième client de la France parmi les pays d'Afrique subsaharienne. Le Niger se positionne aujourd'hui comme le septième producteur mondial d'uranium, même s'il a pu être quatrième par le passé (comme en 2013, lors du lancement de l'opération Serval).

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 74.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 75.

⁷⁷ Douysset, E. (2 août 2023). Niger : « Ceux qui commanditent les manifestations anti-françaises profitent de la faiblesse de notre réponse ». *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/niger-ceux-qui-commanditent-les-manifestations-anti-francaises-profitent-de-la-faiblesse-de-notre-reponse-20230801>.

Tableau 1 : Principaux producteurs mondiaux d'uranium entre 2013 et 2022.

Production from mines (tonnes U)										
Country	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Kazakhstan	22,451	23,127	23,607	24,689	23,321	21,705	22,808	19,477	21,819	21,227
Canada	9331	9124	13,325	14,039	13,116	7001	6938	3885	4693	7351
Namibia	4323	3255	2993	3654	4224	5525	5476	5413	5753	5613
Australia	6350	5001	5654	6315	5882	6517	6613	6203	4192	4553
Uzbekistan (est.)	2400	2400	2385	3325	3400	3450	3500	3500	3520	3300
Russia	3135	2990	3055	3004	2917	2904	2911	2846	2635	2508
Niger	4518	4057	4116	3479	3449	2911	2983	2991	2248	2020
China (est.)	1500	1500	1616	1616	1692	1885	1885	1885	1600	1700
India (est.)	385	285	385	385	421	423	308	400	600	600
South Africa (est.)	531	573	393	490	308	346	346	250	192	200
Ukraine	922	926	1200	808	707	790	800	744	455	100
USA	1792	1919	1256	1125	940	582	58	6	8	75
Pakistan (est.)	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
Brazil	192	55	40	44	0	0	0	15	29	43
Iran (est.)	0	0	38	0	40	71	71	71	21	20
Czech Republic	215	193	155	138	0	0	0	0	0	0
Romania	77	77	77	50	0	0	0	0	0	0
France	5	3	2	0	0	0	0	0	0	0
Germany	27	33	0	0	0	0	0	0	0	0
Malawi	1132	369	0	0	0	0	0	0	0	0
Total world	59,331	56,041	60,304	63,207	60,514	54,154	54,742	47,731	47,808	49,355
tonnes U ₃ O ₈	69,966	66,087	71,113	74,357	71,361	63,861	64,554	56,287	56,377	58,201
% of world demand	91%	85%	98%	96%	93%	80%	81%	74%	76%	74%

Source : World Nuclear Association.

En 2021, il était estimé que 30 % de l'uranium du Niger, extrait des mines du Nord du pays près de la ville d'Arlit, était utilisé dans les centrales nucléaires françaises⁷⁸. Pour Patrick Robert, l'uranium nigérien représentait même seulement 10 à 15% des besoins français⁷⁹. Le reste de l'uranium français provient d'autres sites d'Orano au Canada, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en Australie⁸⁰.

A Niamey, avant le coup d'Etat en juillet 2023, l'accueil réservé aux forces françaises était enthousiaste. En effet, l'ancien ministre nigérien, Hadj Albadé Abouba, justifiait cette

⁷⁸ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 76.

⁷⁹ Douysset, E. (2 août 2023). Niger : « Ceux qui commanditent les manifestations anti-françaises profitent de la faiblesse de notre réponse ». *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/niger-ceux-qui-commanditent-les-manifestations-anti-francaises-profitent-de-la-faiblesse-de-notre-reponse-20230801>.

⁸⁰ Vallet, F. (12 octobre 2022). Non, la France n'est pas indépendante grâce au nucléaire. *Reporterre*. <https://reporterre.net/Non-la-France-n-est-pas-independante-grace-au-nucleaire>.

présence : « La menace djihadiste a pris une telle ampleur que le Niger ne pourra jamais, malgré tous ses efforts, en venir à bout tout seul. Ceux qui veulent que l'armée française parte ne sont qu'une petite minorité. ». Et de préciser : « Dire que l'armée française est au Niger pour protéger les employés d'Areva [devenue Orano], c'est lui faire un mauvais procès. D'autant que les mines d'uranium ferment. Au contraire, la France nous aide à mieux sécuriser nos frontières dans la mesure où les pays voisins du Niger sont extrêmement menacés. »⁸¹. En effet, le 10 décembre 2019, une attaque contre le détachement militaire d'Inates, près de la frontière nigéro-malienne, a entraîné la mort de 71 soldats, suivi d'un deuil national de trois jours.

Les forces françaises sont également sujettes à de nombreuses accusations et rumeurs [→ voir partie I. C. 2.], en particulier celles de piller les ressources, alimentées par la guerre informationnelle russe au Sahel [→ voir partie II. B. 2.]. Les militaires français font également face à une inquiétude sincère des populations. En effet, là où se trouvent les troupes françaises, des groupes djihadistes arrivent pour les combattre. Cette montée du sentiment anti-français est aussi alimentée par un manque de relations avec la jeunesse et la société civile, la France ayant privilégié des relations avec les régimes politiques, qui sont très critiqués [→ voir partie III. A. 2. b)].

Enfin, si on peut alors considérer que les intérêts économiques et financiers de la France sont faibles au Sahel, le déploiement de sa puissance militaire permet toutefois à la France de revendiquer un leadership dans cette région devant ses partenaires européens et ses alliés américains et britanniques. En outre, le coût financier de l'opération Barkhane devenait de plus en plus difficile à supporter et justifier, y compris sur le sol français, sans la possibilité de mettre en évidence un réel impact sur la désorganisation des groupes terroristes dans la région du Sahel⁸². Bien que l'Assemblée nationale française ait déclaré en avril 2021 que le bilan était « incontestablement positif », la Cour des comptes adoptait une position plus mesurée, demandant au gouvernement de procéder à une évaluation complète, tant sur le plan comptable que politique⁸³. Selon le rapport du 9 février 2021 de cette dernière, entre 2012 et 2018, les

⁸¹ Croissanceafrik (14 décembre 2019). « L'armée française n'est pas venue au Niger par hasard ! » - ministre d'Etat nigérien. *Croissance Afrique*. <https://croissanceafrique.com/larmee-francaise-nest-pas-venue-au-niger-par-hasard-ministre-detat-nigerien/>.

⁸² Colomba-Petteng, L. (2020). Les dilemmes des armées françaises au Sahel : Une mise en perspective des débats sur la transformation de l'opération Barkhane. *Afrique contemporaine*, vol. 271-272, no. 1-2, p. 171.

⁸³ Cour des comptes (9 février 2021). Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel et leur relation avec l'aide publique au développement. Référé S2021-0105 du Premier président à Monsieur Jean Castex, Premier ministre. <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-04/20210422-actions-civiles-militaires-France-pays-G5-Sahel.pdf>.

dépenses annuelles (opérations militaires dans la bande saharo-sahélienne, programmes budgétaires de la mission interministérielle « aide publique au développement », actions de stabilisation, actions de l'Agence française de développement (AFD) et contributions au fonctionnement de la MINUSMA et du secrétariat du G5) de la France dans les pays du G5 Sahel ont plus que doublé, passant de 580 millions d'euros à 1,35 milliards d'euros, dont près de 60% de dépenses militaires, auxquelles est principalement due cette hausse⁸⁴. Ainsi, si on fait le calcul, le coût de l'opération militaire Barkhane est de 810 millions d'euros en 2018. En 2020, soit au moment où la France annonce une augmentation du nombre de militaires pour atteindre 5 100 soldats, dans la région, le coût de Barkhane serait donc plus élevé et atteindrait 880 millions d'euros⁸⁵, soit près d'un milliard d'euros par an. Il s'agit alors d'une somme conséquente pour le gouvernement français, qui ne saurait se justifier, comme nous l'avons vu, par la défense d'intérêts économiques majeurs. Ainsi, l'opération Barkhane s'apparente finalement plus à un gouffre financier, n'amenant de surcroît pas de résultats probants quant à la lutte contre les groupes djihadistes au Sahel, plutôt qu'à une opération positive au niveau comptable qui permet la préservation des intérêts économiques français. Toujours sur le plan budgétaire, la Cour des comptes estimait déjà en 2016 que l'évaluation des surcoûts de l'ensemble des opérations extérieures était « insuffisante et insincère »⁸⁶. En outre, le rapport de la Cour des comptes montre la faiblesse de la réponse militaire dans la lutte contre les groupes djihadistes car l'engagement militaire de la France a augmenté sans s'accompagner d'une accentuation notable de l'effort en aide publique au développement⁸⁷, et nous constatons qu'après 2019, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée [→ voir partie I. B. 1.].

Enfin, Patrick Robert interrogé au micro du *Figaro* estime que la France n'a pas d'intérêts économiques au Niger, et que si la France est intervenue au Sahel, c'est une « question d'intérêts diplomatiques dans une logique de « cercle d'influence » et d'attachement sentimental avec des peuples que nous connaissons bien. »⁸⁸. L'intervention française tirerait son origine d'un attachement de la France à des pays avec qui elle entretient des relations

⁸⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁸⁵ Dogon, C. (14 juin 2021). Barkhane : le coût de l'opération militaire (et civile) au Mali en 4 chiffres. *Pour l'Eco*. <https://www.pourleco.com/politique-economique/barkhane-cout-de-loperation-militaire-et-civile-au-mali>.

⁸⁶ Cour des comptes (octobre 2016). Les opérations extérieures de la France, 2012 – 2015. Communication à la commission des finances du Sénat, p. 30. <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/20161114-rapport-Opex.pdf>.

⁸⁷ Cour des comptes (9 février 2021), *op. cit.*, p. 2.

⁸⁸ Douysset, E. (2 août 2023). Niger : « Ceux qui commanditent les manifestations anti-françaises profitent de la faiblesse de notre réponse ». *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/niger-ceux-qui-commanditent-les-manifestations-anti-francaises-profitent-de-la-faiblesse-de-notre-reponse-20230801>.

historiques liées au passé colonial, et d'une forme de « loyauté et de fidélité » mêlé de culpabilité et de regret pour les excès de la période coloniale. Selon lui, c'est une chose que les adversaires de la France ne comprennent pas, mais qui est intrinsèquement liée à la culture française. Depuis les indépendances, la politique africaine de la France s'est concentrée sur le soutien à la stabilité politique et le développement économique de ces pays, non pas dans un esprit d'enrichissement aux dépens de ces derniers, mais dans l'espoir de parvenir à une prospérité mutuelle grâce à des échanges à « bénéfiques réciproques »⁸⁹.

Toujours selon Patrick Robert, hormis l'exploitation de l'uranium au Niger, il n'existe pas d'entreprises françaises en Afrique qui se sont engagées dans l'extraction d'autres minéraux tels que l'or, les diamants, le cuivre ou les minéraux rares. Les récentes découvertes d'or ou de pétrole au Tchad, au Niger, ou au Mali n'ont pas vu la participation française. Les principaux investissements français sur le continent concernent les secteurs des services, comme la télécommunication, l'électricité, la banque, les infrastructures et la gestion portuaire. Enfin, les expatriés français en Afrique possèdent généralement de petites entreprises, payent leurs impôts sur place, et apportent investissements et savoir-faire pour favoriser la création de richesse locale. Leur apport à l'économie française est minime. Face aux critiques récurrentes de néocolonialisme, il est à noter que la majorité des Français au Niger sont des coopérants techniques, des acteurs humanitaires, ou des membres d'ONG⁹⁰.

3. La « guerre contre le terrorisme », une terminologie efficace et consensuelle pour désigner l'ennemi

La légitimation de l'intervention française au Sahel, notamment d'abord l'opération Serval, s'appuie sur l'utilisation d'un champ lexical bien précis. Le 11 janvier 2013, dans une allocution à la nation, le président François Hollande déclare le déploiement des forces françaises « soutien aux unités maliennes pour lutter contre ces éléments terroristes »⁹¹, se référant aux djihadistes avançant vers Bamako. Le jour suivant, il souligne de nouveau que la France « n'a pas d'autre but que la lutte contre le terrorisme » au Mali⁹². Le 13 janvier, Jean-

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire au Mali, à Paris le 11 janvier 2013 (11 janvier 2013). *Elysée*. <https://www.elysee.fr/francois-hollande/2013/01/11/declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-lintervention-militaire-au-mali-a-paris-le-11-janvier-2013>.

⁹² Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 12 janvier 2013 (12 janvier 2013). *Elysée*. <https://www.elysee.fr/francois->

Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, affirme sur Europe 1 qu'« il faut éradiquer le terrorisme partout où il se trouve » et que « c'est contre le terrorisme que la France est en guerre »⁹³. Ces choix de mots sont partie intégrante d'une stratégie de communication visant à rallier l'opinion publique. L'utilisation du terme « guerre » renforce la légitimité de l'intervention armée, par nature violente. Un champ lexical martial est donc prédominant chez les dirigeants français. Pour que cette guerre soit perçue comme juste, il est essentiel que l'ennemi, désigné par le terme « terroriste », soit unanimement reconnu comme tel. L'Élysée privilégie ce terme, jugé plus neutre et consensuel que celui d'« islamiste », susceptible de froisser les citoyens français musulmans, ou d'« insurgé », qui pourrait conférer un statut de combattant aux djihadistes⁹⁴.

La définition du terrorisme demeure toutefois très floue, une imprécision en fait une notion particulièrement adaptable pour les États, leur permettant « de justifier des régimes juridiques dérogatoires et exceptionnels, ou de stigmatiser un ennemi, dans une perspective politique »⁹⁵.

Le terme « terroriste » est ainsi utilisé pour « diaboliser et nier le caractère politico-militaire de l'ennemi »⁹⁶. Cette terminologie masque la diversité des objectifs et des acteurs en place. Au début de l'opération Serval, quatre groupes armés opèrent dans le pays : AQMI, le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest), Ansar Dine et le MNLA. Ces deux derniers sont issus du mouvement touareg. Bien que Ansar Dine partage des objectifs nationalistes avec le MNLA, il se distingue par son orientation islamiste, absente chez le MNLA. Bien qu'affilié au djihad, Ansar Dine n'a jamais été impliqué dans des prises d'otages ou des attaques contre des civils, contrairement à AQMI et au MUJAO⁹⁷, qui ont aussi leurs particularités. Contrairement à AQMI, le MUJAO est majoritairement composé de Maliens avec une forte implantation locale. En 2017, quatre groupes djihadistes du Sahel, incluant AQMI et Ansar Eddine, fusionnent pour former le GSIM, avec l'objectif de créer un État islamique dans la région. Néanmoins, s'« il y a bien sûr une dimension idéologique très

[hollande/2013/01/12/declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-lintervention-militaire-francaise-au-mali-a-paris-le-12-janvier-2013](https://www.elysee.fr/fr/actualites/2013/01/12/declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-lintervention-militaire-francaise-au-mali-a-paris-le-12-janvier-2013).

⁹³ Interview de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense dans le Grand Rendez-vous (13 janvier 2013). *Europe 1*.

⁹⁴ Pérouse de Montclos, M-A. (2020). *Une guerre perdue : La France au Sahel*. Paris. Editions JC Lattès, p. 108.

⁹⁵ Dubuisson, F. (2017). La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique. *Confluences Méditerranée*, vol. 102, no. 3, p. 42.

⁹⁶ Pérouse de Montclos, M-A. (2020), *op. cit.*, p. 113.

⁹⁷ Macé, C. (14 avril 2017). Parler avec les jihadistes ? Le dilemme qui agite le Mali. *Libération*.

https://www.liberation.fr/planete/2017/04/14/parler-avec-les-jihadistes-le-dilemme-qui-agite-le-mali_1562643/.

forte, [il y a] aussi un aspect politique prépondérant »⁹⁸ selon Amélie Chelly, sociologue. Djallil Lounnas souligne aussi que « le GSIM est devenu un acteur politique, économique et social »⁹⁹. L'emploi généralisé du terme « terroriste » obscurcit ainsi l'analyse des motivations diverses des différents groupes. Les causes sous-jacentes de l'instabilité et de la violence sont plus complexes et multifactorielles, et ne sauraient être exclusivement imputées au terrorisme. Par ailleurs cette grille d'analyse aurait ainsi entraîné « des erreurs de diagnostic »¹⁰⁰, d'où la réponse inadaptée de l'intervention française, reposant démesurément sur un prisme sécuritaire et militaire [→ voir partie I. B.]. De plus, cette grille de lecture est « pratique car elle permet d'éviter un questionnement plus fondamental sur les mécanismes sociaux, économiques et idéologiques à l'œuvre dans les régions concernées »¹⁰¹. En effet, des études indiquent que les actes terroristes surviennent principalement dans des zones de grande instabilité politique¹⁰², et que la religion n'est pas toujours la motivation du passage à l'acte des groupes se réclamant d'une idéologie politico-religieuse¹⁰³. En outre, pour les Maliens, des problématiques telles que le chômage et la corruption, se révèlent être des enjeux davantage préoccupants que l'extrémisme religieux, selon une étude menée en 2017 au centre du Mali¹⁰⁴.

Le « terrorisme » a également été décrit comme « une menace globale »¹⁰⁵, pouvant mettre directement en péril l'Occident, bien que dans les faits, aucun groupe djihadiste de l'Afrique subsaharienne n'ait réalisé d'attentats en Europe ou en Amérique, contrairement à al-Qaïda ou à l'Etat islamique¹⁰⁶. Ainsi, le problème a été dramatisé, et « en pratique les troubles du Mali en 2012 n'affectaient pas directement l'intérêt national de France, à moins de considérer que l'enlèvement de quelques ressortissants devrait à chaque fois nécessiter le déploiement outre-mer de plusieurs milliers de soldats »¹⁰⁷.

⁹⁸ Gazeau, W. (7 mai 2021). Qu'est-ce que le GSIM, le groupe djihadiste responsable de l'enlèvement d'Olivier Dubois ? *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Monde/Quest-GSIM-groupe-djihadiste-responsable-lenlevement-dOlivier-Dubois-2021-05-07-1201154647>.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Pérouse de Montclos, M-A. (2020), *op. cit.*, p. 105.

¹⁰¹ Antil, A. (2006). L'Afrique et la « guerre contre la terreur ». *Politique étrangère*, no. 3, p. 583.

¹⁰² Seniguer, H. (2013). « Terrorisme(s) », islamisme(s) et violences politiques dans le monde musulman contemporain. *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, p. 177-189.

¹⁰³ Global Terrorism Index 2024 (2024). *Institute for Economics & Peace*, p. 52-71.

¹⁰⁴ Citizen Helpdesks (décembre 2017). Perceptions des citoyens dans le centre du Mali.

¹⁰⁵ Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur la force conjointe du G5 Sahel et la lutte contre le terrorisme, à New York le 30 octobre 2017 (30 octobre 2017). *Vie publique*. <https://www.vie-publique.fr/discours/204087-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affair>.

¹⁰⁶ Pérouse de Montclos, M-A. (2020), *op. cit.*, p. 110-111.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 111.

De leur côté, les médias n'ont pas participé à la création d'un discours distinct de celui des autorités officielles. Au lendemain du début de l'opération Serval, *Le Monde* publie un article où le Mali est décrit comme un pays « rongé par la corruption et l'islamisme » et qui « est devenu une menace pour les pays occidentaux »¹⁰⁸.

B. Un triple échec : militaire, politique et diplomatique

Dans l'ensemble, l'opération Barkhane reste une opération très critiquée par de nombreux analystes. En effet, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader dans la région sahélienne, avec un réel accroissement de la violence à partir de 2019 et 2020. En outre, lorsque le sujet est traité dans les médias, il est souvent associé à la notion d'échec. Ainsi, cette notion d'échec questionne. De quel type d'échec s'agit-il ? En effet, il est important de dissocier deux sortes d'échec : un échec militaire d'un côté, et un échec politique et diplomatique de l'autre.

1. Un échec militaire ?

Pour de nombreux spécialistes, l'opération Barkhane était vouée à l'échec. Plusieurs raisons l'expliquent : l'immensité du territoire, une vision trop militaire des problèmes locaux¹⁰⁹... En effet, pour Marc-Antoine Pérouse de Montclos, l'extension de l'intervention militaire française à l'ensemble des pays du G5 Sahel en 2014 représente une erreur stratégique majeure.¹¹⁰ On parle ici d'une « surface totale supérieure à celle de l'Europe (7 millions de km²), une élongation immense entre les différentes bases, un climat très chaud et « abrasif » pour les équipements, des événements météorologiques extrêmes »¹¹¹. En outre, le conflit était particulièrement complexe. Lors de son audition par la commission en 2021, le général Lecointre avait mis en évidence que les groupes terroristes possédaient une capacité notable de régénération, attribuable à quatre facteurs principaux : une connaissance approfondie du terrain ; l'instrumentalisation des tensions ethniques existantes ; le recrutement de jeunes combattants ; et le soutien d'une partie importante de la population locale. De plus, les

¹⁰⁸ Bernard, P. (12 janvier 2013). Mali, l'inexorable décomposition d'une vitrine de la démocratie africaine. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/12/l-inexorable-decomposition-d-une-vitrine-de-la-democratie-africaine_1816069_3212.html.

¹⁰⁹ Pérouse de Montclos, M-A. (2019), *op. cit.*, p. 138.

¹¹⁰ Pérouse de Montclos, M. (2022). La France au Sahel : les raisons d'une défaite. *Etudes*, no. 6, p. 22.

¹¹¹ Allizard, P., Cigolotti, O., Carlotti M. (7 juin 2023). Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur : « Quel bilan pour l'opération Barkhane ? ». *Sénat*.

combattants esquivait régulièrement les forces françaises, rendant ainsi difficile l'obtention de résultats tangibles.¹¹² Dans la même idée, le chercheur Matthieu Pellerin a identifié deux profils distincts parmi les combattants de ces groupes. D'un côté, au sommet des organisations, des « shouras » (conseils) composées de combattants convaincus et idéologisés prônant l'instauration de la Charia et la création d'un Etat islamique. De l'autre, des combattants motivés principalement par la lutte contre des injustices locales, avec un agenda religieux qui est secondaire [→ voir partie I. C. 3.].¹¹³ La région concernée est également marquée par le nomadisme et des structures de pouvoir faibles. Les ressources économiques y sont limitées et les Etats, pauvres et souvent sous-administrés, sont fragmentés, divisés, voire éclatés entre des composantes qui revendiquent leur autonomie et leur liberté d'action. Ces divisions conflictuelles entravent la mise en place d'une cohésion ou d'une concertation efficace, rendant alors difficile la conduite d'action de maintien de la paix ou de reconstruction du pays, tant l'identification d'acteurs représentatifs reconnus et à l'autorité respectée sur l'ensemble d'un territoire national est aléatoire.¹¹⁴

Néanmoins, même si les objectifs de « contenir et d'éliminer la progression des groupes djihadistes n'ont clairement pas été atteints », il est difficile de parler d'« échec militaire » pour Niagalé Bagayoko¹¹⁵. Dans les discours officiels, le ministre des Armées Sébastien Lecornu martèle que « Barkhane n'a pas été un échec : c'est une faute de dire cela », « notre armée n'a eu de cesse de faire reculer les groupes terroristes au Sahel, sauvant des milliers de vies sur place et protégeant celles des Français des menaces d'attentats sur notre sol ». ¹¹⁶ De même, fin août 2023, Emmanuel Macron considère que les opérations Serval puis Barkhane « ont été des succès », et que sans elles, « il n'y aurait sans doute plus de Mali, plus de Burkina Faso, je ne suis même pas sûr qu'il y aurait encore le Niger ». ¹¹⁷ En effet, il est possible toutefois de nuancer ces échecs, même si, comme nous l'avons vu, les objectifs n'ont pas été atteints, que la violence s'est aggravée, et que les groupes armés djihadistes ont étendu leur

¹¹² *Ibid.*, p.11.

¹¹³ *Loc. cit.*

¹¹⁴ Coustillière, J. (2015). Les limites et contraintes d'une opération militaire face aux conflits au Sahel. *Revue Défense Nationale*, vol. 781, no. 6, p. 90.

¹¹⁵ Brabant, J. (1^{er} février 2021). Présence française au Sahel : au-delà de l'échec militaire. Avec Niagalé Bagayoko. Podcast « Un monde à vif », *Mediapart*.

<https://www.mediapart.fr/journal/international/310121/presence-francaise-au-sahel-au-dela-de-l-echec-militaire>.

¹¹⁶ AFP (7 août 2023). L'opération Barkhane, « pas un échec », dit le ministre des Armées à des sénateurs. *Challenges*. https://www.challenges.fr/politique/l-operation-barkhane-pas-un-echec-dit-le-ministre-des-armees-a-des-senateurs_863879.

¹¹⁷ Pérouse De Montclos, M. (3 septembre 2023). Opération Barkhane au Sahel, à quand un vrai bilan ? *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1478247/politique/operation-barkhane-au-sahel-a-quand-un-vrai-bilan/>.

sphère d'influence.¹¹⁸ En effet, l'opération Barkhane est souvent à tort décrite comme une opération sans but défini. En réalité, elle s'est donnée des objectifs ambitieux mais qui reposent sur une évaluation incorrecte et trop optimiste des dynamiques politiques en cours au Sahel, et se trouve alors dans une impasse due à la négligence de la classe politique au pouvoir dans la région. Dès 2015, consciente de la complexité de la situation, l'opération Barkhane a commencé à chercher des moyens de réduire son engagement dans la région. Entre 2013 et 2022, les efforts conjoints des forces françaises, maliennes, nigériennes, et burkinabè ont permis d'établir un tableau de chasse assez considérable : en février 2013 l'élimination d' Abdelhamid Abou Zeïd, responsable de la *katiba* Tarik ibn Ziyad ; en avril 2014, l'armée française abat des cadres des groupes Ansar Dine puis Al-Mourabitoune dont Haroune Ag Saïd dit « Abou Jemal », ainsi qu'Aboubakar al-Nasr ; en décembre 2014, c'est Ahmed al-Tilemsi, ancien dirigeant du MUJAO qui est abattu ; en mai 2015, le commandant de la *katiba* al-Ansar, Hamada Ag Hama, dit « Abdelkrim al-Targui » ; en février 2018, le leader de la section malienne d'Al-Mourabitoune, Mohamed Ould Nouini, dit « Abou Hassan al-Ansari » ; en février 2019, Djamel Okacha, « l'émir » de Tombouctou, également dit « Yahia Abou al-Hammam » ; en juin 2020, Abdelmalek Droukdel, le fondateur d'AQMI ; en novembre 2020, Ibah Ag Moussa, le stratège militaire du GSIM ; et en septembre 2021 Adnane Abou Walid al-Sahraoui, le chef de l'Etat islamique au Grand Sahara.¹¹⁹

Ainsi, bien que ces succès militaires n'aient pas éradiqué le terrorisme dans le Sahel, ils ont contribué à l'élimination de presque tous les vétérans étrangers du djihad dans la région. Les résultats à long terme de ces actions sont notables : l'arrêt des attentats de grande ampleur dans les capitales sahéliennes depuis 2018 et une diminution marquée des enlèvements d'étrangers ; l'incapacité d'Al-Qaïda à s'implanter en Libye ; l'affaiblissement des groupes djihadistes algériens, en miroir des politiques antiterroristes des forces armées algériennes ; une réduction substantielle des capacités opérationnelles et médiatiques de ces groupes, qui a mené à la création du GSIM pour unifier les factions d'Al-Qaïda en difficulté sous une seule bannière ; la proposition par le GSIM de pourparlers politiques avec les autorités maliennes et leur condition d'arrêter les actions terroristes contre la France en échange de son retrait du Mali, illustrant les difficultés rencontrées par ces groupes face à l'opération Barkhane.¹²⁰ Ainsi, « si on considère les opérations d'un point de vue tactique, on ne peut pas considérer qu'il y a une

¹¹⁸ Brabant, J. (1^{er} février 2021), *op. cit.*

¹¹⁹ Pérouse de Montclos, M. (2022), *op. cit.*, p. 22.

¹²⁰ Guiffard, J. (13 mars 2023). Barkhane : échec, réussite ou bilan nuancé. *Institut Montaigne*.
<https://www.institutmontaigne.org/expressions/barkhane-echec-reussite-ou-bilan-nuance>.

défaite de l'Armée française ». ¹²¹ Le problème réside dans le fait que les objectifs militaires fixés n'ont pas été suffisamment inscrits dans une approche politique et stratégique. En effet, se limiter à la destruction et à la réduction de la capacité des groupes armés terroristes comme unique objectif affiché ne constitue pas un objectif politique. ¹²²

2. Un échec politique et diplomatique

Le relatif succès militaire tactique français n'efface donc pas les erreurs d'analyse, d'appréciation ou de communication du système politique et administratif français. ¹²³ En effet, face à une crise ou conflit, il n'est jamais imaginable d'envisager de se limiter à une intervention militaire au risque d'exacerber le chaos et les massacres. ¹²⁴ Adopter une approche politico-stratégique et des solutions militaires associées à des objectifs politiques constituent l'étape la plus importante. ¹²⁵ Ainsi, Roger Karoutchi, sénateur des Hauts-de-Seine, affirme et persiste à dire que l'opération Barkhane a été un échec. Selon lui, Sébastien Lecornu feigne de ne pas comprendre ce qu'il veut dire. Il ne remet pas en cause l'opération au niveau militaire, mais souligne « l'échec politique et diplomatique ». En effet, l'opération Barkhane fut lancée avec l'appui des alliés de la France (Américains et Européens) et surtout avec le soutien d'un certain nombre de gouvernements africains. Aujourd'hui, force est de constater que ces mêmes gouvernements concernés ne soutiennent plus la France. ¹²⁶ Cet échec est également visible dans la volonté constamment exprimée de la France de réformer sa politique africaine, en particulier sous la présidence d'Emmanuel Macron. ¹²⁷ L'Elysée a donc pris conscience que son approche avait du mal à fonctionner, et qu'elle nécessitait des évolutions. Cependant, malgré de multiples réformes, la politique africaine de la France, rebaptisée stratégie, continue de rencontrer des difficultés pour obtenir des résultats probants, notamment dans les pays d'Afrique francophone. ¹²⁸ Ce manque de résultat s'explique notamment par une méthode défailante et

¹²¹ Brabant, J. (1^{er} février 2021), *op. cit.*

¹²² *Ibid.*

¹²³ Guiffard, J. (13 mars 2023), *op. cit.*

¹²⁴ Coustillière, J. (2015). Les limites et contraintes d'une opération militaire face aux conflits au Sahel. *Revue Défense Nationale*, vol. 781, no. 6, p. 89.

¹²⁵ Gyllensporre, D. (2022). L'opération *Barkhane* : au-delà du contre-terrorisme. *Revue Défense Nationale*, vol. 847, no. 2, p. 6.

¹²⁶ De Vilno, P. (12 août 2023). Roger Karoutchi : « L'opération Barkhane n'est pas un échec militaire mais un échec politique et diplomatique ». Podcast « Les invités d'Europe Soir week-end », *Europe 1*.

<https://www.europe1.fr/emissions/L-invite-de/roger-karoutchi-loperation-barkhane-nest-pas-un-echec-militaire-mais-un-echec-politique-et-diplomatique-4198338>.

¹²⁷ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023). Rapport d'information sur les relations entre la France et l'Afrique. *Assemblée Nationale*, p. 36.

¹²⁸ *Ibid.* p. 53.

une politique africaine insuffisamment arrimée aux réalités locales. Historiquement, la politique africaine de la France a été un domaine exclusivement géré depuis l'Élysée, une tradition qui s'est perpétuée au fil des années. Cette centralisation a limité les occasions de débattre et de discuter des décisions stratégiques prises par la France en Afrique, un continent encore largement méconnu et mal compris. Par conséquent, cette ignorance a souvent conduit à des discours ou des attitudes qui ont nui aux relations bilatérales.¹²⁹

Un autre exemple éloquent est celui du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), créé le 29 août 2017, qui a représenté une évolution certaine, mais avec des résultats mitigés voire mauvais. Dirigé par des personnalités diverses et composé de membres de la société civile censés représenter la diaspora africaine en France, ce conseil visait à proposer des initiatives concrètes pour renforcer les liens avec les sociétés civiles africaines. Son rôle et influence sont restés flous et il a finalement été dissous en mars 2022, l'Élysée indiquant seulement pour bilan que le conseil « est à l'origine de nombreuses propositions d'actions nouvelles en faveur de la jeunesse africaine et française (culture, sport, numérique, entrepreneuriat, enseignement supérieur) »¹³⁰

En outre, pour Marc-Antoine Pérouse de Montclos, les dysfonctionnements de la politique africaine française s'expliquent par un aveuglement né de la haine de l'islamisme et des illusions de l'Élysée sur « l'influence résiduelle de l'ancienne puissance coloniale ». ¹³¹ Selon lui, les présidents François Hollande et Emmanuel Macron ont privilégié une approche exclusivement répressive, écartant les diplomates qui plaidaient pour des réponses plus mesurées. Les dirigeants de l'Élysée n'ont pas perçu que le djihadisme était simplement un symptôme des crises étatiques au Sahel. En conséquence, ils se sont concentrés sur la lutte contre le terrorisme, tout en ignorant les revendications de justice sociale de la population qui critique des gouvernements corrompus, perçus comme impies et complices de l'impérialisme occidental. De plus, il ajoute que l'action de la France s'est caractérisée par une rhétorique grandiose et alarmiste concernant l'étendue de la menace terroriste à travers les frontières perméables des pays du Sahel¹³².

Enfin, après le retrait imposé des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, les expulsions des ambassadeurs français de ces trois mêmes pays, respectivement en

¹²⁹ *Loc. cit.*

¹³⁰ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/02/15/afrique-un-nouveau-partenariat>

¹³¹ Pérouse de Montclos, M. (2022) *op. cit.*, p. 25.

¹³² *Loc. cit.*

janvier 2022¹³³, en janvier 2023¹³⁴ et en septembre 2023¹³⁵, marque le dernier acte de la rupture diplomatique entre la France et ces trois pays sahéliens. En outre, plus récemment, le 18 avril 2024, le Burkina Faso a annoncé de nouvelles expulsions. En effet, trois diplomates français ont été expulsés du pays pour « activités subversives », des accusations ne reposant sur « aucun fondement légitime » pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français¹³⁶. Ces expulsions sont à chaque fois survenues après les coups d'Etat des différentes juntes militaires.

C. Opinions de la société civile sahélienne à l'égard de la France après Barkhane

L'opération Barkhane, par son ampleur et sa durée a ainsi considérablement marqué les esprits des populations sahéliennes. Au-delà de l'analyse pour déterminer s'il est effectivement possible de conclure que cette opération ait été un échec ou non, pour l'image de la France et pour ses futures relations diplomatiques, il est plus important encore de recueillir le sentiment et la perception des populations concernées. En effet, au-delà de ses échecs, l'opération militaire Barkhane n'a pas su « gagner les cœurs et les esprits ». Par conséquent, l'image de la France s'est considérablement dégradée et des contestations toujours plus importantes émergent. Ces dernières font suite à la perception des populations sahéliennes d'une France qui ne les protège pas, qui défendrait un « agenda caché ». Ainsi, devant cette impuissance de la France et à cause de la faillite des Etats sahéliens, certains individus vont progressivement rejoindre des groupes djihadistes qui se substituent aux Etats faillis de la région en offrant une forme de progression et de sécurité, ainsi qu'un salaire et une valorisation du statut social¹³⁷.

1. Barkhane, impuissante pour protéger les populations civiles

¹³³ Eyguesier, J-L. (31 janvier 2022). Mali : expulsion de l'ambassadeur de France à Bamako. *TV5 Monde*. <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-expulsion-de-lambassadeur-de-france-bamako-94865>.

¹³⁴ Africanews avec AFP (3 janvier 2023). Burkina Faso : l'ambassadeur français Luc Hallade poussé vers la sortie. *Africanews*. <https://fr.africanews.com/2023/01/03/burkina-faso-lambassadeur-francais-luc-hallade-pousse-vers-la-sortie/>.

¹³⁵ Jeune Afrique (27 septembre 2023). L'ambassadeur de France au Niger a quitté Niamey. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1486901/politique/lambassadeur-de-france-au-niger-a-quitte-niamey/#:~:text=Publi%C3%A9%20le%2027%20septembre%202023,minist%C3%A8re%20nig%C3%A9rien%20de%20l'Int%C3%A9rieur>.

¹³⁶ Franceinfo avec AFP (18 avril 2024). Trois diplomates français expulsés du Burkina Faso pour « activités subversives ». *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/au-burkina-faso-trois-diplomates-francais-ont-ete-expulses-pour-activites-subversives_6494360.html.

¹³⁷ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 51.

L'opération Barkhane n'a pas su faire face à la dégradation de la situation sécuritaire à partir de 2019 [→ voir partie I. B.]. Or, ce sont les populations sahéliennes qui sont les premières touchées par cette violence. Ces dernières ne se sont donc pas senties protégées par les militaires français de la force Barkhane. Cette dernière a même pu commettre des « bavures » que le ministère de la Défense a du mal à reconnaître [→ voir partie I. C. 1. a)]. Néanmoins, il y a mégarde, l'objectif de la France n'était pas de protéger la population civile locale en se substituant aux Etats sahéliens. La protection est de la population civile est une prérogative régaliennne de ces derniers. Cette situation révèle alors les faiblesses intrinsèques des Etats sahéliens, en particulier en ce qui concerne le domaine militaire [→ voir partie I. C. 1. b)].

a) Le côté obscur de la force Barkhane

« La guerre, c'est sale, immanquablement »¹³⁸. La « guerre contre le terrorisme » menée par Barkhane n'en fait pas exception. Dans ce cadre, l'opération Barkhane a en effet pu occasionner des « victimes collatérales ». Pourtant, cette face cachée fut longtemps négligée par les journalistes et minimisée par les responsables militaires. Si les « bavures » sont rares, elles existent néanmoins, même si « toutes ont été systématiquement niées par l'armée française »¹³⁹.

Ainsi, quand Rémi Carayol relaye en 2016 l'information qu'Issouf Ag Mohamed, un garçon de huit ans, a été tué puis enterré sommairement en cachette par les soldats français de l'opération Barkhane¹⁴⁰, elle n'est reprise par aucun média¹⁴¹. Pourquoi les militaires ont-ils tiré alors qu'il était à découvert ? La famille n'obtient pas de réponse. Si le ministère de la Défense a produit un communiqué à ce sujet, la victime est considérée comme un djihadiste et il n'est fait ni mention de son âge, ni qu'elle a été enterrée. Ce communiqué disparaît ensuite très vite du site du ministère¹⁴². Lorsque Rémi Carayol publie un deuxième article relatant d'une réunion secrète qui s'est tenue à huis clos à Bamako où un général français expliquait à des membres de la MINUSMA que des soldats français ont effectivement enterré et tiré sur un

¹³⁸ Carayol, R. (2023). *Le mirage sahélien : La France en guerre en Afrique. Serval, Barkhane et après ?* Paris. Editions La Découverte, p. 175.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 181.

¹⁴⁰ Carayol, R. (15 décembre 2016). Mali : la Minusma enquête sur la mort d'un enfant, possible bavure de Barkhane. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/384109/politique/mali-minusma-enquete-mort-dun-enfant-possible-bavure-de-barkhane/>.

¹⁴¹ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 178.

¹⁴² *Loc. cit.*

individu considéré comme étant un membre d'un groupe terroriste¹⁴³, le ministère de la Défense publie un nouveau communiqué admettant que la victime était un « mineur », tout en affirmant (sans le démontrer) qu'il faisait partie d'un « réseau de guetteurs agissant pour le compte d'un groupe armé terroriste » qui « échangeait des informations relatives à un convoi logistique de l'armée française ». Là encore, le communiqué disparaît rapidement du site du ministère¹⁴⁴. Enfin, dans un rapport de l'ONU de 2020, un travail composé d'experts indépendants revient entre autres sur cette affaire, remettant en cause la version de l'armée française, aucune preuve ne la corroborant¹⁴⁵. Les enquêteurs de l'ONU estiment alors « qu'il existe des motifs raisonnables de croire que, dans ce cas précis, les forces armées françaises de l'opération Barkhane n'ont pas respecté, au minimum, l'obligation de faire tout ce qui était pratiquement possible pour vérifier que l'objectif à attaquer participait directement au conflit. »¹⁴⁶. Autrement dit, il s'agit d'une potentielle violation du droit international humanitaire (DIH) et d'un potentiel crime de guerre. Ainsi, pour la première fois depuis son engagement militaire au Sahel, l'armée française est soupçonnée non seulement d'avoir commis un crime de guerre, mais aussi d'avoir tenté de le dissimuler. Les experts de l'ONU admettent dans leur rapport que le fait d'enterrer un ennemi est conforme « aux procédures en vigueur au sein des forces armées françaises et en application des engagements internationaux de la France »¹⁴⁷, mais ils expliquent aussi que « les membres de la Communauté ont été particulièrement choqués par l'enterrement du corps de l'enfant, qu'ils ont interprété comme un manque de respect à la famille et de la communauté ainsi qu'une volonté de dissimuler le corps de l'enfant »¹⁴⁸. De plus, en janvier 2021, des enquêteurs de l'ONU confirment une autre « bavure » française qui concernait le bombardement de civils du village de Bounti, rassemblés pour célébrer un mariage¹⁴⁹. En outre, si « la force Barkhane a tué des innocents, elle en a également incarcéré dans le plus grand secret [...] dans une prison clandestine située à l'intérieur de sa base principale à Gao », un lieu de détention qui n'existe pas officiellement¹⁵⁰. Assurément, ces révélations et ces pratiques

¹⁴³ Carayol, R. (13 janvier 2017). Bavure au Mali : la responsabilité de l'armée française dans la mort d'un enfant se confirme. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/392503/politique/bavure-mali-responsabilite-de-larmee-francaise-mort-dun-enfant-se-confirme/>.

¹⁴⁴ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 179.

¹⁴⁵ Organisation des Nations Unies (2020). Rapport de la Commission d'enquête internationale pour le Mali (19 juin 2020), paragraphe 938, p. 281. undocs.org/fr/S/2020/1332

¹⁴⁶ *Loc. cit.*

¹⁴⁷ *Ibid.*, paragraphe 522, p. 169.

¹⁴⁸ *Loc. cit.*

¹⁴⁹ Macé, C. (30 mars 2021). Bombardement à Bounti : les enquêteurs de l'ONU concluent à une bavure française. *Libération*. https://www.liberation.fr/international/afrique/bombardement-a-bounti-les-enqueteurs-de-lonu-concluent-a-une-bavure-francaise-20210330_AFE7E3MLORDF3BWYKSCOIMM67U/.

¹⁵⁰ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 190.

n'ont pas contribué à améliorer l'image de la France qui n'a cessé de se dégrader à travers le temps [→ voir partie I. C. 2.].

En outre, lorsqu'il était en déplacement à Bamako en décembre 2019, Rémi Carayol, à travers des entretiens notamment, explique que lorsque la force Barkhane arrête des individus djihadistes (qui selon une des personnes interrogées, certains n'ont rien à voir avec des groupes djihadistes) et les remet aux autorités maliennes, les militaires français n'ont plus leur mot à dire sur la procédure judiciaire¹⁵¹. Rémi Carayol rencontre alors un homme arrêté par les soldats français en 2017, et mis en prison par les autorités maliennes, sous accusation de terrorisme¹⁵². Il explique avoir été libéré de prison après avoir payé quelques millions de francs CFA grâce à son avocat qui « connaît du monde ». Cet homme était pourtant un ancien combattant touareg qui avait intégré l'« unité antiterroriste » du MNLA en étant en lien avec des agents de la DGSE française avec lesquels il a traqué des djihadistes. Cependant, constatant que « les Français ne voulaient pas nous protéger. [...] Sept de mes camarades ont été assassinés. Des membres de nos familles ont été tués. D'autres ont été capturés. »¹⁵³, il a déserté. C'est pour cette raison qu'il a été arrêté. Il est resté alors près de deux ans en prison sans jamais revoir un juge (après la première et unique fois lorsqu'il a été condamné). L'homme déplore alors cette situation et ne comprend pas pourquoi la France se rend complice de ce genre de pratique. Selon lui, cela explique pourquoi elle a perdu du crédit dans le pays :

« Quand ils [les soldats français] sont arrivés en 2013, ils étaient les bienvenus. Mais aujourd'hui, tout le monde s'en méfie dans le nord : la population et aussi les combattants qui n'ont plus confiance. Leur stratégie n'est pas la bonne. Ils travaillent de manière opaque, sans passer par les populations. Et ils vous soupçonnent dès qu'on ne collabore pas avec eux. Ils font comme les djihadistes : ils pensent que si on n'est pas avec eux, c'est qu'on est contre eux. »¹⁵⁴

Néanmoins, si on avait pu considérer ainsi que pour redorer son blason, la France aurait dû se donner comme objectif politique la protection des populations civiles locales, celui-ci doit concerner les Etats sahéliens eux-mêmes, explique Niagalé Bagayoko¹⁵⁵. En effet, ce n'est pas à la France d'avoir pour mission de protéger ces populations, elle pourrait encore une fois être accusée d'ingérence [→ voir partie I. C. 2.], et la sécurité de ces dernières est censée être et doit

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 162.

¹⁵² *Ibid.*, p. 163.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 165.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 163-164.

¹⁵⁵ Brabant, J. (1^{er} février 2021), *op. cit.*

être la compétence des pays du Sahel. En revanche, là où il y a nuance, c'est que ce serait « à la France d'avoir pour objectif d'accompagner les Etats sahéliens dans les efforts qu'ils mettent en œuvre pour apporter une protection à ces populations »¹⁵⁶. Cette protection passe par le renforcement du système judiciaire (toujours très corrompu comme nous avons pu le constater précédemment) pour une justice efficace ; par le renforcement des systèmes éducatifs qui sont dans un état préoccupant ; et bien sûr par le renforcement de l'appareil sécuritaire qui est débordé¹⁵⁷. Ainsi, pour Emmanuel Macron, l'échec de l'opération Barkhane n'est pas celui de l'armée française, mais d'« une classe politique malienne qui a échoué à redresser son pays »¹⁵⁸. Néanmoins, il a admis « une déception à l'égard de la France », car « on a peut-être trop laissé croire que nous étions seuls à régler en totalité la question du terrorisme sur le continent africain »¹⁵⁹. Les populations locales ont pu alors penser que les forces françaises de Barkhane les auraient protégées, mais comme nous l'avons vu, ce n'était pas l'objectif de Barkhane, qui était surtout la lutte contre le terrorisme. Or, cette croyance a pu encore davantage contribuer à la déception et à la colère des populations contre Barkhane, et nous allons voir que les armées sahéliennes présentent de nombreuses faiblesses.

b) Des armées sahéliennes en déroute

Le but de ce travail de recherche n'est pas de pointer du doigt la France et de la rendre responsable de tous les maux, comme le font certains discours conspirationnistes [→ voir partie I. C. 2.]. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la France ne peut pas se substituer au régalién des Etats sahéliens eux-mêmes. Un problème majeur est alors celui de la compétence et l'efficacité des armées nationales de la région, et notamment l'armée malienne.

L'année 2012 constitue « l'annus horribilis »¹⁶⁰ des Forces armées maliennes (FAMa) selon l'expression de Marc-André Boisvert. En effet, cette année-là, les forces de sécurité en difficulté et divisées, perdent le contrôle des deux tiers du nord du Mali au profit des séparatistes de l'Azawad, puis des djihadistes. Devant la puissance de feu de l'ennemi, de nombreux soldats paniqués ont fui le front. Ceux restés pour combattre sont laissés à l'abandon alors que la chaîne

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Antil, A. (2019). Sahel : soubassements d'un désastre. *Politique étrangère*, no. 3, p. 92-97.

¹⁵⁸ Berthemet, T. (1^{er} mars 2023). Priorité inavouée de Macron en Afrique, contre le sentiment antifrançais et la montée de Wagner. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/priorite-inavouee-de-macron-en-afrique-contre-le-sentiment-antifrancais-et-la-montee-de-wagner-20230228>.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Boisvert, M. (2016). Forces armées maliennes, une lente reconstruction. *Afrique contemporaine*, vol. 260, no. 4, p. 87.

de commandement s'est effondrée à la suite du coup d'Etat militaire de mars 2012, qui a paralysé l'état-major¹⁶¹. Malheureusement, même si depuis 2012, le gouvernement a notamment augmenté le budget alloué à l'armée¹⁶², les faillites structurelles de l'appareil sécuritaire malien demeurent. Force est de constater l'échec des formations délivrées par les experts américains et français, et du programme de la European Union Training Mission (EUTM) à partir de 2013¹⁶³. Ce sont d'ailleurs les déroutes de l'armée malienne qui ont provoqué un cycle de colère et de frustration des populations, et elles sont visibles dans les coups d'Etat sur lesquelles elles débouchent : en 2012, 2020, et enfin 2021. En outre, ces coups d'Etat ont plutôt empiré la situation en ajoutant de l'instabilité, bien que les officiers des juntes militaires au pouvoir insistent sur la « montée en puissance » de l'armée malienne¹⁶⁴. Depuis 2017, le conflit malien connaît une nette détérioration, tant pour ce qui du nombre d'attaques que du nombre de victimes¹⁶⁵. Plus récemment, l'armée malienne est confrontée, depuis le départ des troupes françaises, à des attaques djihadistes de la *katiba* Macina aux portes de Bamako, à l'instar de celle du camp militaire de Kati, le 21 juillet 2022, à seulement quinze kilomètres de la capitale¹⁶⁶. Elle cherche alors désormais du soutien auprès de Wagner [→ voir partie II. A. 1. a)].

Les FAMa présentent des faiblesses structurelles largement documentées notamment un sous-équipement chronique, un manque de munitions, et de multiples défis logistiques tels que le ravitaillement en carburant et la prise en charge des blessés. De plus, la corruption est profondément enracinée au sein de l'armée qui se joue à trois niveaux : certains hauts gradés détournent les fonds et sont impliqués dans divers trafics ; soupçons de surfacturation (et ainsi pots de vin) sur certains contrats d'armement ; enfin, certains officiers subalternes peuvent vendre des munitions, des armes, de l'essence, et des vivres, y compris parfois aux ennemis¹⁶⁷. Cette situation érode la confiance des soldats envers leurs supérieurs et les autorités militaires en général, ce qui a un effet démobilisant. Par ailleurs, la promotion accélérée des « fils à

¹⁶¹ Barca, J.C.C. (2013). The Malian Forces and the future of EUTM, rapport, Madrid, IEEE ; Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B., Lacher, W. (2013). One Hippopotamus and Eight Blind Analysts. A Multivocal Analysis of the 2012 Political Crisis in the Divided Republic of Mali, *Review of African Political Economy*, Vol. 40, no. 137, p. 343-357.

¹⁶² Boisvert, M. (2016), *op. cit.*, p. 87.

¹⁶³ Olivier de Sardan, J-P. (14 juin 2021). De Barkhane au développement : la revanche des contextes. *AOC Media*. <https://aoc.media/analyse/2021/06/13/de-barkhane-au-developpement-la-revanche-des-contextes/> ; Antil, A. (2023). Mali, année zéro. Dans : De Montbrial, T., David, D. (dir.) (2023). *Ramses 2023. L'Europe dans la guerre*. Paris. Editions Dunod/Ifri, p. 171.

¹⁶⁴ Antil, A. (2023), *op. cit.*, p. 171-172.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 170

¹⁶⁶ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 104.

¹⁶⁷ Antil, A. (2023), *op. cit.*, p. 172.

papa », souvent moins expérimentés et basés à Bamako, au détriment d'officiers plus chevronnés, génère du ressentiment¹⁶⁸. Certaines familles auraient ainsi acheté les grades, ce qui crée des tensions internes très fortes au sein de la haute hiérarchie militaire¹⁶⁹. De plus, l'intégration de certains individus des groupes touaregs à l'armée malienne à la suite de l'accord de paix de 2015, soit des individus qui étaient autrefois combattus, a pu favoriser de la jalousie au sein de l'armée, et ajouter aux tensions internes déjà existantes¹⁷⁰. La junte a d'ailleurs mis fin à cet accord d'Alger le 25 janvier 2024, reprochant aux Touaregs le non-respect de l'accord et accusant l'Algérie, le pays médiateur, d'« actes hostiles »¹⁷¹. Cette décision vient là encore ajouter à l'instabilité de la région. De plus, la distance qui sépare les FAMA des communautés peules est encore plus importante que celle séparant les Touaregs, et contribue à l'aggravation du conflit. En effet, confrontée à la *katiba* Macina (composée d'une population peule très importante) dans le centre du Mali, l'armée malienne poursuit une stratégie de la terreur qui est jusqu'à présent sans succès¹⁷². Selon Human Rights Watch et l'International Crisis Group (ICG), lors du massacre de Moura, commis entre le 27 et le 31 mars 2022, plus de 400 civils auraient été tués par des soldats maliens et russes¹⁷³. Les exactions de l'armée ciblent particulièrement les Peuls, accusés de soutenir les djihadistes. Humiliée par sa déroute dans le Nord, l'armée tente désespérément de provoquer la peur à travers des massacres de civils dans le centre du pays¹⁷⁴. La faiblesse de l'armée malienne peut aussi être perçue lorsque cette dernière s'appuie localement sur la population dogon qui a créé une milice en 2017 pour se protéger des attaques djihadistes, en particulier de celles de la *katiba* Macina¹⁷⁵.

De la même façon, au Burkina Faso, la rapide émergence des groupes d'autodéfense koglweogo, qui couvrent désormais plus de la moitié du territoire depuis leur apparition en 2013, reflète l'échec des forces de défense et de sécurité du pays¹⁷⁶. En effet, l'armée burkinabè est très petite, elle compte environ 10 000 hommes, alors que les Koglweogo seraient entre 50 000 et 60 000, soit cinq fois plus nombreux que l'armée nationale¹⁷⁷. Ils sont eux aussi

¹⁶⁸ *Loc. cit.*

¹⁶⁹ Cours sur l'Afrique subsaharienne dispensé par Alain Antil à Sciences Po Lille en 2024.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Jeune Afrique avec AFP. (26 janvier 2024). Le Mali enterre l'accord de paix d'Alger. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1530317/politique/le-mali-enterre-laccord-de-paix-dalger/>.

¹⁷² Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 105.

¹⁷³ Mali : Massacre perpétré par l'armée et des soldats étrangers (5 avril 2022). *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/04/05/mali-massacre-perpetre-par-larmee-et-des-soldats-etrangers>.

¹⁷⁴ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 105.

¹⁷⁵ Cours sur l'Afrique subsaharienne dispensé par Alain Antil à Sciences Po Lille en 2024.

¹⁷⁶ Antil, A. (2019), *op. cit.*, p. 92.

¹⁷⁷ Cours sur l'Afrique subsaharienne dispensé par Alain Antil à Sciences Po Lille en 2024.

accusés d'exacerber les conflits ethniques dans le pays¹⁷⁸. Selon Human Rights Watch, dans le nord du Burkina Faso, l'armée burkinabè a également commis des exactions contre les populations civiles de villages qu'elle soupçonnait d'abriter des terroristes¹⁷⁹. Une autre milice formée en 2019 pour aider l'armée nationale burkinabè, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), engendre les mêmes inquiétudes¹⁸⁰. Un recrutement semblable a été initié au Niger¹⁸¹.

Ainsi, à travers ces deux exemples, nous remarquons que, loin de protéger les civils, les armées sahéliennes peuvent parfois s'en prendre à eux. Les pays sahéliens, comme le Mali en particulier, connaissent des problèmes intrinsèques, notamment au niveau de leurs armées comme nous l'avons vu. La mission de la France n'est pas de se substituer à ces Etats, et son image s'est peut-être dégradée car les populations locales sahéliennes ont mal compris cette mission. Comme nous l'avons vu [→ voir partie I. C. 1. a)], l'armée française a perdu à se rendre trop visible dans cette « guerre contre le terrorisme ».

2. Rumeurs, théories du complot et sentiment anti-français

C'est un fait, depuis l'opération Serval, l'image de la France s'est nettement dégradée au Mali¹⁸². Toutefois, les rumeurs, les théories du complot et le sentiment anti-français sont des objets d'étude difficiles à mesurer car ils relèvent davantage de la passion que de la raison. Ces derniers se combinent entre eux et sont à la base de l'explication du rejet de la France par les populations sahéliennes en particulier. Bien que leur analyse scientifique ne puisse qu'être par nature approximative et sujette à des biais, nous tenterons toutefois de nous appuyer sur des sondages et des faits concrets (les manifestations). Toutefois, il faut garder en tête qu'un

¹⁷⁸ Gänsler, K., Quenum, F. (27 novembre 2020). Au Burkina Faso, la délicate question des Koglweogo. *DW*. <https://akademie.dw.com/fr/au-burkina-faso-la-d%C3%A9licate-question-des-koglweogo/a-55754873>.

¹⁷⁹ « Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là ». Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso (22 mars 2019), *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/fr/report/2019/03/22/nous-avons-retrouve-leurs-corps-plus-tard-ce-jour-la/atrocites-commises-par-les>.

¹⁸⁰ Kaboré, B. (5 novembre 2022). Burkina Faso : le pari risqué des volontaires pour la défense de la patrie. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-le-pari-risque-des-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie-05-11-2022-2496567_3826.php.

¹⁸¹ Laplace, M. (29 août 2023). Volontaires pour la défense de la patrie au Niger : cinq questions pour comprendre l'appel à la mobilisation. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1477336/politique/au-niger-cinq-questions-pour-comprendre-lappel-aux-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie/>.

¹⁸² M. Tull, D. (2021). Contester la France : rumeurs, intervention et politique de vérité au Mali. *Critique internationale*, vol. 90, no. 1, p. 151.

sentiment est toujours difficile à mesurer et que nous manquons de sondages précis¹⁸³. Constaté plusieurs manifestants avec des pancartes « France dégage » par exemple, ne signifie pas que toute la population nourrit forcément ce même sentiment anti-français.

En 2019, diverses organisations de la société civile ont réclamé un « audit » pour évaluer la présence militaire étrangère sur le sol national¹⁸⁴, et des commentaires de politiciens, militants et leaders religieux ont souligné un scepticisme et un ressentiment généralisés envers la France. En février 2019, Mahmoud Dicko, président du Haut Conseil islamique malien (HCIM), a exprimé cette frustration devant environ 50 000 personnes à Bamako, en interrogeant : « Pourquoi c'est la France qui dicte sa loi ici ? Cette France qui nous a colonisés et continue toujours de nous coloniser et de dicter tout ce que nous devons faire. Que la France mette fin à son ingérence dans notre pays ! »¹⁸⁵. Trois mois plus tard, en mai, un député du parti au pouvoir a évoqué l'« occupation » de son pays par des forces étrangères aux « intentions impérialo-colonialistes »¹⁸⁶. Enfin, le célèbre musicien malien Salif Keïta a accusé la France de financer les groupes djihadistes au Mali¹⁸⁷.

Au Mali et plus généralement au Sahel¹⁸⁸, les rumeurs se propagent non seulement oralement lors de rencontres et d'échanges au marché, dans les restaurants et dans les transports en commun, mais à travers la presse, la radio et surtout les réseaux sociaux qui sont saturés d'opinions sceptiques, voire hostiles, à l'égard de la France, et qui ont beaucoup contribué à la circulation « virale » des (dés)informations. La brièveté des messages qu'ils diffusent empêche toute profondeur dans la réflexion et dans l'argumentation¹⁸⁹. De plus, la désinformation et les théories complotistes influencent particulièrement la jeunesse africaine, qui est très connectée. Par ailleurs, cette rhétorique anti-française résonne au-delà du Sahel, mais aussi même des frontières africaines. En effet, le 12 février 2023, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a

¹⁸³ Pacard, P. (4 septembre 2023). Marc-Antoine Pérouse de Montclos : au Niger, « les putschistes jouent sur la fibre nationaliste ». *France 24*.

¹⁸⁴ Laleix, G. (1^{er} août 2019). Sahel : cinq ans après sa création, Barkhane peine toujours à convaincre. *RFI*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190801-g5-sahel-afrique-barkhane-cinq-ans-france>.

¹⁸⁵ Beau, N. (11 février 2019). Mali, l'Imam Mahmoud Dicko s'en prend aux Français. *Mondafrique*. <https://mondafrique.com/politique/mali-limam-mahmoud-dicko-sen-prend-aux-francais/>.

¹⁸⁶ Diarra, M. (21 mai 2019). Lettre à Monsieur Emmanuel Macron, président de la République française. *Maliweb.net*. <https://www.maliweb.net/contributions/lettre-a-monsieur-emmanuel-macron-president-de-la-republique-francaise-2820200.html>.

¹⁸⁷ (15 novembre 2019). Salif Keita à IBK : « arrête de te soumettre à ce petit Macron ». *BBC*. <https://www.bbc.com/afrique/50303152>.

¹⁸⁸ Les rumeurs et le sentiment anti-français ne sont pas réductibles à cette région, mais pour les besoins de notre mémoire, nous limiterons notre analyse à cette dernière.

¹⁸⁹ Bouquet, C. (2022). Le sentiment anti-français en Afrique. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, no. 116, p. 51

exprimé son mécontentement face à la représentation de mercenaires, habillés de manière similaire aux soldats français de l'opération Barkhane, dans le film *Black Panther: Wakanda Forever* des studios Marvel. La circulation généralisée de ces rumeurs n'a toutefois rien de fortuit. James Scott souligne que « les événements qui mettent la vie en danger, tels que la guerre, les épidémies, la famine et les émeutes, sont (...) parmi les champs sociaux les plus propices à la génération de rumeurs »¹⁹⁰. Dans ce contexte, les rumeurs sont une « source alternative d'information » qui remet en question les récits dominants et officiellement autorisés sur ce qui doit être considéré comme vrai¹⁹¹. Ainsi, un nombre croissant de citoyens questionnent les intérêts et les politiques françaises dans un contexte de crises politiques internes et de « guerre contre le terrorisme ».

L'émergence et la diffusion de rumeurs sont non seulement une manière de donner un sens à une crise sans précédent, mais également une manifestation du paradoxe de l'aggravation progressive de la situation sécuritaire malgré l'intervention française¹⁹². De plus, pour beaucoup de maliens ce paradoxe « échappait à des explications simples »¹⁹³. Beaucoup sont devenus sceptiques quant à l'engagement de la France à stabiliser leur pays et sont encore plus douteux sur son soutien à la restauration de l'autorité souveraine du gouvernement malien. L'explication officielle de la présence militaire française, centrée sur la lutte contre le terrorisme, est souvent moquée et vue comme un prétexte pour masquer d'autres objectifs ou un « agenda caché », une expression fréquemment employée soit comme une affirmation, soit comme une interrogation sur la possibilité d'autres motifs cachés¹⁹⁴. L'incertitude est également favorisée car nombre de populations sahéliennes sont privées d'informations fiables et que la vérification s'avère complexe en raison des communications et des infrastructures de transport déficientes, de l'insécurité et des limitations de mobilité¹⁹⁵.

Les premières fissures dans les relations franco-maliennes sont apparues après la libération de Kidal par les Français en 2013¹⁹⁶, en même temps que les rumeurs concernant le

¹⁹⁰ C. Scott, J. (1992). *Domination and the Arts of Resistance*. New Haven. Editions Yale University Press, p. 144.

¹⁹¹ C. Ferme, M. (2018). *Out of War: Violence, Trauma, and the Political Imagination in Sierra Leone*. Berkeley. Editions University of California Press, p. 75.

¹⁹² Guichaoua, Y. (2020). The bitter harvest of French interventionism in the Sahel. *International Affairs*, vol. 96, no. 4, p. 895-911.

¹⁹³ Elischer, S. (2022). Populist civil society, the Wagner Group and post-coup politics in Mali. *West African Papers*, no. 36, OECD Publishing, Paris, p. 19.

¹⁹⁴ M. Tull, D. (2021), *op. cit.*, p. 157.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 158.

¹⁹⁶ Elischer, S. (2022), *op. cit.*, p. 19.

soutien français au séparatisme touareg¹⁹⁷. En effet, alors que les troupes françaises progressaient dans le Nord, elles ont confié le contrôle des villes libérées aux contingents des FAMA qui les suivaient, à l'exception de Kidal. Là, elles ont interdit l'entrée aux FAMA. Que cette action ait été intentionnelle ou non, elle a facilité la reprise de Kidal par le MNLA aux djihadistes. Dans une rare critique publique, le président Ibrahim Boubacar Keïta s'est fait l'écho des soupçons des Maliens :

« Ces troupes [étrangères] ont vocation à aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté. Nous assistons, hélas, à une situation où la présence de ces troupes a empêché le Mali de rétablir l'autorité de l'État à Kidal, alors qu'il l'a fait à Gao et à Tombouctou. Pour quel motif ? Nous ne sommes pas naïfs, la rébellion touarègue du Mouvement national de libération de l'Azawad est retournée à Kidal dans le sillage des troupes qui sont venues nous libérer »¹⁹⁸.

Puis, à la suite de la libération du nord du Mali, la France a traité le MNLA, un acteur clé de l'insurrection touarègue-djihadiste, comme un allié dans la reconstruction du nord, bien que le MNLA ait commencé à attaquer les forces des FAMA et à établir sa propre administration¹⁹⁹. Au Mali, cela a suscité des soupçons et a validé l'idée d'une conspiration française avec les sécessionnistes Touaregs. De nombreuses personnes ont alors avancé que la France avait contribué à la création du MNLA²⁰⁰. La controverse autour de Kidal s'est intensifiée avec la visite du Premier ministre Moussa Mara dans la ville le 17 mai 2014. Cette visite a provoqué des affrontements violents entre les FAMA et le MNLA, se soldant par une lourde défaite de l'armée malienne. Ce désastre a nourri les rumeurs, notamment celle selon laquelle les soldats français, déguisés en djihadistes, auraient combattu aux côtés du MNLA²⁰¹.

Il existe ensuite encore trois principales théories du complot très répandues au Sahel et même au-delà. Les soupçons initiaux sur les intentions de la France se sont transformés en une croyance répandue selon laquelle la France visait à exploiter les ressources naturelles (présumées) des pays du Sahel (or, comme nous l'avons vu, elles sont rares et la France a peu

¹⁹⁷ M. Tull, D. (2021), *op. cit.*, p. 159.

¹⁹⁸ Propos recueillis par Bozonnet, C. et Riols, Y-M. (4 décembre 2013). « La communauté internationale oblige le Mali à négocier avec un groupe armé ». *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2013/12/04/la-communaute-internationale-oblige-le-mali-a-negocier-avec-un-groupe-arme_3525024_3210.html.

¹⁹⁹ Tinti, P. (20 mars 2013). Tacit French support of separatists in Mali brings anger, charges of betrayal. *The Christian Science Monitor*. <https://www.csmonitor.com/World/Africa/2013/0320/Tacit-French-support-of-separatists-in-Mali-brings-anger-charges-of-betrayal>.

²⁰⁰ M. Tull, D. (2021), *op. cit.*, p. 160.

²⁰¹ *Loc. cit.* Entretien réalisé par l'auteur avec une activiste de la société civile, le 12 juin 2018.

d'intérêts économiques [→ voir partie I. A. 2. c)]. Les raisons géopolitiques avancées par la France, en plus de celle de stopper la progression djihadiste, comme celle de prévenir l'effondrement des Etats de la région, ne sont généralement pas prises au sérieux. A l'inverse, ce récit tend à exagérer l'importance des ressources naturelles cachées ou potentielles, tout en négligeant les défis actuels liés à l'exploitation des matières premières et aux dynamiques des marchés²⁰².

Une autre théorie complotiste, souvent associée à la première mais encore moins crédible, prétend que les Français collaboreraient secrètement avec les djihadistes et les soutiendraient pour engendrer une instabilité régionale justifiant ainsi leur présence militaire continue²⁰³. Comme nous l'avons déjà évoqué, le fait que, malgré leur importante capacité militaire et leur puissance de feu, ils n'aient pas réussi à endiguer la montée du djihadisme est cité comme preuve de cette complicité²⁰⁴.

Enfin, la troisième théorie conspirationniste adopte une approche différente en s'ancrant dans le domaine religieux. Selon cette vision, les Français, qualifiés de « cafres » (mécréants), participeraient à une nouvelle croisade chrétienne contre l'islam, en particulier contre la version du « vrai islam » prônée par les salafistes. Cette idée trouve alors un écho particulier auprès de ces derniers²⁰⁵.

Si on se penche maintenant sur ce qui est visible concernant le sentiment anti-français (les manifestations), les signes les plus éloquentes sont les manifestations, parfois violentes, contre la présence française de Barkhane. Des blocages de convois militaires se sont produits à Kaya (Burkina Faso) le 18 novembre 2021 ; à Téra (Niger) le 27 novembre 2021 ; et à Ansongo (Mali) le 20 janvier 2022. À chaque occurrence, des centaines (voire des milliers selon certains observateurs) de manifestants criants « À bas Barkhane, à bas la France » et parfois « Vive la coopération Mali-Russie », ont émergé dans des zones rurales généralement isolées des turbulences politiques des capitales²⁰⁶. Ces affrontements violents, ayant entraîné plusieurs victimes, notamment à Téra, révèlent des capacités d'organisation et une force de conviction

²⁰² Olivier de Sardan, J-P. (2023). Chapitre 9 : Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? Dans : Olivier de Sardan, J-P. *L'enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*. Paris. Editions Karthala, p. 148.

²⁰³ Elischer, S. (2022), *op. cit.*, p. 19.

²⁰⁴ Olivier de Sardan, J-P. (2023), *op. cit.*, p. 149.

²⁰⁵ *Loc. cit.*

²⁰⁶ Bouquet, C. (2022), *op. cit.*, p. 50.

qu'il serait imprudent d'attribuer uniquement à des manipulations externes²⁰⁷, même si elles existent [→ voir partie II. B. 2.].

Pour finir, fin 2020, une étude de l'organisme sud-africain Ichikowitz Family Foundation indiquait que 60% des jeunes Maliens avait une image négative de la France²⁰⁸.

Par ailleurs, c'est bien envers la France que se tourne la colère des populations sahéliennes et non envers les Français. En effet, il n'y a pas eu de violences contre les Français habitants au Sahel, même si certains journalistes français ont pu faire l'objet de violences car on les considérait comme une extension de l'entreprise diplomatique française. Cette nuance amène alors de nombreux chercheurs comme Niagalé Bagayoko à préférer parler simplement de « rejet de la politique africaine de la France »²⁰⁹.

3. Des populations à l'épreuve des groupes djihadistes : les djihadistes, « des bons sociologues »²¹⁰ ?

L'élargissement des zones d'implantation ou des zones d'influence djihadistes dans la région du Sahel aggrave les violences et les maux déjà nombreux des populations civiles. En effet, en juillet 2022, l'agence des Nations unies du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) lance un appel d'urgence : le Sahel traverse l'une de ses pires crises avec des millions de déplacés, mais c'est pourtant l'une des plus ignorées²¹¹. Environ trois millions de personnes ont fui la région en raison des affrontements entre les insurrections djihadistes et les forces armées. En moins de dix ans, le nombre de déracinés est passé de 217 000 en 2013 à 2,1 millions en 2021. Au Burkina Faso, les régions du Nord et du Nord-Ouest sont les plus touchées et les déplacés internes sont estimés à 1,5 million. Pour la seule année 2021, 500 000 personnes ont fui la région et cela en raison « d'attaques aléatoires de groupes armés contre les civils, les viols et les exécutions et la destruction des infrastructures civiles »²¹². En outre, l'éducation est une cible privilégiée des djihadistes qui assassinent des directeurs d'école ou des enseignants,

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Ichikowitz Family Foundation (2020). African Youth Survey 2020 – The Rise of Afro-Optimism, p. 83.

²⁰⁹ Boniface P. (septembre 2023), *op. cit.*

²¹⁰ Guichaoua, Y. (25 février 2019). [Analyse] Comment le jihad armé se diffuse au Sahel. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/741020/politique/analyse-comment-le-jihad-arme-se-diffuse-au-sahel/>.

²¹¹ HCR - The UN Refugee Agency. Urgence Sahel. *UNHCR*. <https://www.unhcr.org/fr/emergencies/sahel-emergency>.

²¹² Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 122-124.

accusés de faire l'école du colonialisme ou du « Blanc »²¹³. Les djihadistes réouvrent alors des écoles qu'ils contrôlent entièrement avec un enseignement de l'arabe, du Coran, séparant les filles et les garçons et imposant le port du voile aux enseignantes²¹⁴. Au Burkina Faso par exemple, un rapport de l'Unicef estime, à la rentrée scolaire de 2023, qu'au moins 6 000 écoles sont fermées à cause des violences djihadistes, ce qui prive plus d'un million d'élèves d'école²¹⁵.

Or, au début de l'opération Serval, on parlait d'un millier de djihadistes, et aujourd'hui les chiffres qui sortent et qui font consensus estiment à environ 15 000 le nombre de djihadistes dans la région du Sahel²¹⁶. Ce nouveau chiffre témoigne deux choses : l'échec de l'intervention française accompagnée des armées nationales, et le soutien de certaines familles à ces combattants djihadistes. En effet, ces groupes djihadistes n'auraient jamais pu conquérir autant de territoires et en maintenir le contrôle sans le soutien d'une partie de la population, et sans le ralliement de certains individus issus de cette dernière, en particulier des jeunes, à ces groupes djihadistes.

Ainsi, nous pouvons mesurer l'ampleur de l'erreur de diagnostic faite par l'armée française. En effet, comme nous l'avons vu précédemment [→ voir partie I. A. 3.], l'emploi généralisé du terme « terrorisme » n'a pas favorisé une analyse complexe et fine de la situation et a plutôt renforcé un mythe dont les gradés de l'armée française et les responsables politiques ont eu du mal à se défaire, celui du djihadiste « fou de Dieu » prêt à mourir dans des attentats suicides pour participer au « djihad global » et imposer la charia à ses congénères²¹⁷. En effet, comme l'explique Luis Martinez, les autorités françaises ont pensé que les djihadistes étaient un produit d'importation du Moyen-Orient alors qu'ils sont une problématique endogène, ces djihadistes ou nouveaux djihadistes sont des locaux (Maliens, Burkinabè ou Nigériens)²¹⁸. Par ailleurs, force est de constater aujourd'hui que l'ennemi a muté, que ses méthodes ont changé au fil du temps, le terrorisme n'étant plus la méthode privilégiée. Nous pouvons le constater au

²¹³ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 126.

²¹⁴ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 54, 55 et 127.

²¹⁵ Burkina Faso : 1 million d'enfants non scolarisés en raison de la violence et l'insécurité. *Unicef*. <https://www.unicef.fr/article/burkina-faso-1-million-denfants-non-scolarises-en-raison-de-la-violence-et-linsecurite/>.

²¹⁶ Correau, L. (15 mai 2023). Jihadisme : le livre « L'Afrique, le prochain califat ? » de Luis Martinez. RFI. Questions à Luis Martinez. *RFI*.

https://www.youtube.com/watch?v=_qsgRSbnv5s&list=PLtUDtIh6KZRK0b1zXJYdFBOIcZK1wNquo&index=35.

²¹⁷ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 96.

²¹⁸ Correau, L. (15 mai 2023), *op. cit.*

travers des attaques kamikazes, fréquentes au début de l'opération Serval, jusqu'à devenir exceptionnelles aujourd'hui²¹⁹. En réduisant les djihadistes à de simples « terroristes », on a ignoré la dimension politique de leur combat, et selon Rémi Carayol, on ne peut répondre à des insurrections par des stratégies antiterroristes²²⁰. Les groupes djihadistes ont trop souvent été réduit à des motivations religieuses alors qu'elles sont secondaires pour la plupart des hommes et des femmes (et des adolescents) qui rejoignent ces groupes. En effet, bien que le GSIM et l'EIGS, les deux principaux groupes djihadistes dans le Sahel, soient affiliés respectivement à Al-Qaïda et à l'Etat islamique, leurs membres ne souscrivent pas nécessairement à leur idéologie, et ce n'est pas principalement sur cette base que le recrutement est effectué. Ces dernières années, des études menées par diverses ONG, *think tanks* et organisations internationales comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)²²¹ ont révélé que de nombreux « djihadistes » étaient en réalité guidés par d'autres convictions que la religion, victimes d'un choix irréflecti ou d'une mauvaise rencontre, et que certains avaient été contraints par la force à prendre les armes.

En 2016, l'Institut d'études de sécurité (ISS), un *think tank* situé à Dakar, a interrogé soixante-trois anciens « djihadistes » maliens, âgés de dix-sept à soixante-quinze ans, dont dix-neuf incarcérés. Ces entretiens ont montré que « des facteurs qui n'ont rien [...] de religieux ou d'idéologique expliquent la présence de jeunes dans les rangs des groupes armés djihadistes »²²². Ainsi, « la volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement. [...] Dans la plupart des cas documentés par cette étude, l'engagement des jeunes n'était pas l'aboutissement d'un processus d'endoctrinement religieux »²²³. Ce n'est que plus tard, une fois intégrés dans les maquis et débutant leur formation, que l'endoctrinement religieux commence. Ainsi, l'engagement de plusieurs jeunes à ces groupes djihadistes peut simplement être motivé par l'appât du gain (plusieurs centaines de milliers de franc CFA promis, avec une arme, une moto...) et le recrutement peut se fonder sur la promesse d'un avenir meilleur²²⁴. Selon un dirigeant peul, « avoir des armes confère un prestige certain : les jeunes des villages sont très

²¹⁹ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 97.

²²⁰ Boniface, P. (23 février 2023). « Le mirage sahélien » - 4 questions à Rémi Carayol. *IRIS*. <https://www.iris-france.org/173972-le-mirage-sahelien-4-questions-a-remi-carayol/>.

²²¹ Enquête du PNUD (2017). Journey to extremism in Africa: drivers, incentives and the tipping point for recruitment. *UNDP*. <https://journey-to-extremism.undp.org/enter/v1>.

²²² Théroux-Bénoni, L-A. et Assanvo, W. (août 2016). Jeunes « djihadistes » au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ? *Institut d'études de sécurité*, note d'analyse 89, p. 1.

²²³ *Ibid.*, p. 1-4.

²²⁴ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 103.

influencés par les jeunes bandits armés qui circulent à moto, bien habillés et bien nourris. Les jeunes éleveurs les envient beaucoup en admirant leur apparence »²²⁵. Ainsi, le succès de l'expansion et de la consolidation des groupes djihadistes s'expliquent notamment par leur aptitude à fournir des revenus aux jeunes recrues et à leur conférer un sentiment de puissance en les enrôlant dans l'organisation²²⁶.

Ainsi, les djihadistes se révèlent souvent être de meilleurs sociologues et politiciens que les représentants de l'Etat. Ils font de la politique au plus près des acteurs et s'emploient aussi à persuader, par le bas, les communautés locales de la supériorité de leurs normes de gouvernance là où l'Etat a généralement fait défaut en termes de compétence et d'impartialité²²⁷. Selon Luis Martinez, l'EIGS, très présent aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, sait très bien exploiter le ressenti des populations locales, en particulier des jeunes, qui trouvent dans l'adhésion à un groupe armé une valorisation du statut social²²⁸. De plus, le succès des djihadistes tient également beaucoup du fait de l'effondrement des Etats, comme nous l'avons vu précédemment [→ voir partie I. C. 1. b)] (marqués par l'injustice et la corruption). C'est ce qui permet aux groupes djihadistes de gagner des combattants et des sympathisants, malgré la terreur qu'ils suscitent et leur gouvernance extrêmement violente, qui repose sur l'intimidation et la contrainte²²⁹. En outre, les armées nationales qui sont coupables de nombreuses violences civiles [→ voir partie I. C. 1. b)], le désir de vengeance après que l'un des leurs a été tué par ces dernières, est aussi un motif d'engagement des jeunes aux groupes djihadistes²³⁰. Ainsi, paradoxalement, la lutte contre le terrorisme par les armées nationales sahéliennes, parfois avec une stratégie de la terreur, favorise le rapprochement des populations civiles avec les djihadistes, ce qui nourrit encore davantage le terrorisme. Comme l'explique Luis Martinez au micro de RFI, si les Etats avaient eu la capacité de répondre sur des sujets comme la justice, l'économie, la place du religieux dans le quotidien des populations, etc., ces dernières auraient fait preuve de bien plus de résistance²³¹. Elles ne peuvent en effet pas compter

²²⁵ Cité dans Le Roux, P. (21 juin 2019). Comment l'Etat islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel. *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*. <https://africacenter.org/fr/spotlight/comment-letat-islamique-dans-le-grand-sahara-exploite-les-frontieres-au-sahel/>.

²²⁶ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 51.

²²⁷ Guichaoua, Y. (25 février 2019), *op. cit.*

²²⁸ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 51.

²²⁹ Boniface, P. (23 février 2023), *op. cit.*

²³⁰ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 103.

²³¹ Correau, L. (15 mai 2023), *op. cit.*

sur les Etats pour la défendre [→ voir partie I. C. 1. b)]. En particulier dans les zones rurales, on assiste à un « djihad sur fond de révolte sociale »²³².

Pour ce qui est du domaine de la justice également, celle des autorités nationales étant fortement corrompue [→ voir partie I. C. 1. a)], les populations sahéliennes font alors appel aux tribunaux coutumiers et religieux. En effet, selon des sondages menés depuis 2019 dans les régions centrales de Mopti et Ségou où la *katiba* Macina opère, près de trois quarts des habitants considèrent les autorités coutumières et religieuses comme étant plus impartiales que les représentants de l'Etat (10,4% seulement pensent que le système étatique est plus impartial), et près des deux tiers d'entre eux s'adressent à ces autorités pour résoudre leurs conflits²³³. Les djihadistes imposent un nouvel ordre politique et religieux, et les tribunaux islamiques qui règlent les litiges selon la charia sont alors souvent vus comme les seuls leviers possibles qui permettraient aux populations locales d'obtenir réparation²³⁴. De même, dans la région de Diffa au Niger, où Boko Haram est présent, des sondages effectués fin 2018 révèlent que près de deux tiers des personnes interrogées estiment qu'il est tout simplement impossible de recourir à la justice étatique pour défendre leurs droits contre les abus des combattants²³⁵.

Enfin, dans ce contexte, il est désormais clair pour Luis Martinez que l'intervention de forces étrangères, notamment françaises n'était pas une solution viable. Au contraire, selon lui, cette présence a renforcé les djihadistes portant atteinte à la crédibilité des gouvernements locaux, perçus comme faibles et incompetents, contraints de recourir à des armées étrangères pour protéger leur population. Par ailleurs, les difficultés rencontrées par la France au Sahel démontrent que la réponse militaire seule est insuffisante et que la sécurité ne peut être atteinte sans développement. De plus, la nature laïque de la République française, ses racines chrétiennes et son passé colonial ont davantage renforcé le narratif des djihadistes, pour qui la France représente un ennemi idéal²³⁶.

²³² Carayol, R. (20 juin 2016). Mali : dans le Macina, un jihad sur fond de révolte sociale. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/mag/332806/politique/reportage-mali-macina-tombait-aux-mains-jihadistes/>.

²³³ SIPRI (mars 2019) Les Indicateurs de sécurité et de développement (ISD) au Centre du Mali. *Stockholm International Peace Research Institute*, p. 12.

²³⁴ Pérouse de Montclos, M-A. (2020), *op. cit.*, p. 91.

²³⁵ Tchangari, M. et Diori, I. (2019). Crise sécuritaire à Diffa : Les droits humains à l'épreuve de l'état d'urgence. *Alternative Espaces Citoyens*, p. 3.

²³⁶ Deloy, C. (28 août 2023). L'Afrique, le prochain califat ? - La spectaculaire expansion du djihadisme. Entretien avec Luis Martinez. *SciencesPo*. <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/lafrique-le-prochain-califat-la-spectaculaire-expansion-du-djihadisme-entretien-avec-luis-ma>.

Conclusion de la partie I

Dans cette première partie nous avons donc posé les bases pour comprendre dans quel contexte s'est déclenchée l'opération Barkhane et pourquoi. L'attribution d'un « agenda caché » à l'opération française reposant notamment sur la préservation d'intérêts économiques (bien que ces rumeurs soient infondées, la France possédant en réalité peu d'intérêts économiques dans la région du Sahel comme nous l'avons vu) a contribué à la dégradation de son image auprès des populations sahéliennes. En outre, l'échec de l'opération Barkhane, qui semblait improbable pour ces dernières car nous avons d'un côté la France, septième puissance militaire mondiale en 2014²³⁷, et de l'autre des groupes armés djihadistes sur des motos, renforce les théories complotistes. Ainsi, l'image de la France s'est considérablement dégradée, elle est perçue comme une puissance néocoloniale coupable d'ingérence dans la souveraineté des Etats sahéliens (alors que ce sont ces derniers qui ont plébiscité l'aide de la France), et les militaires français sont alors par la suite considérés comme des occupants indésirables. Ainsi, alors que l'intervention française était initialement acclamée, elle est par la suite perçue comme une force d'occupation. En outre, la faiblesse des Etats sahéliens et l'impuissance de la France pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, a alors conduit une certaine partie des populations sahéliennes à rejoindre les groupes djihadistes qui se sont substitués à ces Etats faillis sahéliens.

Il convient alors à présent d'analyser comment cet échec de l'opération Barkhane fait le lit des puissances étrangères concurrentes. Ces dernières, opportunistes tentent alors de tirer leur épingle du jeu, et des acteurs comme la Russie, peuvent instrumentaliser le sentiment anti-français qui a pris de l'ampleur dans la région du Sahel.

²³⁷ Global Firepower Index. Military powers ranked since 2005 according to Global Firepower. *GFP*. <https://www.globalfirepower.com/global-ranks-previous.php>.

II. Barkhane, un échec qui fait le lit des puissances étrangères concurrentes

En s'accordant sur le fait que l'intervention française fut un échec sur plusieurs dimensions, la France se trouve alors de plus en plus déstabilisée et concurrencée dans la région du Sahel. Dans les nouveaux acteurs qui s'y imposent on retrouve bien sûr la Russie, avec sa milice Wagner qui tente de prendre la place laissée par la France et de la remplacer, la Chine, ou encore certaines monarchies du Golfe, la Turquie, et un intérêt renouvelé de la part des Etats-Unis. En effet, l'« exception française », cette expression qui désignait la relation intime et spéciale qu'entretenait la France avec les gouvernements des anciennes colonies africaines francophones nouvellement indépendants, semble mise à mal dès 2002 à l'occasion d'une publication de Tony Chafer²³⁸, et apparaît aujourd'hui complètement révolue. En outre, nous analyserons également dans cette partie comment le sentiment anti-français est instrumentalisé au Sahel. Il fait le jeu des nouvelles juntes militaires au pouvoir mais aussi de certains acteurs extérieurs. La Russie souffle sur les braises de ce sentiment anti-français et l'alimente par sa propagande.

A. Une France concurrencée : « l'Afrique sans la France »²³⁹ ?

A l'heure où l'échec de la politique africaine française se fait de plus en plus ressentir dans la région du Sahel, d'autres acteurs internationaux -comme la Russie, la Chine, la Turquie, les monarchies du Golfe, ou encore les Etats-Unis- tentent d'avancer leurs pions dans la région et de défendre leurs intérêts. Les pays du Sahel, en retour, y trouvent également leur compte : ouverts sur le monde, et ne se sentant plus tenus de privilégier les liens avec l'ancienne puissance coloniale, ils se tournent vers les partenaires qui répondent le mieux à leurs besoins immédiats²⁴⁰. Ainsi, la France n'est plus la référence unique, elle est désormais concurrencée, et ne peut plus prétendre à une relation privilégiée dans ce qui constituait autrefois son « pré carré ».

²³⁸ Chafer, T. (2002). Franco-African Relations : No Longer so Exceptional ? *African Affairs*, vol. 101, no. 404, p. 343-363.

²³⁹ Cette expression fait référence au livre de Jean-Paul Ngoupandé, *L'Afrique sans la France*, publié aux éditions Albin Michel en 2002.

²⁴⁰ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 23.

1. La stratégie russe

Face aux difficultés de la France au Mali, et plus largement dans la région du Sahel, la Russie mène une politique opportuniste pour combler le vide laissé par cette dernière. Pour ce faire, elle s'appuie notamment sur les mercenaires du groupe Wagner, autrefois dirigé par Evgueni Prigojine, qui en assurait également le financement. Toutefois, ce repositionnement de Bamako pour Moscou soulève aussi son lot d'interrogations et d'inquiétudes.

a) Une politique d'engagement opportuniste

Pour comprendre l'approfondissement de la présence russe au Mali et plus largement dans le Sahel, il est essentiel d'examiner les multiples facettes de l'engagement russe en Afrique, qui combine habilement coopération militaire, influence médiatique, et soutien aux initiatives de la société civile pour maximiser son impact avec des ressources limitées.

Dès la seconde moitié de 2021, les relations entre le Mali et la Russie ont connu une accélération notable, marquée par un soutien militaire accru. Les premières manifestations de ce rapprochement sécuritaire se manifestent par la livraison d'équipements militaires significatifs à Bamako, incluant des hélicoptères, des armes, et des munitions²⁴¹. Cette période a également été marquée par des rumeurs persistantes d'un contrat entre le Mali et la société militaire privée Wagner, basée à Saint-Petersbourg, ce qui souligne l'aspect opportuniste de la stratégie russe, qui intervient souvent dans les contextes de vide laissé par le retrait des puissances occidentales.²⁴²

Les autorités maliennes, bien qu'elles le nient officiellement, semblent avoir noué un partenariat avec Wagner, composé de plus d'un millier de personnes déployées sur le terrain²⁴³. D'après Luis Martinez, en décembre 2021 un millier d'instructeurs de Wagner s'installe dans le centre et dans le nord-ouest du Mali, accompagnant les troupes maliennes contre une rémunération fondée sur l'exploitation de trois mines d'or²⁴⁴.

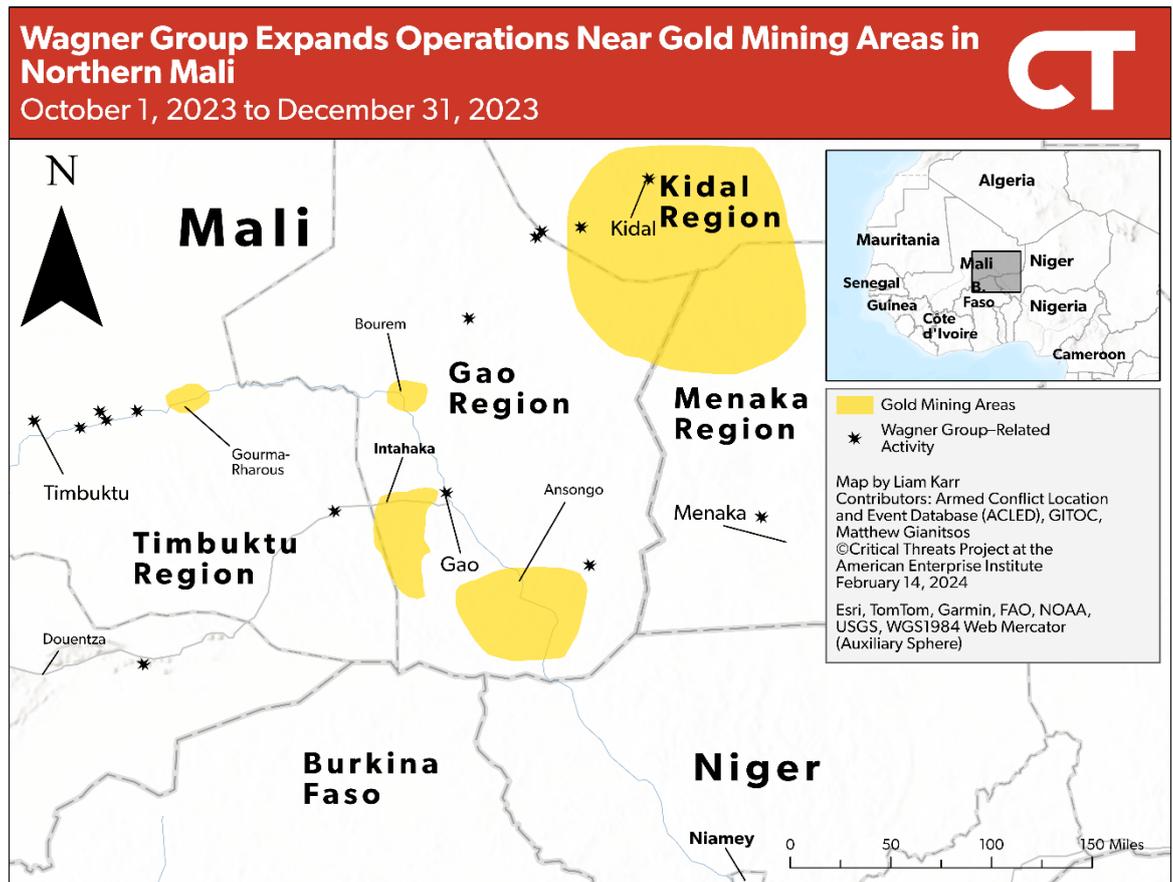
²⁴¹ Topona, E. (2021). Afrique : Des équipements militaires russes au Mali. *AllAfrica*. <https://fr.allafrica.com/stories/202110040442.html>.

²⁴² Rapport de l'ONG International Crisis Group (ICG) (9 février 2023). Mali : éviter le piège de l'isolement. *Briefing Afrique de Crisis Group*, no. 185, p. 9.

²⁴³ Olivier, M., Roger, B. (18 février 2022). Wagner au Mali : enquête exclusive sur les mercenaires de Poutine. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1314123/politique/wagner-au-mali-enquete-exclusive-sur-les-mercenaires-de-poutine/>.

²⁴⁴ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 177.

Carte 2 : Le groupe Wagner étend ses activités à proximité des zones d'extraction de l'or dans le nord du Mali.



Source : Liam Karr avec Armed Conflict Location and Event Database; Global Initiative Against Transnational Organized Crime, dans *Institute for the Study of War*.

Ce partenariat est représentatif de l'approche de la Russie, qui à travers Wagner, soutient les élites locales, en échange de concessions sur les ressources ou l'accès à des positions stratégiques. Au Mozambique et en République centrafricaine (RCA), qui ont été les premiers théâtres d'opération de Wagner, l'action militaire est systématiquement liée à l'accès aux ressources naturelles. C'est en RCA que l'implantation de Wagner est la plus importante, il y aurait actuellement deux mille mercenaires, le groupe privé exploitant dans le même temps la mine de Ndassima dans le centre du pays. C'est sur ce site que les lingots d'or seraient fondus puis envoyés en Russie à travers le port de Douala au Cameroun, qui est devenu le centre névralgique des activités commerciales de la société russe²⁴⁵. Cette méthode contrasterait alors avec celle des pays occidentaux, qui sont plus souvent entravés par des contraintes de

²⁴⁵ Klen, M. (2023). La pénétration du groupe Wagner en Afrique. *Revue Défense Nationale*, vol. 860, no. 5, p. 55.

gouvernance interne qui les dissuadent de s'engager dans des relations potentiellement corrompues. Selon Patrick Robert, le retrait de la France au Sahel pousse les gouvernements de la région dans les bras des Russes et des Chinois qui « font leurs bonnes affaires avec une prime à la corruption et au pillage (par la dette, pour les Chinois) »²⁴⁶. Si la France est chassée c'est qu'elle serait jugée trop exigeante par rapport à la Chine ou la Russie, bien moins regardantes sur les règles de droit. Ces derniers soutiennent cette démarche avec un discours sur les « partenariats gagnants-gagnants » sur la souveraineté nationale, un prétexte qui justifie en réalité toutes sortes de dérives en s'affranchissant des normes internationales, ainsi que sur la nécessité de diversifier les échanges, ce qui alimente la corruption « en créant une concurrence des commissions occultes »²⁴⁷. Dans la même veine, Emmanuel Macron devant Antoine Glaser et Pascal Airault, n'hésite pas à louer les bonnes intentions de la France en comparaison de « gens qui sont d'énormes cyniques », prêts à tout pour défendre leurs intérêts : « Les Russes et les Turcs ne veulent pas du tout le développement de l'Afrique. Ils sont néocoloniaux. Ils n'ont pas notre sophistication sur des modèles de développement partenariaux. »²⁴⁸.

Le développement des relations entre Bamako et Moscou intervient dans un contexte où dès 2017, divers mouvements maliens, tels que le Groupe des patriotes du Mali (GPM) et Yerewolo-Debout sur les remparts, ont activement plaidé pour une intervention russe, récoltant un soutien populaire significatif pour contrer l'influence française dans la région. Ce dernier est également le fer de lance de la contestation de la présence militaire française au Mali²⁴⁹.

La présence de Wagner au Mali est devenue un symbole de l'engagement militaire russe, mais elle s'inscrit dans un cadre plus large de relations historiques robustes entre le Mali et la Russie, qui remontent à l'indépendance du pays en 1960. De nombreux officiers maliens ont été formés dans l'ex-Union soviétique, et une grande partie des équipements militaires maliens a été acquise auprès de Moscou jusqu'à la fin des années 1980. Sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta, le Mali avait déjà des accords sécuritaires avec Moscou. En 2019, les deux pays formalisent un accord de coopération militaire, pavant ainsi la voie à une collaboration

²⁴⁶ Douysset, E. (2 août 2023). Niger : « Ceux qui commanditent les manifestations anti-françaises profitent de la faiblesse de notre réponse ». *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/niger-ceux-qui-commanditent-les-manifestations-anti-francaises-profitent-de-la-faiblesse-de-notre-reponse-20230801>.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Airault, P. Glaser, A. (2021). *Le piège africain de Macron : Du continent à l'Hexagone*. Paris. Editions Fayard.

²⁴⁹ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 10.

renforcée²⁵⁰. En réaction au soutien occidental jugé peu efficace ou trop lent, le Mali a trouvé en Russie un partenaire perçu comme plus fiable et pragmatique, capable d’offrir un soutien direct et significatif dans la lutte contre les insurgences. Moscou est désigné comme un « allié naturel »²⁵¹. L’aide russe, très concrète, facilite l’acquisition rapide d’équipements militaires essentiels, notamment aériens, et apporte un soutien direct durant les combats au sol²⁵², contrairement aux pays occidentaux, perçus comme hésitants ou trop lents dans la livraison de matériel militaire²⁵³. Par ailleurs, les formations militaires européennes sont considérées par certains militaires maliens comme traditionnelles et peu adaptées aux réalités du combat contre le terrorisme. Les responsables maliens rapportent que les attaques contre leurs camps militaires, fréquentes sous l’égide de Barkhane, sont devenues moins courantes depuis l’implication russe, notant même une amélioration de la capacité de réponse des forces armées maliennes²⁵⁴.

Carte 3 : La présence de Wagner en Afrique (2023)



Source : TV5 Monde.

²⁵⁰ Jeune Afrique (3 juillet 2019). Le Mali et la Russie signent un accord de coopération militaire. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/mag/795862/politique/le-mali-et-la-russie-signent-un-accord-de-cooperation-militaire/>.

²⁵¹ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 10.

²⁵² Le Monde avec AFP (10 août 2022). Le Mali reçoit de nouveaux équipements militaires de Russie. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/10/le-mali-recoit-de-nouveaux-equipements-militaires-de-russie_6137664_3212.html.

²⁵³ Africanews avec AFP (23 août 2021). Mali : Bamako demande aux USA de débloquer l’exportation d’un avion militaire. *Africanews*. <https://fr.africanews.com/2021/08/23/mali-bamako-demande-aux-usa-de-debloquer-l-exportation-d-un-avion-militaire/>.

²⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, responsables militaires maliens, Bamako, août 2022.

Par ailleurs, ce partenariat se manifeste non seulement sur le terrain militaire mais aussi dans des domaines tels que l'économie. Fin 2022, une délégation malienne s'est rendue à Moscou pour discuter de l'importation d'engrais et d'hydrocarbures, essentiels pour l'économie malienne. Ces discussions montrent que la Russie ne se positionne pas uniquement comme un partenaire sécuritaire mais aussi comme un acteur capable de soutenir le Mali dans des moments économiques difficiles, notamment en période d'inflation et de réduction de l'aide occidentale. Les échanges commerciaux de la Russie sont passés de deux milliards de dollars en 2010 à vingt milliards en 2020. En outre, déjà au cours de la décennie 2010, la Russie a fourni « 49% des armes vendues au continent »²⁵⁵. Enfin, une illustration du succès de la politique russe en Afrique est peut-être visible lors du 3 mars 2022, où 25 pays africains n'ont pas voté en faveur de la résolution onusienne, condamnant l'intervention russe de l'Ukraine²⁵⁶. Pour l'écrivain guinéen Tierno Monénembo, cela s'explique également dans la dépendance de l'Afrique aux céréales de Moscou et de Kiev²⁵⁷.

Toutefois, malgré cette présence croissante et le soutien apparent des populations locales à certains endroits, la Russie fait également face à des défis significatifs en ce qui concerne l'efficacité de son soutien militaire. La persistance des attaques djihadistes dans le centre et nord-est du Mali souligne une situation sécuritaire qui est toujours précaire. Le 22 juillet 2022, la *katiba* Macina (groupe djihadiste dans le centre du Mali), a lancé une offensive sur la ville de Kati, garnison militaire située à seulement 15 kilomètres de Bamako, où réside le président de la transition²⁵⁸. De plus, plusieurs alliés occidentaux ont exprimé auprès de Crisis Group leur doute quant à la capacité de la Russie à fournir un soutien militaire efficace au Mali, en citant pour cela les exemples de la RCA et du Mozambique²⁵⁹.

Par ailleurs, de nombreuses critiques et accusations de violations des droits humains associées aux opérations de la société Wagner et d'autres groupes paramilitaires liés à la Russie, ont été rapportées dans plusieurs pays, notamment en République centrafricaine et au

²⁵⁵ Ronzon, J-B. (9 février 2022). Russie/Afrique : une relation ancienne mise en lumière par l'intervention du groupe Wagner au Mali. *Fondation Jean Jaurès*. <https://www.jean-jaures.org/publication/russie-afrique-une-relation-ancienne-mise-en-lumiere-par-l-intervention-du-groupe-wagner-au-mali/>.

²⁵⁶ Martinez, L. (2023), *op. cit.* p. 174.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 175.

²⁵⁸ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 12.

²⁵⁹ Bax, P. (3 décembre 2021) Russia's Influence in the Central African Republic, *International Crisis Group* ; et Picco, E. (11 mai 2022). Fixing the army is key for CAR's stability, *International Crisis Group*. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/russias-influence-central-african-republic>. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/fixing-army-key-cars-stability>.

Mozambique²⁶⁰. Ces préoccupations sont d'autant plus inquiétantes que les tactiques employées par ces groupes peuvent souvent aggraver les tensions locales et contribuer à une déstabilisation régionale plutôt qu'à une résolution des conflits. Le 28 mars 2024, selon l'ONG Human Rights Watch, à la suite d'une enquête et d'entretiens réalisés auprès de la population civile locale, « les forces armées maliennes et les combattants étrangers du groupe Wagner ont illégalement tué et sommairement exécuté plusieurs dizaines de civils lors d'opérations de contre-insurrection menées dans les régions du centre et du nord du Mali »²⁶¹. Des témoins font état de « graves abus » qui constituent des violations flagrantes des droits humains²⁶².

Le principal bénéfice pour Bamako dans le rapprochement avec la Russie et l'éloignement de la France se joue en réalité sur le terrain de la politique intérieure²⁶³. Ce changement d'alliances a été largement approuvé par une opinion publique désespérée, malgré une présence militaire internationale depuis 2013 de milliers de soldats français et de Casques bleus. En rejetant l'ancien modèle de stabilisation, le gouvernement malien s'est aliéné certains alliés internationaux mais a significativement gagné en popularité, surtout dans les zones urbaines. Les Maliens, désillusionnés par l'Etat et les élites, se rallient de nouveau autour d'un désir de changement, utilisant le partenariat avec la Russie comme un levier pour renforcer le soutien populaire aux autorités de transition. Cependant, il reste à savoir jusqu'à quand ce dernier tiendra, d'autant plus après les accusations de violation des droits humains que nous avons évoqué. La durabilité du soutien vis-à-vis de la Russie dépendra de l'amélioration de la sécurité et de la qualité des services publics²⁶⁴.

b) Les limites du rapprochement avec la Russie

Bien que le rapprochement entre le Mali et la Russie bénéficie d'un soutien populaire, il soulève également des préoccupations importantes en matière de restrictions des libertés civiles, telles que la liberté d'expression, entraînant des arrestations et une autocensure accrue

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Mali : L'armée et le groupe Wagner commettent des atrocités contre les civils (28 mars 2024). *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/fr/news/2024/03/28/mali-larmee-et-le-groupe-wagner-commettent-des-atrocites-contre-les-civils>.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 13.

²⁶⁴ *Loc. cit.*

à Bamako²⁶⁵. De nombreux acteurs locaux restent sceptiques quant aux avantages d'une alliance avec la Russie²⁶⁶.

Des inquiétudes sont également exprimées par les mouvements signataires de l'Accord de paix de 2015 (notamment la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)), qui perçoivent le recours à des sociétés de sécurité privées comme un risque pour la mise en œuvre de l'accord²⁶⁷. L'augmentation des tensions militaires, particulièrement autour de Kidal, et la possible reprise des hostilités avec les groupes rebelles sont des risques majeurs²⁶⁸.

Le ton conflictuel adopté par la diplomatie malienne, qui pourrait provoquer une rupture avec les partenaires occidentaux et régionaux, suscite également des critiques. Des figures politiques et économiques majeures comme Moussa Mara Yelema et Mamadou Sinsy Coulibaly appellent à un dialogue renforcé et expriment leurs inquiétudes concernant un possible effondrement économique²⁶⁹.

Sur le plan économique, la suspension des aides de l'UE et d'autres institutions financières a forcé le Mali à réduire ses dépenses, aggravant les défis économiques dans un contexte déjà difficile marqué par les effets de la Covid-19 et des sanctions de la CEDEAO. Les autorités tentent de diversifier les partenariats régionaux pour compenser les pertes financières et réduire l'isolement du Mali²⁷⁰.

²⁶⁵ Le Cam, M. (5 novembre 2022). Au Mali, les atteintes à la liberté de la presse se multiplient. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/11/05/au-mali-les-atteintes-a-la-liberte-de-la-presse-se-multiplient_6148633_3212.html.

²⁶⁶ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 14. Entretiens de Crisis Group en 2022 avec des acteurs politiques et associatifs maliens, à Bamako.

²⁶⁷ Laplace, M. (28 septembre 2021). Mali : la CMA, vent debout contre les mercenaires russes. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1240941/politique/mali-la-cma-vent-debout-contre-les-mercenaires-russes/>.

²⁶⁸ Rapport ICG (9 février 2023), *op. cit.*, p. 14. Entretiens de Crisis Group en 2022 avec des acteurs politiques et associatifs maliens, à Bamako.

²⁶⁹ Communiqué publié sur Facebook par Moussa Mara Yelema le 26 septembre 2022 ; Laplace, M. (10 novembre 2022). Mamadou Sinsy Coulibaly : « Au Mali, l'Etat est faible, absent et brutal ». *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1391114/politique/mamadou-sinsy-coulibaly-au-mali-letat-est-faible-absent-et-brutal/>.

²⁷⁰ RFI. Après la Guinée, une importante délégation ministérielle malienne en Mauritanie (18 janvier 2022). *RFI*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220118-mali-apr%C3%A8s-la-guin%C3%A9e-et-avant-l-arg%C3%A9rie-une-importante-d%C3%A9l%C3%A9gation-minist%C3%A9rielle-en-mauritanie>.

Enfin, le retrait du Mali du G5 Sahel a également mis en évidence son rôle central dans les dynamiques de sécurité qui agitent la région, soulignant le besoin de coopération avec les pays voisins pour rétablir la paix²⁷¹.

2. La stratégie chinoise

Toujours selon le Emmanuel Macron, devant Glaser et Airault, comme nous l'avons vu précédemment, face au « modèle [occidental] de coopération qui est transparent », il y en aurait un autre, « beaucoup plus intrusif, qui repose sur des éléments d'intrusion économique : c'est le modèle chinois »²⁷². Le président français ne rate pas une occasion de pointer la responsabilité de la Chine quant à l'explosion du volume de prêts aux pays africains. C'est un thème qu'il avait notamment évoqué lors de sa tournée dans la Corne de l'Afrique en mars 2019.

a) La montée en puissance de la « Chinafrique »²⁷³

Tout comme la Russie contemporaine, la République populaire de Chine s'illustre comme un partenaire historique des nations africaines depuis leur indépendance, s'inscrivant dans la mouvance afro-asiatique à la base du tiers-mondisme. La conférence de Bandung, tenue en Indonésie en 1955, a marqué le commencement d'une coopération économique graduelle entre la Chine et l'Afrique. Des pays comme le Mali, le Ghana, et la Guinée se sont distingués dans ce partenariat qui s'étend à l'Égypte, au Maroc, à l'Algérie, au Soudan, à l'Éthiopie, à la Somalie et à la Tunisie, comme le montre la tournée emblématique de Zhou Enlai en 1964²⁷⁴.

Les réformes initiées par Deng Xiaoping ont ensuite facilité le développement de liens économiques perçus comme mutuellement avantageux : la Chine exporte des biens manufacturés, des équipements et des infrastructures à faible coût, en échange d'un accès privilégié aux matières premières africaines et ses terres agricoles. Elle constitue une alternative viable aux bailleurs de fonds et aux partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique, capable

²⁷¹ Nembrot, L. (5 novembre 2022). Mali-Burkina Faso : Assimi Goïta et Ibrahim Traoré affichent leur partenariat à Bamako. *TV5 Monde*. <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-burkina-faso-assimi-goita-et-ibrahim-traore-affichent-leur-partenariat-bamako-1420976>.

²⁷² Airault, P. Glaser, A. (2021), *op. cit.*

²⁷³ Beuret, M. et Michel, S. (2008). *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*. Paris. Editions Grasset.

²⁷⁴ Bart, F. (2011). Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 253-254, no. 1-2, p. 197.

de fournir des financements conséquents, sans lier ces échanges au respect des droits fondamentaux, et à la lutte contre la corruption, tout en se posant en modèle de développement²⁷⁵. Elle remporte également des parts de marché en adoptant des normes éthiques plus flexibles que ses rivaux occidentaux²⁷⁶. Ainsi, pour ces derniers, et en particulier la France, qui se doit de respecter les valeurs qu'elle promet, ainsi que les valeurs de l'UE, comme nous l'avons vu avec les déclarations d'Emmanuel Macron, il est dur de rivaliser. La présence chinoise, comme la russe, reste opportuniste : « elle sert ses propres entreprises, charrie ses propres travailleurs et repose sur ses propres produits »²⁷⁷. Ainsi née la « Chinafrique »²⁷⁸. Cette notion désigne la période débutant dans les années 1960, traversée par les premières indépendances, durant laquelle les échanges économiques se sont intensifiés rapidement, atteignant un pic dans les années 1990²⁷⁹, résultat d'une véritable « convergence d'intérêts »²⁸⁰.

Les résultats de la stratégie chinoise sont indéniables. La Chine s'est imposée comme le premier partenaire économique de l'Afrique, avec des échanges commerciaux qui ont augmenté de 10 à 210 milliards de dollars entre 2002 et 2021. Elle détient la majorité de la dette extérieure africaine, estimée à environ 365 milliards de dollars en 2021²⁸¹, et a réussi à rallier presque tous les pays africains à son initiative des nouvelles routes de la soie, la *Belt and Road Initiative* (BRI). Cette initiative a célébré son dixième anniversaire à Pékin les 17 et 18 octobre 2023, lors d'un forum réunissant des dirigeants et des représentants de plus de 130 pays.

De plus, en Afrique, la Chine cherche à se différencier des anciennes puissances coloniales en se positionnant comme une « puissance pacifique » qui respecte les « intérêts des pays africains » et qui œuvre dans « un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique »²⁸². Elle rappelle soutenir « fermement les pays africains dans leurs efforts visant à poursuivre leur propre voie »²⁸³. Selon le site de l'ambassade de Chine au Niger, elle se présente comme « un

²⁷⁵ Salim, C. (2020). Un Sahel couleur kaki : Multiplication des acteurs, complexification des enjeux. *Recherches Internationales*, no. 117. Sahel, Terres de conflits. p. 85.

²⁷⁶ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 24.

²⁷⁷ Salim, C. (2020), *op. cit.*, p. 85.

²⁷⁸ Beuret, M. et Michel, S. (2008), *op. cit.*

²⁷⁹ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 24.

²⁸⁰ Cabestan, J-P, Domingues Dos Santos, E., Huang, Z., Le Billon, P., Vircoulon, T. (novembre 2021). Les influences chinoises en Afrique. I. Les outils politiques et diplomatiques du « grand pays en développement ». *Institut français des relations internationales*. <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/influences-chinoises-afrique-1-outils-politiques-diplomatiques-grand>.

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² Niquet-Cabestan, V. (2006). La stratégie africaine de la Chine. *Politique étrangère*, no. 2, p. 363.

²⁸³ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 187.

pays en développement » qui « n'a jamais envahi ou opprimé les autres nations ni n'a prétendu à l'hégémonie, et elle ne le fera jamais. Elle est depuis toujours un bâtisseur de la paix mondiale, un contributeur au développement dans le monde, un défenseur de l'ordre international et un fournisseur de biens publics »²⁸⁴.

Cette intrusion chinoise dans le paysage politico-économique africain, traditionnellement dominé par la France, s'observe justement particulièrement au Niger. Jusqu'en 2007, la France y détenait un monopole quasi total sur l'exploitation de l'uranium, crucial pour son autonomie énergétique²⁸⁵ [→ voir partie I. A. 2. a)]. Cependant, avant d'être renversé par un coup d'Etat militaire en 2010, Mamadou Tandja avait rompu cet accord tacite en ouvrant des concessions à des acteurs étrangers, y compris chinois²⁸⁶. La Chine s'est également immiscée dans le secteur des hydrocarbures. L'essentiel du pétrole chinois est importé de Russie et d'Arabie saoudite, mais 30% provient de cinq pays d'Afrique : l'Angola, la Guinée équatoriale, le Nigéria, la république démocratique du Congo et le Soudan²⁸⁷. Enfin, la Chine recherche non seulement l'accès des ressources comme les minerais, les produits agricoles et les terres arables²⁸⁸, mais la stratégie chinoise est aussi au service d'une politique d'influence plus large sur le plan international. En effet, les pays africains constituent un réservoir de soutiens pour la Chine au sein des instances internationales, et notamment des appuis pour l'isolement de Taïwan par cette dernière. En Afrique, seul l'Eswatini soutient encore Taïwan, le Burkina Faso ayant rompu ses relations avec l'île en 2018.

Toutefois, bien que, comme nous l'avons vu, les discours aient souvent présenté les relations sino-africaines comme un partenariat « gagnant-gagnant », la réalité économique montre plutôt que l'Afrique développe une nouvelle forme de dépendance envers la Chine, illustrée notamment par l'endettement. La Chine représente 15,4 % du commerce extérieur de l'Afrique, tandis que l'Afrique ne constitue que 3,7 % du commerce extérieur chinois. De 2000 à 2018, 50 des 54 pays africains ont contracté des emprunts auprès de la Chine, avec un nombre croissant de ces nations qui dépassent les niveaux d'endettement soutenables²⁸⁹.

²⁸⁴ Poursuivre la voie de développement adaptée aux réalités nationales et ouvrir de nouveaux horizons aux relations sino-nigériennes (31 octobre 2021). *Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Niger*. http://ne.china-embassy.gov.cn/fra/xwtdt/202110/t20211031_10411956.htm.

²⁸⁵ Salim, C. (2020), *op. cit.*, p. 85.

²⁸⁶ *Loc. cit.*

²⁸⁷ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 187.

²⁸⁸ Bart, F. (2011), *op. cit.*, p. 202 ; Lafargue, F. (2005). La Chine, une puissance africaine. *Perspectives chinoises*, no. 90, p. 2-10.

²⁸⁹ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 25.

Les modalités d'endettement des gouvernements africains envers la Chine soulèvent des inquiétudes, notamment en raison de la non-transparence des investissements chinois, souvent masqués derrière le secret d'Etat ou présentés comme de l'aide au développement. Les prêts chinois, gagés par des infrastructures et des ressources naturelles africaines, comportent souvent des termes défavorables pour les pays africains. Par exemple, des clauses stipulent que si le Kenya ne rembourse pas les prêts pour la ligne de chemin de fer entre Nairobi et Mombasa, la Chine pourrait prendre le contrôle du port de Mombasa. Ce contexte est aggravé par l'opacité des institutions prêteuses chinoises, l'endettement pour des infrastructures peu rentables, la corruption des acteurs locaux, l'application de clauses abusives et divers trafics impliquant des Chinois, notamment dans la pêche et l'orpaillage²⁹⁰.

Sur le plan militaire, la Chine a initié son premier Forum de paix et de sécurité sino-africain en automne 2019, bien que ce soient principalement ses armes qui marquent son impact sur les conflits régionaux. Sous Xi Jinping, les ventes d'armes chinoises en Afrique ont augmenté de 50%, représentant un tiers de toutes les importations d'armes du continent. Ces armes, qu'elles soient neuves ou d'occasion, souvent via des circuits détournés ou des commandes officielles contournant les embargos internationaux, se retrouvent dans les mains aussi bien des armées régulières que des groupes armés, en Côte d'Ivoire, au Soudan, au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie ou en Libye²⁹¹. En 2017, la Chine a inauguré sa première base militaire étrangère à Djibouti, marquant une présence militaire accrue avec plus de 2 500 soldats chinois servant sous la bannière de l'ONU en Afrique²⁹².

Au Sahel, et dans le bassin du lac Tchad, la Chine a mis en place des coopérations militaires (formation et vente d'armes) avec le Cameroun et le Nigeria, afin de lutter contre Boko Haram. Elle contribue aussi aux opérations de maintien de la paix avec un contingent de 2 500 soldats. En particulier, au Mali, elle a déployé une brigade d'infanterie motorisée de 500 hommes dans le cadre de la MINUSMA. Lors du sommet Chine-Afrique à Dakar en novembre 2019, la ministre sénégalaise des Affaires étrangères, Aïssata Tall Sall, a exhorté la Chine à renforcer sa contribution à la lutte contre le terrorisme : « Nous voudrions que la voix de la Chine, compte tenu de son influence, soit une voix forte pour soutenir le Sénégal et tous les pays engagés dans le problème de l'insécurité au Sahel ». En réponse, la Chine a contribué à

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 26.

²⁹¹ Salim, C. (2020), *op. cit.*, p. 85.

²⁹² Lafargue, F. (2009). La Chine en Afrique : une présence limitée et une puissance contrariée. *Perspectives chinoises*, no. 106, p. 88-94.

50 millions de dollars à la force G5-Sahel, et a soutenu l'Architecture africaine de paix et de sécurité, en développant plus de 50 nouveaux programmes de sécurité pour faire face à des « risques croissants »²⁹³.

Enfin, on peut noter que bien que la Chine soit qualifiée d'« ennemi de l'islam » dans la rhétorique djihadiste, elle ne suscite pas le même sentiment de rejet parmi les populations locales, contrairement à la France qui y est confronté, en raison de son passé colonial et d'une présence militaire très visible²⁹⁴.

b) L'influence de la Chine par la culture

Culturellement, la Chine étend son influence par le biais des instituts Confucius qui, absents en 2004, se retrouvent aujourd'hui dans 48 pays africains²⁹⁵. Elle utilise également des relais radio pour diffuser sa vision du monde, soutenir les gouvernements en place, et affaiblir l'influence des médias occidentaux²⁹⁶. En effet, l'implantation de Radio Chine internationale (RCI) vise promouvoir l'image de la Chine comme puissance pacifique et amie de l'Afrique. De plus, RCI cherche à contrer les émissions de Radio France internationale (RFI) qui peuvent véhiculer « des représentations peu favorables à la puissance chinoise »²⁹⁷. Pour y parvenir, RCI emploie des équipes locales et émet en langues africaines²⁹⁸, ce qui lui permet d'atteindre un public plus large.

L'impact des entrepreneurs-migrants, des universités et des étudiants est également notable²⁹⁹. En effet, la Chine héberge aujourd'hui plus de 81 000 étudiants africains, contribuant à la formation des futures élites dirigeantes africaines. Ce nombre représente une augmentation considérable par rapport aux 2 000 étudiants accueillis en 2003³⁰⁰.

²⁹³ Nantulya, P. (7 février 2019). Les activités stratégiques croissantes de la Chine en Afrique reposent sur le *hard power* chinois. *Africa Center For Strategic Studies*. <https://africacenter.org/spotlight/chinese-hard-power-supports-its-growing-strategic-interests-in-africa/>.

²⁹⁴ Martinez, L. (2023), *op. cit.*, p. 196.

²⁹⁵ Turse, N. (13 août 2019). U.S. Generals Worry About Rising Russian And Chinese Influence In Africa, documents show. *The Intercept*. <https://theintercept.com/2019/08/13/russia-china-military-africa/>.

²⁹⁶ Mihoubi, S. (2019). La stratégie d'implantation de Radio Chine Internationale (RCI) en Afrique sahélienne. *Norois*, no. 252, p. 89-102.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ *Ibid.*

²⁹⁹ Bertoncetto, B., Bredeloup, S. (2009). Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, no. 1, p. 45-70 ; Bel, D., Feussi, V. (2015). La Chinafrique en contextes universitaires. *Recherches en didactique des langues et des cultures*, vol. 12, no. 1, p. 1-11.

³⁰⁰ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 26.

3. Les monarchies du Golfe

« Et, ensuite, vous avez des modèles d'influences »³⁰¹. Emmanuel Macron, toujours devant Glaser et Airault, met cette fois en cause des pays comme l'Arabie saoudite, les EAU, plus récemment le Qatar, qui sont « idéologiques sur le plan religieux »³⁰².

Les monarchies du Golfe ont émergé comme des acteurs déterminants dans le Sahara-Sahel, jouant une guerre par procuration marquée par une rivalité entre l'Arabie Saoudite et les EAU d'un côté, et le Qatar de l'autre, à la suite de la crise diplomatique de 2017 au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette confrontation s'est exacerbée après les « Printemps arabes », les régimes conservateurs de la région ayant recouru à des stratégies de guerre hybride pour s'affronter sur le plan politique et religieux dans la zone « MENA » (*Middle East-North Africa*)³⁰³.

Le statut influent de ces Etats, bien que récent, repose sur les changements dans l'économie politique mondiale des hydrocarbures. Historiquement, à la suite de l'avènement de régimes laïques prosoviétiques et à la révolution iranienne, ces monarchies ont cherché à propager un modèle théologico-politique dominant de l'Arabie à l'Indonésie. Dès les années 1950, la pénétration wahhabite a commencé à prendre pied au Mali, profitant du sentiment anticolonial pour établir des institutions éducatives et religieuses wahhabites avec le soutien financier de l'Arabie Saoudite, altérant ainsi le paysage religieux traditionnel et promouvant l'arabisation de l'enseignement³⁰⁴.

Cette influence, initialement culturelle et religieuse, s'est étendue au domaine militaire. L'Arabie Saoudite a par exemple financé l'acquisition d'avions Rafale par l'Egypte, tandis que les EAU ont renforcé leur rôle en tant qu'acteurs clés du marché des armements et ont développé des coopérations militaires avec plusieurs pays du Sahel tels que le Mali (livraison de 30 véhicules blindés sous forme de dons et avec des investissements de leur fonds souverain), le Niger (négociation d'une implantation militaire), la Mauritanie (rumeurs d'installation d'une

³⁰¹ Airault, P. Glaser, A. (2021), *op. cit.*

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ Salim, C. (2020), *op. cit.*, p. 86-87.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 87.

base militaire aérienne, et aide de 2 milliards de dollars ainsi que signatures d'accords et protocoles d'accords en février 2020) et le Burkina Faso³⁰⁵.

Ces actions sont parfois critiquées pour leur connexion présumée avec des groupes armés djihadistes dans la région³⁰⁶. Au Mali, la présence wahhabite via le HCIM se manifeste par des campagnes contre les forces françaises de Barkhane et la MINUSMA, avec des tentatives de repositionnement géopolitique comme la proposition de déplacer le siège du G5 Sahel. Au Niger, un regain d'attachement aux traditions confessionnelles a conduit à des émeutes anti-françaises en décembre 2015, révélant l'extrémisme de segments de la jeunesse, déjà manifesté en 2012³⁰⁷. De la même façon, le Qatar est actif au Mali depuis le début du siècle à travers des initiatives comme *Qatar Charity*, et est suspecté par certains d'avoir joué un rôle dans le déclenchement du soulèvement en Libye.

B. Un sentiment anti-français instrumentalisé

L'instrumentalisation du sentiment anti-français fait les affaires de deux types d'acteurs principaux. Alors que pour les Etats sahéliens, l'instrumentalisation de ce dernier permet aux juntes militaires des coups d'Etat de légitimer leur nouveau gouvernement, rendant la France responsable de tous les maux, il est pour les puissances étrangères concurrentes comme la Russie un moyen de déstabiliser un peu plus la France dans la région pour défendre ses intérêts.

1. La France comme bouc émissaire pour les gouvernements sahéliens

Comme nous l'avons vu en introduction, selon Catherine Colonna, les attaques répétées contre la France constituent la recherche d'un « bouc émissaire »³⁰⁸. En effet, l'idée d'un « complot de la France contre l'Afrique » en dénonçant une domination politique, militaire, et

³⁰⁵ *Loc. cit.*

³⁰⁶ Ratignier, V., Péan, P. (2014). *Une France sous influence : Quand le Qatar fait de notre pays son terrain de jeu*. Paris. Editions Fayard, chapitre 21.

³⁰⁷ Sambe, B. (dir.) (2018). La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder. *Organisation internationale pour les migrations (OIM)*.

³⁰⁸ Barthet, E. & Ricard, P. (3 septembre 2023), *op. cit.*

économique, permet d'expliquer les échecs du développement, de la démocratisation, des conflits³⁰⁹, et ainsi rendre la France responsable de tous les maux³¹⁰.

Dénoncer le « complot français » permet aux dirigeants sahéliens d'apporter une explication toute faite au mécontentement populaire, tout en fournissant un bouc émissaire commode. Cette notion de « complot français » est souvent utilisée pour justifier des trajectoires politiques, économiques ou sécuritaires décevantes, en accusant la France de « piller les ressources », « soutenir le terrorisme », « choisir les présidents », « manipuler la CEDEAO, etc³¹¹. Cette rhétorique est employée tant par les oppositions que par les partis au pouvoir pour « se défaire de leurs responsabilités »³¹² envers leur peuple et expliquer les politiques inadaptées, les conflits ou les dérives antidémocratiques de certains dirigeants. Au Mali par exemple, la junte militaire qui est arrivée au pouvoir en mai 2021 a relayé les rumeurs qui accusaient la France de soutenir les djihadistes pour justifier sa présence militaire [→ voir partie I. C. 2.]. En octobre 2021, Choguel Maïga affirmait lors d'une interview avec un média russe que les Français formaient des groupes terroristes dans le but de diviser le Mali³¹³. En janvier 2022, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de transition, Abdoulaye Diop, et Choguel Maïga, lors d'interviews télévisées, se plaignaient d'un manque de respect de la part de Paris et suggéraient que l'intervention militaire française visait la division du Mali³¹⁴. En 2017, le président tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, a étonnamment déclaré à des journalistes que la modification de la Constitution lui permettant de prolonger son mandat avait été élaborée sans son consentement par les autorités françaises. Il avait précédemment promis de démissionner après son mandat, mais il attribua le non-respect de cette promesse à la pression du gouvernement français, affirmant rester président malgré lui à la demande de Paris³¹⁵. Enfin, un autre exemple, en septembre 2022, le Burkina Faso subit un coup d'Etat, le deuxième en

³⁰⁹ Antil, A., Giovalucchi, F. et Vircoulon, T. (2023). Le discours antifrçais en Afrique francophone. *Etudes*, no. 9, p. 13.

³¹⁰ Antil, A. et Vircoulon, T. (10 avril 2024). Après l'échec sahélien, repenser le logiciel de la politique française en Afrique. *Briefings de l'Ifri*, Ifri. <https://www.ifri.org/fr/publications/briefings-de-lifri/apres-lechec-sahelien-repenser-logiciel-de-politique-francaise>.

³¹¹ Antil, A., Giovalucchi, F. et Vircoulon, T. (2023), *op. cit.*, p. 13.

³¹² Akindès, F. (9 janvier 2022). Le ressentiment antifrçais, ou comment se défaire de ses responsabilités. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/1283322/politique/le-ressentiment-antifrcais-ou-comment-se-defauser-de-ses-responsabilites/>.

³¹³ Toukara, A. (15 octobre 2021). Choguel Kokalla Maïga lors de son entretien sur Ria Novosti : « Les forces françaises entraînent les djihadistes sur le territoire malien ». *Maliweb.net*. <https://www.maliweb.net/economie/cooperation/choguel-kokalla-maiga-lors-de-son-entretien-sur-ria-novosti-les-forces-francaises-entraiment-les-djihadistes-sur-le-territoire-malien-2948334.html>.

³¹⁴ Elischer, S. (2022), *op. cit.*, p. 19.

³¹⁵ Interview d'Idriss Déby : « La France est intervenue pour changer la Constitution » (25 juin 2017). *TV5 Monde*. <https://www.youtube.com/watch?v=NczOkkR7IIQ>.

moins d'un an, sans que la présence militaire française ne soit directement en jeu. L'armée burkinabè lutte alors contre le terrorisme, avec 40 % du territoire hors de contrôle de l'Etat. La confiance envers la hiérarchie militaire s'effrite, et les habitants de Djibo, dans la région du Sahel, encerclés par un blocus djihadiste, font face à une menace de famine. Dans ce contexte de déstabilisation, le capitaine Traoré, succédant au lieutenant-colonel Damiba, peine à asseoir son autorité. Des rumeurs circulent. Instrumentalisant les ressorts du complot où la France est accusée d'ingérence dans les affaires internes du Burkina Faso, provoquant la colère des populations, le capitaine Traoré prend le contrôle en s'installant au pouvoir, et les forces spéciales françaises sont expulsées en février 2023³¹⁶.

Quant aux opposants politiques africains, ils emploient fréquemment l'argument du « complot français » pour accuser les dirigeants actuels de collusion avec Paris et justifier leur incapacité à accéder au pouvoir. Des figures de l'opposition comme Succès Masra au Tchad, a critiqué le soutien de Paris au régime de Mahamat Idriss Déby³¹⁷.

Enfin, selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « en l'absence d'une légitimité électorale, les militaires qui prennent le pouvoir jouent sur la fibre nationaliste et souverainiste »³¹⁸, ce qui explique pourquoi l'ancienne puissance coloniale est directement désignée comme bouc émissaire. Ainsi, nous retrouvons en juillet 2023 des milliers de Nigériens qui manifestent en soutien au putsch militaire devant l'ambassade de France à Niamey, et dont certains expliquent que leur colère vient du fait que « ça fait douze ans que le pays vit sous la coupe des Bazoum, des Issoufou. Ce sont eux qui ont choisi de continuer la colonisation avec la France. Maintenant, il est temps de s'affranchir. »³¹⁹.

2. Un sentiment alimenté par la propagande russe

La « guerre contre le terrorisme » des militaires français a cédé la place à une guerre de l'information avec la Russie en particulier, qui n'hésite pas à relayer des fausses informations

³¹⁶ Roussy, C. (2024). Anatomie du « sentiment antifrçais ». *Revue internationale et stratégique*, vol. 133, no. 1, p. 55-56.

³¹⁷ Antil, A., Giovalucchi, F. et Vircoulon, T. (2023), *op. cit.*, p. 14.

³¹⁸ Pacard, P. (4 septembre 2023), *op. cit.*

³¹⁹ Poyet, S. (30 juillet 2023). « Maintenant, il est temps de s'affranchir » : au Niger, des milliers de manifestants clament leur hostilité envers la France. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/maintenant-il-est-temps-de-s-affranchir-au-niger-des-milliers-de-manifestants-clament-leur-hostilite-envers-la-france-20230730>.

pour déstabiliser la France dans la région du Sahel et en Afrique en général, et ainsi avancer ses pions pour renforcer sa présence dans la zone.

Dans la bataille de l'information, les révélations et les fausses nouvelles se confondent fréquemment. Les espaces de commentaire interactifs des médias tels que RFI, *Le Monde Afrique* et France 24 sont submergés par des torrents de réactions, créant une forme de guérilla numérique³²⁰. Les réseaux sociaux fonctionnent comme des exutoires pour la frustration de la jeunesse africaine, leur proposant des contenus qui peuvent à la fois dépolitiser et désorienter les moins expérimentés, soit la majorité. Afrique Média, de son côté, intensifie une rhétorique antifranaçaise explicite, qui sert à la fois d'outil commercial et de moyen pour les gouvernements locaux de diriger vers Paris la colère suscitée par leur propre gestion défailante³²¹ [→ voir partie II. B. 1. a)].

La France exprime son inquiétude face à la montée d'un « sentiment antifranaçais » parmi les opinions publiques africaines, notamment en raison de la concurrence avec d'autres pays tels que les Etats-Unis, l'Allemagne, le Canada, le Japon, la Chine et la Turquie. Emmanuel Macron lui-même, bien qu'utilisateur des réseaux sociaux, les considère comme « très dangereux [ce] monde de réseaux sociaux, où l'on peut très facilement bousculer -on l'a vu avec les printemps arabes - les opinions publiques »³²². Il remet ainsi en question l'autonomie de décision et la capacité critique des Africains, estimant que la France doit les protéger de ces influences étrangères provenant notamment de Moscou, Ankara ou Dubaï. « Je me méfie toujours de la société civile et des réseaux sociaux, largement financés par les Turcs ou par les Russes. Les Russes financent énormément de choses »³²³.

Historiquement, la Russie et la France entretiennent en Afrique des relations particulièrement belliqueuses depuis les divergences entre les deux pays lors de la crise libyenne et à la suite de la mort de Mouammar Kadhafi. En effet, le président Dmitri Medvedev choisi de ne pas mettre son veto à une résolution proposée par la France au Conseil de sécurité de l'ONU, malgré l'opposition de son Premier ministre Vladimir Poutine. En représailles, la Russie a commencé à concurrencer la France sur plusieurs fronts (Syrie, Libye, Ukraine, Biélorussie) à travers le continent africain. Ce contexte explique pourquoi le nouveau régime

³²⁰ Boukari-Yabara, A. (2021). Partie VI. Le temps de la « reconquête » (2010-2021). Chapitre 7. Du « Balai citoyen » à « France dégage » : la nouvelle lame de fond panafricaniste. Dans : Thomas Borrel éd., *L'Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil, p. 907.

³²¹ *Ibid.*, p. 908.

³²² Airault, P. Glaser, A. (2021), *op. cit.*

³²³ *Ibid.*

malien sous le colonel Assimi Goïta a exigé le retrait des forces françaises de Barkhane et a engagé la société privée russe Wagner, qui a pris le contrôle des camps laissés par la France et des mines d'or maliennes³²⁴ [→ voir partie II. A. 1. a)].

La nouvelle stratégie russe en Afrique se divise en trois sphères d'action impliquant des acteurs officiels, des acteurs non officiels mais proches du pouvoir russe, et des acteurs non officiels participant aux initiatives d'influence russe, par conviction ou opportunisme³²⁵.

Les acteurs officiels, comme les médias RT (anciennement Russia Today) et l'agence Sputnik, cherchent à établir une présence en Afrique subsaharienne. Après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, ces médias, suspendus dans l'UE, ciblent désormais l'Afrique subsaharienne et son immense audience potentielle. Ils promeuvent des voix qui sont habituellement censurées ou caricaturées dans les médias français³²⁶. Leur ligne éditoriale adopte une position « alternative » dans le paysage médiatique international, se positionnant contre les « médias dominants », la norme de la démocratie libérale, et l'interventionnisme occidental³²⁷. Par ailleurs, Vladimir Poutine est ainsi perçu par une partie de l'opinion sahélienne comme un rempart à l'Occident et au « mondialisme »³²⁸. Un rapport analysant « la diffusion de l'information russe en Afrique » souligne que « plus de 3 889 pages web et 622 sites » relaient les informations de RT et Sputnik, contribuant ainsi à renforcer la propagande russe³²⁹.

En plus des acteurs médiatiques officiels, nous retrouvons parmi les « entrepreneurs d'influence » d'autres acteurs, qui, à moindres coûts, peuvent porter la parole russe nationale via la radio, les réseaux sociaux, ou directement sur le terrain. La milice Wagner en est un exemple clé. Comme nous l'avons vu Wagner [→ voir partie II. A. 1. a)], sous le couvert de combattre le terrorisme, fournit une protection privée aux dirigeants africains, ce qui lui permet de s'implanter dans plusieurs pays africains, notamment le Mali³³⁰.

³²⁴ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 31.

³²⁵ Audinet, M. & Limonier, K. (2022). Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone : un écosystème flexible et composite. *Questions de communication*, vol. 41, no. 1, p. 129-148.

³²⁶ Boukari-Yabara, A. (2021), *op. cit.*, p. 908.

³²⁷ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 31.

³²⁸ Boukari-Yabara, A. (2021), *op. cit.*, p. 908.

³²⁹ Limonier, K. (2018). Diffusion de l'information russe en Afrique. *IRSEM*, note de recherche no. 66, p. 5.

³³⁰ Nasr, W. (2022). How the Wagner Group Is Aggravating the Jihadi Threat in the Sahel. *Combating Terrorism Center at West Point*, vol. 15, no. 11, p. 21-30.

Concernant les acteurs non officiels, un autre groupe est constitué d'entrepreneurs du numérique qui propagent les messages russes en échange d'une rémunération. Un grand nombre de sites africains semblent avoir adopté la diffusion de contenus russes comme modèle économique principal³³¹. Ainsi, la Russie ne se contente pas de profiter des difficultés françaises en Afrique, elle les instrumentalise et les amplifie pour renforcer son influence à travers des campagnes de communication ciblées et très agressives, notamment sur les réseaux sociaux, et à travers le soutien à des manifestations anti-françaises. Ces actions sont visibles au Niger, au Mali, en Centrafrique, au Burkina Faso, où les pancartes et drapeaux exhibés lors des manifestations témoignent de l'influence russe³³². A Madagascar, des individus ont même admis avoir été payés par la Russie pour manifester devant l'ambassade de France³³³. Par ailleurs, cette méthode est également fréquemment utilisée par les gouvernements africains pour afficher leur popularité lors de visites d'officiels étrangers ou de campagnes électorales³³⁴.

La campagne russe anti-française a été particulièrement efficace au Mali, où le rapport de l'association *All eyes on Wagner*³³⁵ montre l'influence du *soft power* russe qui a favorisé une présence russe renforcée bien avant la visibilité des mercenaires de Wagner. Comme nous l'avons déjà vu [→ voir partie II. A. 1. a)], dès 2016-2017, des groupes de la société civile malienne, tels que le GPM et en janvier 2021, l'ONG panafricaine Yerewolo-Debout sur Les Remparts, dirigée par une personne proche du gouvernement russe, ont réclamé à plusieurs reprises le retrait des troupes françaises et de l'opération Barkhane, pour céder la place à une intervention russe. Une autre organisation, la Fondation pour la protection des valeurs nationales (FZNC), proche de Wagner, qui mène et publie des enquêtes au Mali, met en évidence des opinions favorables à l'intervention russe et des avis très négatifs sur l'opération Barkhane parmi les populations³³⁶.

³³¹ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 34.

³³² Boukari-Yabara, A. (2021), *op. cit.*, p. 908.

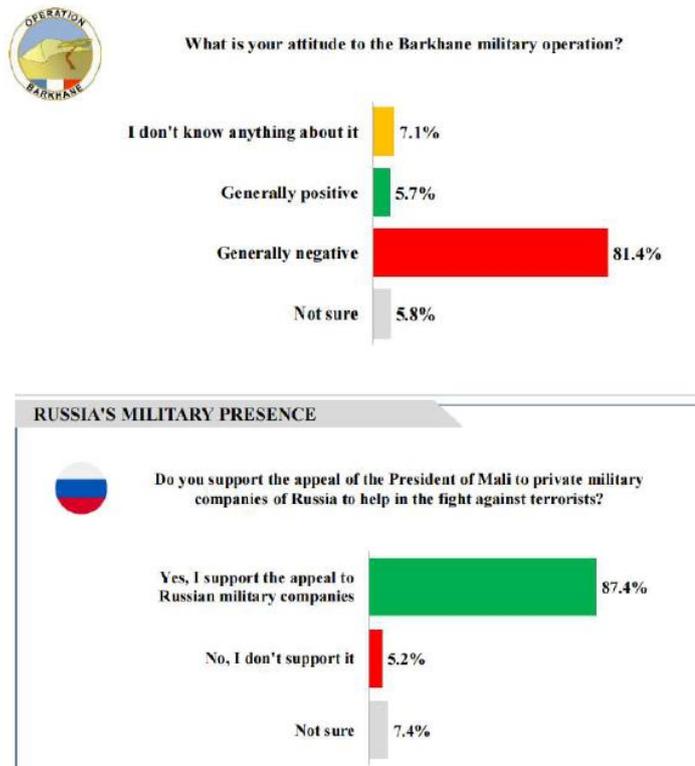
³³³ *Loc. cit.*

³³⁴ *Loc. cit.*

³³⁵ All eyes on Wagner (novembre 2022). Un an de Wagner au Mali. *All eyes on Wagner*.

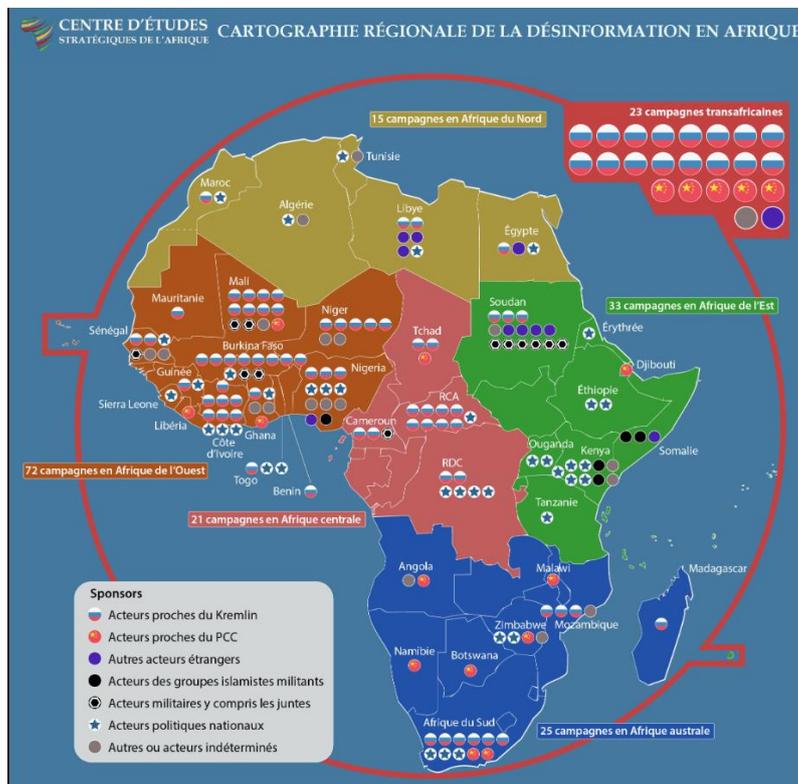
³³⁶ *Ibid.*, p. 5.

Graphique 1 : Extrait de l'enquête de la FZNC sur le Mali (septembre 2021).



Source : All eyes on Wagner (novembre 2022). Un an de Wagner au Mali, p. 5.

Carte 4 : Cartographie de la vague de désinformation en Afrique



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique

En outre, selon l'étude de l'Ichikowitz Family Foundation de 2020 à laquelle nous avons déjà fait référence [→ voir partie I. C. 2.], contrairement à la France, la Russie bénéficie d'une image positive de la part de 86% des jeunes Maliens³³⁷.

Enfin, le manque de solidarité de certains acteurs européens est regrettable. Par exemple, le 20 janvier 2019, Giorgia Meloni, alors députée et présidente du parti *Fratelli d'Italia*, a accusé la France sur le *talk-show* italien « Non è l'arena » d'exploiter indûment les ressources des quatorze pays africains utilisant le franc CFA, donnant ainsi du crédit et de l'audience au discours anti-français³³⁸.

Conclusion de la partie II

Si dans la première partie nous avons évoqué notamment la dégradation de l'image de la France auprès des populations locales et la montée du sentiment anti-français à mesure que l'opération Barkhane s'éternisait et s'enlisait, nous avons mis en lumière dans cette seconde partie comment les juntas militaires responsables des coups d'Etat ont capitalisé sur ce sentiment pour se hisser au sommet de l'Etat. Ainsi, nous constatons ici comment la perception de la population, son sentiment, sa contestation et son rejet de la politique africaine française, mais aussi de la politique des Etats sahéliens qui seraient soumis à la France, peut favoriser l'irruption d'un putsch militaire. S'appuyant sur ce sentiment anti-français pour se hisser au pouvoir, l'alimentant et l'instrumentalisant, utilisant la France comme bouc émissaire, les militaires, pour se maintenir au pouvoir, doivent cette fois être cohérents avec eux-mêmes, ce qui débouche sur la rupture des relations diplomatiques avec la France. Inversement, cette dernière ne reconnaît pas l'autorité des nouvelles juntas militaires au pouvoir, qui sont pourtant soutenues et plébiscitées par les populations locales sahéliennes (même si comme nous l'avons vu, dans certains cas, certains individus affirment avoir reçu de l'argent de la part de la Russie pour manifester). En outre, nous avons également mis en exergue que la France est de plus en plus concurrencée, le temps de l'« exception française » est révolu, elle n'est définitivement plus le seul partenaire ou le partenaire privilégié des Etats sahéliens, il y a désormais la Russie, la Chine, la Turquie, les monarchies du Golfe, et les Etats-Unis qui manifestent leur intérêt

³³⁷ Ichikowitz Family Foundation (2020), *op. cit.*, p. 81.

³³⁸ Dagorn, G. (24 novembre 2022). Les exagérations et manipulations de Giorgia Meloni, qui accuse la France d'exploiter certains pays d'Afrique avec le franc CFA. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/11/24/les-exagerations-et-manipulations-de-giorgia-meloni-sur-le-franc-cfa_6151397_4355770.html.

renouvelé pour la région. Ainsi, la possibilité d'avoir d'autres partenaires au niveau économique, ainsi qu'au niveau sécuritaire par le recours à la milice Wagner qui remplace le vide laissé par la France, permet aux pays sahéliens de s'émanciper du partenaire français et de plus facilement acter une rupture des relations diplomatique avec l'Hexagone. Toutefois, nous avons exposé certaines limites et notamment le risque d'isolement du Mali. L'avenir nous en dira davantage.

Après avoir analysé dans cette deuxième partie les conséquences de l'échec de l'opération Barkhane sur les relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel, il convient à présent de s'interroger s'il n'existerait pas d'autre causes sous-jacentes à cette rupture diplomatique, qui seraient indépendantes de l'opération Barkhane.

III. Les causes profondes du désamour : une rupture prévisible et inéluctable ?

Après avoir détaillé le contexte de l'opération Barkhane et examiné les effets que la reconnaissance comme d'un échec de cette dernière a produit -mauvaises perceptions des populations locales, montée du sentiment anti-français, une rupture dans les relations diplomatiques avec la France-, nous sommes désormais en mesure d'éprouver notre hypothèse de recherche. Dans cette dernière partie, nous tenterons d'aller au-delà du prisme de l'opération Barkhane et de son échec, qui est souvent la cause principale mise en avant pour expliquer les actuelles relations diplomatiques tendues entre la France et les pays du Sahel. Nous essaierons d'examiner les autres causes, indépendamment de l'échec de l'opération Barkhane, qui peuvent expliquer la situation actuelle de dégradation très forte des relations entre l'ancienne puissance coloniale et les pays du Sahel, en particulier ceux du Mali, du Burkina Faso, et du Niger, dont les coups d'Etat par des juntes militaires ont mené au pouvoir des dirigeants fermement opposés à la présence française dans la région [→ voir partie I. B. 2.].

A. Contexte historique et héritage colonial

Si on remonte à l'époque des indépendances en Afrique de l'Ouest et au Sahel, force est de constater que l'histoire depuis lors entre la France la région, est particulière. En effet, alors que la colonisation de la région a pu se faire avec violence³³⁹, et que nous aurions alors pu imaginer un fort ressentiment des colonies nouvellement indépendantes à l'égard de la France, paradoxalement, cette dernière garde avec ses anciennes colonies une relation étroite, intime, privilégiée³⁴⁰. Ce sont ces relations, qui se sont également caractérisées par une opacité, qui ont nourri le néologisme et concept de « Françafrique » [→ voir introduction] qui dans sa forme la plus importante, a duré jusqu'à la fin des années 1990. Néanmoins, certains vestiges de cette période se retrouvent notamment dans l'attitude des membres de gouvernement français -en particulier Emmanuel Macron qui annonçait une véritable rupture- à l'égard des dirigeants africains. De plus, là encore, paradoxalement c'est surtout la jeunesse sahélienne (majoritaire)

³³⁹ Lefebvre, C. (2021). *Des pays au crépuscule : Le moment de l'occupation coloniale (Sahara-Sahel)*. Paris. Editions Fayard.

³⁴⁰ Chafer, T. (2002), *op. cit.*

qui n'a pourtant pas connu l'époque de la colonisation, qui formule les plus grandes critiques à l'égard de la France concernant cette période. Comme l'explique l'historienne Camille Lefèbre, au Niger, où aujourd'hui la contestation de la France est très forte, « la colonisation est encore dans les têtes, dans les corps et dans les esprits »³⁴¹. Ainsi, nous pouvons imaginer que l'échec de l'opération Barkhane (ou du moins, si comme nous l'avons vu cet échec ne fait pas complètement consensus [→ voir partie I. B. 1.], la perception d'échec de cette opération par les populations sahéliennes), a pu mettre le feu aux poudres et constituer un élément déclencheur pour que cette critique (bien qu'ancienne) soit réactivée et plus manifeste.

1. Les séquelles de l'héritage colonial français

Pour de nombreuses raisons, la période coloniale, et notamment les violences qu'elle a impliquées dans la région sahélienne, reste dans les mémoires. Cette question engendre toujours des ressentiments chez les populations sahéliennes. En outre, jusque dans les plus hautes sphères militaires françaises, la région du Sahel continue de s'appréhender à travers les travaux des illustres colonisateurs : les maréchaux Lyautey et Gallieni.

a) Une contestation qui tire ses origines du passé colonial français

En réalité, la colonisation reste l'accusation principale contre la France de la part des citoyens des pays africains ayant subi la conquête française. Elle continue d'être le premier chef d'accusation à la fois chronologiquement, et en termes d'importance : les violences de la conquête, comme les massacres perpétrés par la colonne Voulet-Chanoine au Niger, ainsi que le despotisme de la gouvernance coloniale caractérisé par l'indigénat, le travail forcé, la réquisition de produits agricoles, la spoliation des terres, la centralisation du pouvoir auprès des commandants de cercle, la conscription forcée et l'utilisation comme chair à canon durant les deux guerres mondiales, restent gravés dans les mémoires car le bilan de cette période douloureuse n'a pas encore été dressé³⁴². Ainsi, nous constatons que le rejet ou la contestation de la politique française au Sahel n'est pas nouvelle, c'est en revanche sa montée en puissance

³⁴¹ Bougon, F. (6 août 2023). « Beaucoup en France semblent ne pas mesurer ce qu'a été la colonisation au Niger ». Entretien avec l'historienne Camille Lefèbre. *Mediapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/international/060823/beaucoup-en-france-semblent-ne-pas-mesurer-ce-qu-ete-la-colonisation-au-niger>.

³⁴² Olivier de Sardan, J-P. (2023), *op. cit.*, p. 143.

et sa tonalité qui le sont, notamment du fait des réseaux sociaux [→ voir partie I. C. 2) ; partie II. B. 2)]³⁴³. Le ressentiment anti-français (nouveau terme qui correspond car il s'agit d'une accumulation de frustrations passées) s'était déjà exprimé en Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso) qui fut l'un des premiers foyers de contestation idéologique de la politique africaine française, à partir de 1983³⁴⁴. A cette époque, Thomas popularisa les concepts d'anticolonialisme et d'anti-impérialisme. Puis, après avoir pris le pouvoir en août 1983, il entreprit des réformes profondes qui transformèrent radicalement le pays, notamment en substituant l'autorité traditionnelle des chefs locaux par les Comités de défense de la république (CDR), majoritairement constitués de jeunes. Cette jeunesse, déployée à travers le pays, instaura de nombreux points de contrôle où les interactions avec les étrangers, et particulièrement les Français, étaient souvent tendues³⁴⁵. Enfin, les discussions du 17 novembre 1986 entre François Mitterrand et Thomas Sankara marquèrent un sérieux « coup de froid » dans les relations franco-africaines³⁴⁶. À Bamako, des termes tels que « tutelle », « siège » et « occupation » font partie du vocabulaire politique courant depuis longtemps. La durée prolongée de l'intervention française a rendu possible et a légitimé une forme de gouvernance internationalisée, que de nombreux Maliens ressentent comme une humiliation et une atteinte à la souveraineté nationale³⁴⁷.

Alors qu'un travail de mémoire concernant la colonisation française en Algérie a été entamé et se poursuit³⁴⁸, il n'a pas encore été initié pour la colonisation en Afrique noire. Dans les anciennes colonies françaises, à l'exception notable de la Guinée qui est rapidement devenue une dictature très dure et du Mali, où Modibo Keita a été rapidement renversé, les régimes issus des indépendances ont souvent succédé directement aux colonisateurs avec le soutien et parfois sous la surveillance de ces derniers, marquant le début du néocolonialisme³⁴⁹.

Les nations nouvellement formées n'ont donc pas réussi à s'affranchir de ce lourd passé, contrairement à des pays comme le Ghana ou la Tanzanie, où des figures historiques telles que Nkrumah et Nyerere ont joué un rôle déterminant. Au Niger, par exemple, l'hymne national

³⁴³ Antil, A., Giovalucchi, F. & Vircoulon, T. (2023), *op. cit.*, p. 7-8.

³⁴⁴ Bouquet, C. (2022), *op. cit.*, p. 50.

³⁴⁵ *Loc. cit.*

³⁴⁶ Chanda, T. (10 janvier 2016). Mitterrand-Sankara : le vieux président et le militaire impertinent. *RFI*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160109-mitterrand-sankara-le-vieux-sage-le-capitaine-impertinent>.

³⁴⁷ M. Tull, D. (2021), *op. cit.*, p. 153.

³⁴⁸ AFP (12 janvier 2023). Algérie : Emmanuel Macron souhaite poursuivre le travail de mémoire sans « demander pardon ». *France 24*. <https://www.france24.com/fr/france/20230112-alg%C3%A9rie-emmanuel-macron-souhaite-poursuivre-le-travail-de-m%C3%A9moire-sans-demander-pardon>.

³⁴⁹ Olivier de Sardan, J-P. (2023), *op. cit.*, p. 143.

écrit par un Français a été chanté pendant soixante ans (« Soyons fiers et reconnaissants/de notre liberté nouvelle ! ») avant d’être récemment changé³⁵⁰. De la même façon, jusqu’aux années 2000, les programmes scolaires au Niger étaient calqués sur ceux de la France³⁵¹. L’historienne Camille Lefevre raconte la discussion qu’elle avait eu avec la population lors de son arrivée au Niger dans les années 2000 : « Mais nous, on connaît tout de votre pays, on en connaît la géographie, on en connaît toute l’histoire. On parle votre langue. Vous, vous arrivez, vous ne connaissez rien. Vous ne savez même pas qui on est, vous ne connaissez aucune de nos langues. Pourtant, vous nous avez colonisés pendant 60 ans et vous ne connaissez rien. »³⁵². Selon elle, cette affirmation est toujours vraie, bien qu’aujourd’hui les Nigériens connaissent peut-être moins bien la France, en y voyant surtout seulement plus que ses défauts, c’est-à-dire « une attitude extrêmement arrogante de désintéret [→ voir partie III. A. 2)], de prédation »³⁵³.

Ainsi, aujourd’hui, le passif colonial continue de peser lourdement sur l’Afrique francophone, en particulier au Sahel, et y compris sur les jeunes générations qui n’ont pas vécu cette période. Les manifestations d’étudiants ou de lycéens ciblent fréquemment des symboles français, soulignant que les séquelles coloniales resurgissent régulièrement, comme pour ce qui est du traitement indigne réservé aux anciens combattants africains des guerres mondiales et des guerres coloniales de la France (Indochine, Algérie), avec des pensions bloquées, et qui, une fois payées, étaient très faibles et inférieures à celles perçues par les Français³⁵⁴. De plus, les obstacles et les difficultés rencontrés par les ressortissants des anciennes colonies françaises pour obtenir des visas pour venir en France (y compris pour étudier) sont vécus comme des humiliations.

La Françafrique, qui s’étend d’une période entre 1960 et 2000 et qui n’a pas complètement disparue (avec des acteurs comme Total ou Vincent Bolloré)³⁵⁵, a continuellement ravivé le ressentiment anticolonial, même si elle est considérablement moins importante aujourd’hui qu’à l’époque. Le mélange d’affaires et de corruption, le soutien aux

³⁵⁰ *Loc. cit.*

³⁵¹ Bougon, F. (6 août 2023), *op. cit.*

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ Bernard, P. (12 novembre 1998). Au Sénégal, rencontre avec le dernier de la « Force noire ». *Le Monde*. Il s’agit du témoignage d’Abdoulaye Ndiaye, un ancien combattant du régiment des tirailleurs sénégalais. https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/11/12/le-dernier-de-la-force-noire_3692292_1819218.html#:~:text=Notre%20envoy%C3%A9%20sp%C3%A9cial%20avait%20fait,recevoir%20la%20L%C3%A9gion%20d'honneur.

³⁵⁵ Blamangin, O. (2021). Partie VI. Le temps de la « reconquête » (2010-2021). Chapitre 1. Vincent Bolloré, affaires africaines. Dans : Thomas Borrel (dir.), *L’Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil, p. 825-837.

dictateurs et les interventions militaires en faveur de régimes protégés ont eu des effets dévastateurs. L'opinion publique a alors souvent soupçonné, parfois à tort, l'influence française derrière de nombreux coups d'Etat en Afrique (contre Sankara au Burkina Faso, Diouri Hamani au Niger, Grunitzky au Togo, etc.)³⁵⁶. En effet, pour ce qui est du Niger, les archives de Jacques Foccart montrent au contraire que la France fut très surprise par le coup d'Etat de Seyni Kountché en avril 1974³⁵⁷.

Enfin, bien que la France ne soit plus un acteur économique ou politique prédominant dans ses anciennes colonies, la persistance du franc CFA, sans rentrer dans des débats et considérations économiques, est, au niveau symbolique, également perçue comme un vestige douloureux de la colonisation française. Bien que le franc CFA désigne aujourd'hui le « franc de la Communauté financière en Afrique », son sigle n'a pas changé depuis 1945 qui désignait alors le « franc des colonies françaises d'Afrique ». Ainsi, en Afrique de l'Ouest et Centrale, selon un sondage réalisé par le réseau panafricain de recherche Afrobaromètre, plus de 80% de la population de la région estime que le franc CFA profite plus à la France qu'aux pays membres de la zone franc, et qu'il devrait donc être aboli³⁵⁸. Plus récemment, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont manifesté leur volonté de sortir du franc CFA. En effet, Abdourahmane Tiani, le chef du régime militaire issu du coup d'Etat au Niger en juillet dernier, a évoqué le 12 février 2024 la possibilité de la création d'une monnaie commune avec le Burkina Faso et le Mali, ce qui constituerait une « étape de sortie » de la « colonisation » et permettrait de ne plus être « la vache à lait de la France »³⁵⁹. Cette annonce intervient deux semaines après le retrait de ces trois pays de la CEDEAO, qu'ils accusent d'être instrumentalisée par la France³⁶⁰. En outre, la décision de ces trois mêmes pays et juntes militaires de signer l'accord de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en septembre 2023, à la suite du coup d'Etat au Niger³⁶¹, scelle définitivement la mort du G5 Sahel.

³⁵⁶ Olivier de Sardan, J-P. (2023), *op. cit.*, p. 144.

³⁵⁷ Van Walraven, K. (2014). « Opération Somme » : La *French Connection* et le coup d'Etat de Seyni Kountché au Niger en avril 1974. *Politique africaine*, vol. 134, no. 2, p. 133-154.

³⁵⁸ Jaafar, N. (30 septembre 2022). Afrique de l'Ouest et Centrale : 80% de la population est favorable à l'adoption d'une monnaie unique. *LeBrief.ma*. <https://www.lebrief.ma/afrique/afrique-de-louest-et-centrale-80-de-la-population-est-favorable-a-ladoption-dune-monnaie-unique/>.

³⁵⁹ L'Obs avec AFP (12 février 2024). Le chef militaire du Niger évoque une monnaie commune avec le Mali et le Burkina pour sortir de la « colonisation ». *Le Nouvel Obs*. <https://www.nouvelobs.com/monde/20240212.OBS84373/le-chef-militaire-du-niger-evoque-une-monnaie-commune-avec-le-mali-et-le-burkina-pour-sortir-de-la-colonisation.html>.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ Felix, B. (16 septembre 2023). Mali, Niger and Burkina Faso sign Sahel security pact. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/africa/mali-niger-burkina-faso-sign-sahel-security-pact-2023-09-16/>.

b) Un logiciel de pensée hérité de la colonisation

Cette « guerre contre le terrorisme » à travers l'opération Serval puis Barkhane, qui visait en quelque sorte à libérer les populations sahéliennes de la menace djihadiste, a d'étonnant qu'elle s'est envisagée paradoxalement en reposant sur les modèles et stratégies des guerres de colonisation qui visaient à soumettre les populations ou à « pacifier » une zone. En effet, loin de symboliser « un nouveau départ pour les relations franco-africaines », ainsi que l'avait annoncé Bruno Le Roux quelques jours après le déclenchement de l'opération Serval³⁶², cette dernière s'est nourrie de l'expérience de la conquête coloniale, tout en ravivant d'anciens fantasmes que l'on croyait depuis longtemps révolus³⁶³. En effet, le général Bernard Barrera, commandant des forces terrestres de Serval, qui a dirigé la « reconquête » du nord du Mali, et la prise des villes de Gao, Tombouctou et Kidal, ainsi que le « nettoyage » du massif de Tigharghar, raconte dans son livre-témoignage l'enthousiasme qui l'a gagné lors de sa traque des djihadistes. Il ne s'agissait pas simplement d'une mission, mais d'un véritable retour aux sources, inspiré par les récits de ses lointains aînés durant la conquête coloniale, et qui avaient alimenté ses rêves d'adolescent. En avril 2013, en parcourant le compte rendu d'opération d'un de ses capitaines, il a, écrit-il, « l'impression de relire celui du lieutenant-colonel Joffre, rédigé en 1894, dénonçant les mêmes peurs des sédentaires face aux brigands et aux peuples du Nord »³⁶⁴. Comme de nombreux officiers, Bernard Barrera est issu d'une famille de militaires et il a grandi dans un univers imprégné de références datant de l'époque de la conquête coloniale. Plus au nord du Mali, le général écrit retrouver les paysages qui l'ont fait rêver, petit. Toutefois, dans ces belles images et souvenirs d'enfance, il y a aussi un sentiment d'inachevé dans cette nostalgie. Il l'admet d'ailleurs à demi-mot lorsqu'il explique regretter « d'être né trop tard pour connaître les grandes expéditions sahariennes »³⁶⁵. L'historienne Camille Lefebvre rappelle qu'« il y a encore aujourd'hui une importance du Sahara dans un certain nombre d'unités de l'armée française. Cette région est toujours marquée par un imaginaire mythique »³⁶⁶. Par ailleurs, il ne s'agit pas ici de blâmer le général, mais d'exposer un système de pensée, un « logiciel intellectuel omniprésent dans l'armée »³⁶⁷. « Engagée dans l'opération

³⁶² Compte rendu de la séance du 16 janvier 2013. *Assemblée nationale*. https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2012-2013/20130107.asp#INTER_2.

³⁶³ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 33.

³⁶⁴ Barrera, B. (2015). *Opération Serval : Notes de guerre, Mali 2013*. Paris. Editions Seuil.

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ Jeanneney, J-N. (4 décembre 2021). Sahel et Sahara, une emprise française. Avec Camille Lefebvre. Podcast « Concordance des temps », *France Culture*. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/concordance-des-temps/sahel-et-sahara-une-emprise-francaise-8839571>.

³⁶⁷ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 39.

Barkhane, la France se retrouve sur des territoires qu'elle parcourait déjà au XIX^e siècle, face à des défis similaires. [...] Plus ou moins consciemment, les militaires agissent forts de leur culture opérationnelle ancienne »³⁶⁸. Les témoignages des officiers mettent en effet en lumière le poids de l'héritage colonial au sein de l'armée française.

Le mercredi 6 novembre 2019, le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre, est auditionné par les députés à l'Assemblée générale. Ce dernier se livre à un exercice remarquable de transparence. Alors que rien ne l'oblige à entrer dans les détails, il expose de manière froide la doctrine militaire française au Sahel qui repose en grande partie sur un logiciel vieux de plus d'un siècle, et que l'une de ses références est Hubert Lyautey³⁶⁹. Figure emblématique de la conquête coloniale, ce dernier est célèbre pour son rôle dans la répression des mouvements de résistance en Indochine, à Madagascar et en Algérie, ainsi que pour avoir administré le Maroc et officié comme commissaire général de l'Exposition coloniale de Paris en 1931³⁷⁰.

« Je décrirai notre vision de l'“approche globale” comme une stratégie de gestion de crise centrée sur les populations et sur leur perception du développement de la crise, indique-t-il. Ce concept est hérité de notre aventure coloniale. Dans la manière dont les militaires français, de [Joseph] Gallieni à [Hubert] Lyautey, ont pensé l'établissement d'un empire colonial, il y avait d'abord une vision humaniste [sic] de la gestion de crise et de la guerre. [...] Ne voyez pas dans mon propos un jugement, positif ou négatif, sur l'époque coloniale ; j'observe simplement que ce qui fait le savoir-faire français dans la gestion de crise, c'est aussi cet héritage : nous entretenons depuis très longtemps la conception d'une approche globale et d'une victoire qui doit essentiellement être remportée dans les cœurs et les esprits des populations au secours desquelles nous venons dans les régions que nous cherchons à stabiliser. »³⁷¹

Quelques instants plus tard, il ajoute :

« La création de forces spéciales européennes en Afrique renvoie à la doctrine de la tache d'huile, extensible et durable, qui a été théorisée par Lyautey et vise à sécuriser et à développer les zones conquises en y

³⁶⁸ Lacombe, P. (2019). Guerre au milieu des populations ou guerre au milieu des peuples ? *Revue militaire générale*, no. 55.

³⁶⁹ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 40.

³⁷⁰ *Loc. cit.*

³⁷¹ Compte rendu no. 12, session ordinaire de 2019-2020 (mercredi 6 novembre 2019, séance de 16 heures 30). Commission des affaires étrangères, audition à huis clos du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées. *Assemblée nationale*. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_afetr/115cion_afetr1920012_compte-rendu.

réinstallant l'ordre public et les pouvoirs civils et en n'étendant les conquêtes militaires qu'une fois ces zones pacifiées. C'est ce que nous essayons de faire au Mali depuis dix-huit mois. »³⁷²

Le terme « pacifier » renvoie directement à la conquête coloniale. La méthode de la « tache d'huile » ne consistait pas uniquement à occuper les terres par la force extrême, à la manière de Thomas Bugeaud en Algérie durant les années 1830, mais visait également à envisager une présence française durable en développant les activités sociales et économiques pour minimiser les risques d'insurrection. Lyautey a décrit cette stratégie comme une « action combinée de la force et de la politique »³⁷³, remplaçant l'alternative entre paix ou guerre par une approche intégrative, utilisant à la fois la force pour réprimer les rébellions, comme lors de la guerre du Rif dans les années 1920, et une gestion politique pour maintenir un contrôle étroit sur les populations³⁷⁴. Ainsi, en ce jour de novembre 2019, les députés apprennent que la France, dans sa lutte contre les groupes djihadistes au Sahel, utilise des méthodes qui ont été élaborées et mises en pratique il y a plus d'un siècle, lorsqu'il s'agissait non pas de libérer des peuples, mais de les soumettre. Cependant, cette révélation ne provoque aucune réaction de la part des parlementaires³⁷⁵. Le sociologue Grégory Daho a constaté que depuis les années 1960, ce patrimoine et ces gloires coloniales ne sont plus seulement assumés mais ouvertement revendiqués³⁷⁶. Comme le démontre Niagalé Bagayoko, ces dernières n'avaient en réalité jamais été oubliés³⁷⁷, c'est seulement que les officiers français ne l'annonçaient pas haut et fort. Ainsi, l'opération Serval, et surtout l'opération Barkhane ont été une formidable occasion de les remettre en pratique.

Ainsi, à travers ces exemples, nous remarquons à quel point l'analyse des dynamiques et des réalités de la région sahélienne par la France s'est fondée sur une grille d'analyse désuète, ayant pour origine la période coloniale. A partir de là et dès le départ, une application de cette méthode, et surtout une intériorisation de cette pensée, donne inexorablement naissance à des politiques inadaptées [→ voir partie III. B.] et à un établissement de liens diplomatiques notamment, sur une base erronée. De plus, nous rappelons qu'à l'origine ces méthodes de la période coloniale visaient la soumission des populations. Comment pouvons-nous prétendre à

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ Lyautey, H., 2012, (1900). *Du rôle colonial de l'armée (Ed. 1900)*. Paris. Editions Hachette Livre BNF.

³⁷⁴ Puyo, J. (2012). Une application du « rôle social de l'officier » (Lyautey) : les services du contrôle politique dans le Protectorat français au Maroc (1912-1926). *Les Etudes Sociales*, vol. 156, no. 2, p. 85-100.

³⁷⁵ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 42.

³⁷⁶ Daho, G. (2014). L'érosion des tabous algériens : Une autre explication de la transformation des organisations militaires en France. *Revue française de science politique*, vol. 64, no. 1, p. 57-78.

³⁷⁷ Bagayoko, N. (2004). *Afrique : les stratégies française et américaine*. Paris. Editions L'Harmattan.

de bonnes relations diplomatiques, à un partenariat (terme si cher au président Macron) efficace, d'égal à égal, si nous partons de cette idée ? Par ailleurs, nous avons déjà évoqué que les populations nourrissaient déjà un ressentiment à l'égard de la France, du fait de la période coloniale, que ce n'est pas quelque chose de nouveau. Ainsi, partant de cette idée, il aurait été possible d'envisager une faillite dans les rapports de la France avec les populations sahéliennes, les nouveaux gouvernements issus des coups d'Etat étant une conséquence du mécontentement de ces dernières, et ainsi *in fine* envisager une dégradation des relations diplomatiques [→ voir conclusion partie III]. En outre, il est certain qu'avoir ce logiciel de pensée n'aide pas à trouver des solutions concernant les critiques de paternalisme et de néocolonialisme faites à la France, voire d'un impérialisme moral [→ voir partie III. A. 3. a)].

2. L'essoufflement des attitudes post-coloniales

Dès son arrivée à la présidence Emmanuel Macron veut se montrer en rupture vis-à-vis de ses prédécesseurs, notamment pour ce qui est de la politique africaine de la France. Ainsi, le 2 mars 2023, il martèle que l'« âge de la “Françafrique” est bien révolu »³⁷⁸. Cependant, cet air est bien connu. En effet, Emmanuel Macron l'avait déjà rappelé à Ouagadougou en 2017³⁷⁹ ; en 2012, à Dakar, François Hollande assurait aussi que « le temps de ce qu'on appelait autrefois la “Françafrique” est révolu »³⁸⁰ ; Nicolas Sarkozy avait également promis une telle inflexion lorsqu'il était candidat à la présidentielle de 2007³⁸¹ ; jusqu'à François Mitterrand à La Baule en 1990 qui y faisait indirectement allusion en déclarant que cette « forme subtile de colonialisme qui consisterait pour la France à tenter d'organiser des changements politiques intérieurs par le complot ou la conjuration » serait révolue³⁸². Force est de constater en effet que derrière cette mise en scène de rupture, certains comportements hérités de la Françafrique se perpétuent, tels qu'une certaine tolérance envers de vieux autocrates cramponnés au pouvoir. Certains sahéliens vont même jusqu'à se demander si l'opération Barkhane n'est pas plutôt une mission de sauvetage des despotes, plutôt qu'une opération de lutte contre le terrorisme.

³⁷⁸ Faye, O. (10 mars 2023). Les adieux répétés des présidents à la « Françafrique ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2023/03/10/les-adioux-repetes-des-presidents-a-la-francafrique_6164976_4500055.html.

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ *Ibid.*

³⁸¹ *Ibid.*

³⁸² *Ibid.*

a) Emmanuel Macron ou l'illusion de la rupture

Depuis son arrivée à l'Élysée en mai 2017, Emmanuel Macron s'efforce de projeter l'image d'un président jeune et moderne, naturellement enclin à se distinguer des pratiques de ses prédécesseurs, notamment en ce qui concerne les relations avec l'Afrique. Il évoque souvent son stage de six mois au Nigeria pour l'École nationale d'administration (ENA) en 2002, expérience qui, selon lui, lui aurait « donné une bonne compréhension des défis auxquels sont confrontés les États africains »³⁸³, et déclare qu'il agira en « toute transparence, loin des réseaux de connivence »³⁸⁴.

« J'avais à l'époque un ambassadeur, Jean-Marc Simon, qui m'a appris d'autres choses de l'Afrique. Il avait passé plusieurs années à Bangui et était un pur produit des anciennes colonies »³⁸⁵ déclare encore le chef de l'État. Emmanuel Macron, jeune président français, se targue de ne posséder aucun réseau africain, malgré ses rencontres avec plusieurs chefs d'État du continent lorsqu'il occupait le poste de ministre de l'Économie (août 2014 - août 2016). Cette caractéristique d'une absence de réseau lui permet alors de mettre en scène la « rupture » dans les relations avec l'Afrique³⁸⁶.

Cependant, malgré l'image de renouveau affichée par Emmanuel Macron, sa présidence n'a pas marqué de rupture significative avec les pratiques de ses prédécesseurs concernant la politique africaine de la France. Comme tous les présidents depuis François Mitterrand, Macron conserve le chef d'état-major particulier de son prédécesseur, l'amiral Bernard Rogel, qui connaît bien les dossiers africains, pour assurer la continuité du conseil militaire. Il maintient également Jean-Yves Le Drian au sein de son gouvernement, le « ministre de l'Afrique » de François Hollande, en le nommant à la tête du ministère de la Défense, puis des Affaires étrangères, où il a continué d'influencer les relations françaises avec les pays africains³⁸⁷. De

³⁸³ Ben Yahmed, M. (14 avril 2017). Emmanuel Macron : « J'agirai en Afrique en toute transparence, loin des réseaux de connivence ». *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/429951/politique/emmanuel-macron-defendrai-respect-de-democratie-partout-afrique/>.

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ Airault, P. Glaser, A. (2021), *op. cit.*

³⁸⁶ Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. & Deltombe, T. (2021). Partie VI. Le temps de la « reconquête » (2010-2021). « L'Afrique est notre avenir ». Les nouveaux horizons de la Françafrique. Dans : Thomas Borrel (dir.), *L'Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil, p. 809.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 810.

plus, en bon allié militaire, l'accueil discret à l'Élysée du président tchadien Idriss Déby reflète plutôt une continuité des relations diplomatiques et militaires traditionnelles³⁸⁸.

Ces dernières contrastent avec le message de « disruption » que veulent faire passer Macron et son équipe. En août 2017, à la conférence des ambassadeurs, le président explique qu'« une politique étrangère désireuse de rétablir la sécurité doit activer trois grands leviers, [...] les trois D, Défense, Développement et Diplomatie. »³⁸⁹. Il s'agit d'une formule nouvelle pour appeler notamment l'AFD à travailler en « étroite symbiose »³⁹⁰ avec l'état-major des armées, avec qui elle avait pourtant déjà signé un accord-cadre en 2016.

Le 28 novembre 2017, à l'université de Ouagadougou, Macron s'engage à transmettre à la justice burkinabè les éventuelles archives concernant l'assassinat de Thomas Sankara à qui il rend hommage, et annonce qu'« il n'y a plus de politique africaine de la France ! »³⁹¹. Là encore, le discours paraît nouveau, en rupture. Pourtant, Macron s'inscrit dans le droit fil de Nicolas Sarkozy et de François Hollande qui avaient déjà promis la « rupture ». Comme ses prédécesseurs, il évoque une « amitié » impliquant une « sincérité », imposant de « tout se dire », donne son avis sur les grands « défis » auxquels feraient face les pays africains, tout en se défendant de donner des « leçons »³⁹². Sur le fond pourtant, il évite d'aborder les sujets qui fâchent, comme les bases militaires et le franc CFA [→ voir partie III. A. 1. a)] qui est un « non-sujet » pour la France.

Lors de la campagne présidentielle de 2017, Macron avait surpris en qualifiant la colonisation de « crime contre l'humanité ». Dans le même discours face aux étudiants burkinabè, il déclare que « les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de notre histoire », donnant l'illusion d'une condamnation, qui ne sera finalement jamais clairement formulée.

Enfin, pour ce qui est de la « jeunesse » du président Macron, elle s'accommode finalement des vieux autocrates cramponnés au pouvoir³⁹³. En juillet 2018, lors d'une visite au

³⁸⁸ *Ibid.* p. 811.

³⁸⁹ Discours du Président de la République à l'ouverture de la conférence des Ambassadeurs (29 août 2017). *Elysée*. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/08/29/discours-du-president-de-la-republique-a-l-ouverture-de-la-conference-des-ambassadeurs>.

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ Discours d'Emmanuel Macron à l'université de Ouagadougou (28 novembre 2017). *Elysée*. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou>.

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. & Deltombe, T. (2021), *op. cit.*, p. 816.

Nigéria, et interrogé par un journaliste camerounais sur la répression violente des mouvements pacifiques dans les régions anglophones du Cameroun par le président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, soit aujourd'hui plus de quarante ans, le président français répond seulement que le pays a besoin de « stabilité », un terme qu'il répètera quatre fois³⁹⁴. Avant le second tour de la présidentielle en 2017, Macron avait déjà déclaré : « Je suis très attaché à la stabilité des Etats, même quand nous sommes face à des dirigeants qui ne défendent pas nos valeurs ou peuvent être critiqués »³⁹⁵. Ainsi, le rejet de cette continuité est particulièrement palpable lorsque le coup d'Etat militaire d'août 2020 au Mali, pourtant acclamé par la jeunesse du pays mais condamné par la France, met le feu aux poudres dans les rues de Bamako. Le renversement du président IBK et de son gouvernement intervient à la suite de la répression de grandes manifestations populaires qui critiquaient l'incurie du pouvoir et l'ingérence de Paris dans les affaires politiques et militaires du Mali.

De la même façon, après la mort soudaine du régime répressif³⁹⁶ d'Idriss Déby, « la France perd un ami courageux »³⁹⁷ selon le communiqué de la présidence. Emmanuel Macron est le seul chef d'Etat européen présent aux obsèques du dictateur, soutenu depuis plus de trente ans par Paris. Macron arguera par la suite avec cynisme qu'il sera aux « côtés » du fils Mahamat Idriss Déby, arrivé à la tête de l'Etat par les généraux du régime, pour accompagner la « transition démocratique »³⁹⁸. L'arrivée au pouvoir de Mahamat Idriss Déby fut suivie de manifestations violemment réprimées, ce que condamnera finalement Macron. Néanmoins, loin d'être un « rétropédalage », il s'agirait d'une « simple opération de communication pour désamorcer l'explosion de colère qui cible l'ancienne puissance coloniale »³⁹⁹.

b) L'intervention française : combat contre les djihadistes ou opération de sauvetage des despotes ?

³⁹⁴ *Loc. cit.*

³⁹⁵ *Loc. cit.*

³⁹⁶ Macé, C. (14 septembre 2017). Amnesty International dénonce une « nouvelle vague de répression » au Tchad. *Libération*. https://www.liberation.fr/planete/2017/09/14/amnesty-international-denonce-une-nouvelle-vague-de-repression-au-tchad_1596102/.

³⁹⁷ Décès du Président de la République du Tchad, Idriss Déby Itno (20 avril 2021). *Elysée*. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/04/20/deces-du-president-de-la-republique-du-tchad-idriss-deby-itno>.

³⁹⁸ Dariustone, B. (23 avril 2021). Hommage à Idriss Déby : Emmanuel Macron salue « un ami ». *DW*. <https://www.dw.com/fr/c%C3%A9r%C3%A9monie-dhommage-%C3%A0-idriss-d%C3%A9by-emmanuel-macron-salue-un-ami/a-57317190>.

³⁹⁹ Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. & Deltombe, T. (2021), *op. cit.*, p. 817.

Depuis les indépendances des anciennes colonies, comme nous l'avons vu, au Sahel, Paris a œuvré à maintenir son influence sur ce qu'elle considère comme son « pré carré » en y plaçant ses protégés. Ainsi, la présence militaire française a souvent servi à appuyer ses alliés et à affaiblir ses opposants. En plus des rumeurs que nous avons déjà abordées [→ voir partie I. C. 2)], certains se questionnent aussi si la présence française dans la région est davantage là pour combattre les djihadistes ou sauver les despotes. En effet, nous analyserons que l'opération Barkhane, censée se concentrer sur la « lutte antiterroriste » n'a pas complètement dérogé à la tradition française que nous avons énoncé après les indépendances. Les troupes ont parfois été mobilisées pour soutenir un gouvernement en péril, et les dirigeants sahéliens ont rapidement saisi les avantages de se présenter comme des alliés de la France dans cette guerre contre le terrorisme. C'était pour eux une façon de s'acheter une assurance-vie et de parer les critiques sur leurs dérives autoritaires et autocratiques.

Ainsi, en plus du cas du Mali et du Tchad que l'on a évoqué précédemment, pour le Burkina Faso, sous François Hollande, la France vient « à la rescousse » de Blaise Compaoré, l'exfiltrant du pays en 2014 à travers la force Sabre qui est officiellement censée lutter contre les groupes terroristes. Cette évacuation intervenait après que ce dernier voulait encore modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat au pouvoir. Cette fois-ci, les Burkinabè s'étaient mobilisés en masse contre cette décision, incendiant l'Assemblée nationale, saccageant les maisons de plusieurs dignitaires, chassant les députés qui s'apprétaient à adopter une nouvelle Constitution⁴⁰⁰...

Au Niger, Mahamadou Issoufou, élu en 2011 et réélu en 2016 à l'issue d'un scrutin contesté, a également toujours bénéficié du soutien de la France, il était considéré comme intouchable à Paris et cité en exemple. A l'image d'IBK, l'engagement du Niger dans la lutte antiterroriste lui a donné une importance stratégique. Dans le cadre de l'opération Barkhane, Niamey devient une place forte pour la présence militaire française. Malgré les dénonciations répétées d'atteintes aux libertés par l'opposition et diverses ONG à l'égard du régime, les diplomates français ont souvent minimisé ou ignoré ces accusations. Les activistes, tels qu'Ali Idrissa, ont été régulièrement arrêtés et intimidés, notamment lors d'événements comme la visite de François Hollande en 2014. D'autres critiques ont été formulées contre le musellement de la société civile, les arrestations arbitraires, et la répression des mouvements sociaux. En effet, en 2020, des responsables d'ONG s'interrogent sur l'absence de réaction de Paris face à

⁴⁰⁰ Carayol, R. (2023), *op. cit.*, p. 253.

ces abus. « Pourquoi la France reste-t-elle sourde à ces dérives ? La lutte contre les groupes armés au Sahel ne peut en aucun cas justifier le silence de la France »⁴⁰¹. De même, le collectif Tournons la Page a publié en juin 2022 un rapport : « Niger – L’espace civique en voie d’extinction » où le mouvement documente une dégradation spectaculaire des libertés publiques « depuis le début 2014 »⁴⁰², soit depuis le commencement de l’opération Barkhane. Enfin, l’attitude de l’ambassade de France à Niamey, où les membres du collectif Tournons la Page auraient été mal reçus, soulignant une réticence de la France à reconnaître ou à agir face aux abus rapportés par ces militants, lesquels considèrent l’armée française comme une « armée d’occupation » (ce qui fait écho à notre première partie).

Ces pratiques réalisées par la France ont continué à dégrader l’image de cette dernière, qui se rendait en outre coupable de ne pas respecter les valeurs qu’elle prônait et promouvait à l’égard des pays du Sahel.

3. Des postures et discours en contradiction qui abiment la relation en profondeur

La crise démocratique au Sahel a pavé la voie aux juntes militaires qui ont pris le pouvoir, tout en ayant bénéficié d’un soutien populaire. Ce dernier s’explique par la faillite des démocraties sahéliennes gangrénées par la corruption. A travers cette faillite, la France est mise en cause. En outre, il est toujours reproché à cette dernière de n’avoir pas changé ses mauvaises habitudes : elle tient un discours paternaliste, elle est arrogante, condescendante, moralisatrice, offensante...

a) Crise de la démocratie et retour des autoritarismes au Sahel

Comme nous l’avons déjà évoqué en introduction de ce mémoire avec Niagalé Bagayoko, les coups d’Etat au Sahel sont en réalité une illustration d’« un mauvais coup de plus porté à la démocratie »⁴⁰³ et d’une démocratie qui a déçu. Du fait des écueils de cette dernière,

⁴⁰¹ Collectif d’ONG (25 juin 2020). Face à la politique répressive au Niger, le silence coupable de la France. *Libération*. https://www.liberation.fr/debats/2020/06/25/face-a-la-politique-repressive-au-niger-le-silence-coupable-de-la-france_1792147/.

⁴⁰² Tournons La Page (9 juin 2022). Niger : L’espace civique en voie d’extinction ; Voir aussi : Tournons La Page (mars 2020). Niger : Quand l’antiterrorisme justifie la restriction de l’espace civique.

⁴⁰³ Olivier de Sardan, J. (2023). Chapitre 13 : Crise de la démocratie, crise sahélienne et coup d’Etat au Niger : le grand gâchis. Dans : J. Olivier de Sardan, *L’enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*. Paris. Editions Karthala, p. 185.

on assiste alors à une véritable contre-révolution menant à la prise du pouvoir par des juntes militaires, soutenues par les populations.

Dans le chapitre 13 du livre d'Olivier de Sardan, l'auteur met en évidence comment la démocratie en Afrique et en particulier au Sahel est minée par divers maux internes, tels que la corruption endémique, l'affairisme des élites, la manipulation des élections, et le manque de services publics adéquats. Ainsi, ces problèmes ont sapé la confiance des populations dans leurs gouvernements, les rendant permissifs ou même favorables à des changements de régime abrupts et non démocratiques⁴⁰⁴. Par ailleurs, la crise sécuritaire exacerbée par l'insurrection djihadiste dans la région du Sahel, a également contribué à l'affaiblissement des régimes démocratiques. De plus, les groupes djihadistes se présentent comme une alternative crédible en promouvant l'idée que leurs gouvernances basées sur des principes islamiques stricts seraient préférables à des démocraties corrompues et inefficaces. Ce discours trouve alors un écho parmi des segments de la population fatigués des échecs répétés de leurs gouvernements⁴⁰⁵.

Au Niger, le parti au pouvoir du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme (PNDS) sous Mahamadou Issoufou et son successeur Mohamed Bazoum a vu une augmentation de la corruption et une détérioration de la qualité des services publics⁴⁰⁶. Le coup d'Etat en juillet 2023 s'interprète alors comme une réaction à ces échecs et une alternative, ce qui explique alors mieux ce qui semblait à un paradoxe : une population qui soutient un renversement démocratique pour renouer avec l'autoritarisme des militaires.

Or, historiquement, ce sont les puissances occidentales (la France en tête pour ce qui est du Sahel) qui ont toujours soutenu et influencé les pays à opter pour ce type de régime démocratique. En effet, la vague de démocratisation au Sahel est généralement considérée comme ayant débuté au début des années 1990. Or, cette année-là, au sommet de la Baule (qui est aussi révélateur du début de la fin de la Françafrique), François Mitterrand déclare que « l'aide traditionnelle [...] sera plus tiède en face de régimes qui se comporteraient de façon autoritaire, sans accepter l'évolution vers la démocratie »⁴⁰⁷. Cette aide, pour en bénéficier, les pays du Sahel, entre autres, devront désormais respecter certaines conditions. Toujours selon François Mitterrand à la Baule, ce sera : « système représentatif, élections libres, multipartisme,

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 186-187.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 187-188.

⁴⁰⁷ Série « Mappemonde », épisode 11 (janvier 2024). Comment la France est-elle devenue indésirable au Sahel ? *Le Monde*. <https://www.dailymotion.com/video/x8ql6ch>.

liberté de la presse, indépendance de la magistrature, pas de censure. [...] C'est la direction qu'il faut prendre »⁴⁰⁸. Ainsi, notamment en conditionnant l'aide au développement, le système démocratique est souvent vu comme imposé ou orienté par des intérêts extérieurs, plutôt que par un véritable désir de répondre aux besoins des citoyens africains⁴⁰⁹. En outre, il semble exister un double poids de deux mesures par la France concernant le respect de ce principe démocratique [→ voir partie III. A. 2.]. Comme nous l'avons vu par exemple au Tchad, alors que l'arrivée au pouvoir de Mahamat Idriss Déby a été considérée par beaucoup de population de la région comme un coup d'Etat, a été acté par la France. En effet, ce dernier reste un allié pour l'Hexagone. En revanche, dans les autres pays, comme au Mali, au Burkina Faso ou au Niger, le coup d'Etat a été fermement condamné par la France car il ne servait pas les intérêts ou le positionnement stratégique français. Dans certains cas, une rupture de l'ordre constitutionnel est acceptable, et dans d'autres non⁴¹⁰. Ce double standard est fortement critiqué par les populations sahéniennes et c'est pourquoi, nous le rappelons, il est difficile de concurrencer des pays comme la Russie ou la Chine [→ voir partie II. A.]. La France ne part pas sur le même pied d'égalité. La différence est que ces derniers « ne donnent pas de leçons » ou n'imposent pas certaines conditions de moralité ou d'inspiration démocratique lorsqu'ils disent proposer leur aide. Ils n'entrent ainsi pas en contradiction avec leurs valeurs, ce qui est reproché à la France. Paradoxalement, ils apparaissent alors comme plus honnêtes, plus respectables, et respectant la souveraineté des Etats sahéniens.

Enfin, pour revenir à l'aide au développement, cette dernière est donc souvent perçue comme un facteur de domination, où les partenaires du Nord imposent leurs conditions de moralité. Cette dépendance à l'aide perpétue un sentiment d'humiliation parmi les bénéficiaires. Bien que la contribution directe de la France à cette aide soit aujourd'hui relativement mineure comparée à celle d'autres pays européens, la perception de cette dépendance et de l'ingérence française demeure forte, nourrissant un désir de revanche et de méfiance envers les intentions françaises⁴¹¹. En effet, cette conditionnalité de l'aide peut aussi être perçue comme une insulte à la souveraineté des Etats. Dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique-France le 8 octobre 2021, l'activiste malienne Adam Dicko, a formulé une critique ancienne à Emmanuel Macron : « arrêtez ce discours paternaliste, dire que nous allons vous aider »⁴¹². Ainsi, le président

⁴⁰⁸ *Ibid.*

⁴⁰⁹ Olivier de Sardan, J. (2023), *op. cit.*, p. 186.

⁴¹⁰ Série « Mappemonde », épisode 11 (janvier 2024), *op. cit.*

⁴¹¹ Olivier de Sardan, J. (2023), *op. cit.*, p. 144.

⁴¹² Série « Mappemonde », épisode 11 (janvier 2024), *op. cit.*

français n'a pas su imposer son image de « rupture » [-> voir partie I. A. 2) a)] s'est également rendu coupable de plusieurs maladroites vexatoires.

b) Des maladroites vexatoires

« La France, on l'aime mais on la veut autrement ». Voilà le sentiment général que les Africains expriment⁴¹³. C'est un sentiment de déception envers une France à laquelle ils se sentent liés mais qui leur semble méconnaissable. Ils ont unanimement déploré des attitudes qu'ils perçoivent comme indifférentes, offensantes et parfois dégradantes⁴¹⁴.

Les Français sont souvent vus comme paternalistes, arrogants, condescendants, moralisateurs, peu attentifs, et imposant leurs standards ainsi que leurs idées préconçues. De nombreux témoignages ont illustré des incidents qui ont accentué la méfiance de l'Afrique envers la France. Même si certains incidents peuvent sembler triviaux, ils ont été perçus comme des manifestations irritantes de l'esprit de la Françafrique ou, dans le meilleur des cas, comme une ignorance des traditions et cultures africaines⁴¹⁵.

Bruno Fuchs met en lumière quelques cas qu'il juge significatifs, comme le tutoiement spontané de certains officiels français envers leurs homologues africains plus âgés : là où les Français y voient un geste de convivialité bien intentionné, les Africains y voient une preuve évidente de manque de respect. On cite aussi fréquemment la phrase de l'ancien président Nicolas Sarkozy, « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire »⁴¹⁶, prononcée lors de son discours de Dakar en 2007, ou les commentaires de l'actuel président Emmanuel Macron, qui avait qualifié le président burkinabè de réparateur de climatisation (« il est parti réparer la climatisation ») lors d'une blague faite dans un esprit de camaraderie avec les étudiants de l'université de Ouagadougou en 2017⁴¹⁷.

⁴¹³ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 64.

⁴¹⁴ *Loc. cit.*

⁴¹⁵ *Loc. cit.*

⁴¹⁶ AFP (22 novembre 2012). L'intégralité du discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy. *Le Nouvel Obs*. <https://www.nouvelobs.com/politique/20121122.OBS0195/l-integralite-du-discours-de-dakar-prononce-par-nicolas-sarkozy.html>.

⁴¹⁷ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 64.

Ces maladresses ne sont pas exclusives au domaine politique et peuvent être observées dans divers secteurs. Il s'agit d'un point crucial : aucune tentative de reconquête ne réussira sans une modification des comportements⁴¹⁸.

D'autres actions françaises ont aussi généré des malentendus. Nous pouvons penser au Nouveau Sommet Afrique-France dont nous avons déjà parlé, et qui s'est tenu à Montpellier en 2021. Tandis que la France en souligne l'aspect novateur, les populations africaines ne se sont pas senties représentées et les chefs d'Etat, qui n'étaient pas invités, ont ressenti une trahison. En effet, ce sommet était consacré exclusivement aux jeunes africaine et française⁴¹⁹.

Pour finir, il faut également mentionner les visites officielles éclair des membres du gouvernement français, qui sont perçues par les pays hôtes comme un signe de manque de respect et d'intérêt flagrant⁴²⁰.

B. Une perte de connaissances généralisée sur l'Afrique qui accentue la dimension « hors sol » de la politique africaine française

Paradoxalement, bien que la France entretienne depuis longtemps des relations privilégiées avec le Sahel et soit souvent critiquée pour son omniprésence dans la région, sa compréhension de ses partenaires africains est limitée et semble même diminuer avec le temps. Dans les sphères économique, politique, militaire, diplomatique ou académique, peu sont ceux qui saisissent véritablement l'Afrique dans toute sa nuance, sa diversité et ses transformations profondes. Les anciens réseaux de la Françafrique ont cédé la place à un certain vide.

Cette réalité, combinée à un déficit de ressources pour la recherche et la diplomatie, et face à la concurrence des continents européen, asiatique ainsi que du Proche et Moyen-Orient, perçus comme plus attrayants à plusieurs égards, a fait que l'Afrique est devenue une priorité secondaire dans l'agenda diplomatique français. Par ailleurs, les établissements dédiés à l'étude de l'Afrique ont pour certains disparus, comme le centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, fondé en 1937 et fermé en 2000. C'est là que réside le danger : comment élaborer une stratégie pertinente et éviter de continuer une politique déconnectée sans une

⁴¹⁸ *Loc. cit.*

⁴¹⁹ *Loc. cit.*

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 65.

connaissance approfondie des destinataires de cette politique ? Cette lacune est d'autant plus préjudiciable que les Africains, en particulier les francophones, possèdent -comme nous l'avons vu pour ce qui est des Nigériens [→ voir partie III. A. 1) a)]- une connaissance détaillée de la France, de son histoire et de sa culture.

1. Un monde de la recherche doté d'une expertise d'excellence mais peu dense, entravé par les problématiques sécuritaires de l'Afrique

La France jouit d'une renommée internationale pour l'excellence de ses recherches concernant les enjeux liés au continent africain. Néanmoins, les institutions françaises dédiées spécifiquement à l'étude de l'Afrique sont encore en nombre limité⁴²¹. Il est paradoxal de noter que les études sur la région sahélienne sont plus avancées aux Etats-Unis qu'en France, bien que notre pays ait vu naître ces dernières années un dynamisme intellectuel accru concernant l'Afrique⁴²².

Bien que l'Afrique peine encore à être reconnue comme un domaine d'étude prioritaire en France, la connaissance de cette région est également entravée par les difficultés logistiques rencontrées par les chercheurs souhaitant se rendre sur place, en raison de la dégradation de la sécurité dans de nombreuses parties du continent. En tant que fonctionnaires, ces chercheurs doivent adhérer aux consignes de sécurité émises par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. En outre, une fois les recherches publiées, il est regrettable de constater que la valorisation de ces travaux français reste faible, et qu'ils influencent rarement la prise de décisions politiques. Bien que ce ne soit pas le rôle des chercheurs de fournir des solutions toutes faites aux décideurs, leurs études, qui offrent une compréhension approfondie du terrain et des complexités locales, devraient contribuer davantage à éclairer les débats politiques. A titre d'exemple, aux Etats-Unis, le programme de formation des diplomates nommés ambassadeurs inclut des sessions de rencontre avec des chercheurs spécialistes des pays de destination. Ces interactions sont perçues comme une opportunité d'enrichissement mutuel et non comme une remise en question de la compétence des diplomates⁴²³.

⁴²¹ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 60

⁴²² *Ibid.*, p. 61.

⁴²³ *Ibid.*, p. 62.

2. Une disparition de connaissances sur l’Afrique au sein du Quai d’Orsay

La sous-valorisation des parcours professionnels axés sur l’Afrique au sein du Quai d’Orsay, conjuguée à la suppression en 1998 du ministère de la coopération, reconnu pour son expertise sur le continent africain, ainsi que la réduction des postes diplomatiques disponibles, particulièrement dans les pays africains, et le désengagement du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères sur les questions africaines, ont vraisemblablement freiné le développement d’une véritable filière « Afrique » au sein du Quai⁴²⁴.

Il est généralement admis que les postes en Afrique ne bénéficient pas de la valorisation qu’ils méritent dans la carrière des diplomates. Il est également fréquent que des non-spécialistes, ou des spécialistes d’une région de l’Afrique soient affectés à une autre région du continent. Bruno Fuchs déplore notamment la quasi-absence d’ambassadeurs ou de consuls de couleur en poste en Afrique, ce qui témoigne d’un éloignement des experts les plus pertinents sur le sujet. Face à ces défis, le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères a néanmoins pris conscience de la nécessité d’agir et a mis en place plusieurs initiatives pour renforcer cette filière africaine. Parmi ces mesures, on note la révision du concours d’Orient prévue pour l’automne 2024 avec l’introduction d’une section « Afrique » et la possibilité de concourir en présentant deux langues supplémentaires, le wolof et le peul, s’ajoutant à l’haoussa, au mandingue et au swahili. Le ministère envisage aussi de renforcer la formation initiale et continue des diplomates concentrés sur l’Afrique et d’étudier la mobilité hors ministère pour des postes traitant des questions africaines au sein d’autres administrations françaises, d’entreprises, d’ONG, d’institutions européennes ou de *think tanks*. Des efforts sont également faits pour mieux prendre en compte les contraintes spécifiques à certains pays africains et pour mieux faire connaître le ministère et ses métiers auprès des publics intéressés par l’Afrique mais peu attirés par les carrières diplomatiques, souvent par manque de connaissance de la réalité des métiers et en raison de la perception que la diplomatie demeure hors de portée et destinée à une élite⁴²⁵.

3. Une lente réduction de l’empreinte française sur le terrain

⁴²⁴ *Loc. cit.*

⁴²⁵ *Ibid.*, p. 63

La réduction drastique du nombre de coopérants en Afrique est particulièrement préjudiciable, privant la France de sources d'information cruciales qui formaient un réseau dense et facilitaient une compréhension détaillée des dynamiques africaines. A la fin des années 1990, la France comptait 10 000 coopérants civils ; aujourd'hui, il en reste moins de mille, dont les deux tiers se trouvent sur le continent africain. Cette situation prive la France de sources d'information essentielles, qui permettaient autrefois de tisser un réseau dense et d'obtenir une compréhension approfondie des dynamiques locales⁴²⁶.

Dans le secteur militaire, le nombre de coopérants a également chuté drastiquement, passant de 9 000 dans les années 1990 à environ 400 aujourd'hui. Cette baisse significative limite les possibilités pour les officiers français de séjourner et d'interagir en Afrique en dehors des opérations militaires, et ne favorise pas les échanges avec les populations locales. Le colonel Charles Michel, vétéran des opérations Serval, Barkhane et Sangaris, témoigne alors : « Ce dont je me suis aperçu sur mes dix ans d'opérations au Sahel, c'est que la connaissance que nous pensions avoir, nous militaires, était au mieux succinct et au pire inexistante. Lorsque j'arrive au Sahel, c'est ma cinquième opération extérieure. J'ai sauté de la Bosnie à l'Afghanistan, du Kosovo au Liban, donc je découvre le Sahel »⁴²⁷. En effet, les connaissances que les militaires pouvaient avoir ont pu souvent être fantasmées [→ voir partie III. A. 1) b)]. Il souligne l'importance des contributions de chercheurs comme Francis Simonis et Alain Antil, qui ont enrichi sa réflexion, notamment en matière de stratégies de contre-insurrection adaptées aux contextes sahéliens. Au cours des neuf années de l'opération Barkhane, neuf commandements différents se sont succédé, chacun avec une connaissance variable des subtilités du terrain⁴²⁸.

Cette méconnaissance se retrouve également dans les milieux économiques, où l'on a tendance à surestimer les risques d'une implantation en Afrique. Cette perception, combinée à une réelle appréhension, pousse les entreprises à abandonner ou reporter leurs projets sur le continent. Ce phénomène est préjudiciable à plusieurs égards : il maintient une vision souvent obsolète de l'Afrique, en partie héritée de l'époque de la Françafrique, rendant difficile la reconnaissance des évolutions actuelles. La France se limite ainsi à une interaction réductrice avec les régimes en place, au risque de se mettre à dos les futurs dirigeants. Enfin, en

⁴²⁶ *Loc. cit.*

⁴²⁷ Michel, C., Mugnier, P. (15 juin 2023). Quels retours d'expérience du Sahel ? Entretien avec C. Michel. *Diploweb*. <https://www.diploweb.com/Quels-retours-d-experience-du-Sahel-Entretien-avec-C-Michel.html>.

⁴²⁸ Fuchs, B. et Tabarot, M. (8 novembre 2023), *op. cit.*, p. 63.

affaiblissant sa politique de coopération, jugée parfois désuète, la France s'est privée de relais essentiels qui étaient ancrés dans des réalités locales désormais négligées⁴²⁹.

Conclusion de la partie III

Dans cette troisième et dernière partie, nous avons ainsi pu constater comment une multitude de facteurs, en dehors du simple état de fait de l'échec de l'opération Barkhane, ont pu influencer la dégradation, puis la rupture des relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger). Dans ces facteurs, on retrouve une posture française maladroite qui est perçue comme humiliante par certains chefs d'Etat africains, mais aussi un sentiment (qui est une perception dans l'instant) ou plutôt alors un ressentiment (qui est une accumulation des frustrations passées, un retour des souvenirs qui fâchent⁴³⁰) des populations sahéliennes envers la France car ancien et précédant l'intervention française au Sahel [→ voir partie III. A. 1) a)]. Ce ressentiment est donc bien indépendant de l'opération Barkhane car précédant cette dernière. Cette rupture et ce ressentiment tient aussi à des facteurs structurels car nous avons évoqué comment l'intervention française a été pensée et appréhendée par la hiérarchie militaire à travers certains fantasmes, un imaginaire colonial, un logiciel de pensée des problématiques sahéliennes hérité de la colonisation [→ voir partie III. A. 1) b)]. Dans les éléments que nous avons présenté, le ressentiment des populations sahéliennes tire ses origines de la période coloniale [→ voir partie III. A. 1) a)]. S'il est manifestement plus médiatisé aujourd'hui, cela ne signifie qu'il n'existait pas auparavant. Dans une autre mesure, comme nous l'avons vu en seconde partie, cette rupture diplomatique se matérialise et survient à la suite des coups d'Etat perpétrés par les juntes militaires. Or, si ces coups d'Etat ont éclaté c'est parce que le modèle et système démocratique, gangrené par la corruption notamment, a fortement déçu les populations sahéliennes qui n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer. En outre, ce système a été promu par l'Occident et en particulier par la France qui, depuis le discours de La Baule de 1990, explique qu'elle ne maintiendra son aide au développement que si les Etats sahéliens vont dans le sens de la démocratisation des régimes. Ainsi par effet de parallélisme, les contestations et le mécontentement envers les démocraties locales se superposent avec ceux du gouvernement français perçu comme responsable car ayant imposé cette démocratie qui s'est révélée défailante. C'est ainsi que la France peut se retrouver comme bouc émissaire, ayant

⁴²⁹ *Loc. cit.*

⁴³⁰ Bouquet, C. (2022), *op. cit.*

bon dos pour que les juntes militaires au pouvoir lui reprochent tous les maux, alors même que ces militaires sont souvent issus de l'appareil d'Etat précédent qui a été renversé. Se présentant comme différentes des démocraties, plus vertueuses, et meilleures pour la population, l'ultime étape pour les juntes militaires est alors de couper les relations diplomatiques avec la France.

Dans son livre publié en 1968, Edward N. Luttwak décrit de manière détaillée les étapes, conditions et stratégies nécessaires pour orchestrer un coup d'Etat réussi⁴³¹. Selon lui, un aspect crucial de la réussite d'un coup d'Etat est l'exploitation efficace des sentiments préexistants au sein de la population, tels que le mécontentement envers les dirigeants actuels ou envers des influences étrangères. Luttwak souligne l'importance de la préparation et de l'alignement des conditions politiques et sociales qui peuvent être manipulées pour faciliter la prise de pouvoir par des élites militaires ou d'autres groupes. En l'appliquant au contexte du Mali, Burkina Faso et Niger, comme nous l'avons vu, l'opération française Barkhane, visant à lutter contre le terrorisme, a souvent été perçue comme un échec ou une intervention néocoloniale. Ainsi, ce ressentiment envers la France, couplé à des problèmes internes tels que la corruption, la pauvreté et l'instabilité politique, a créé un terreau fertile pour l'application des principes de Luttwak. Les élites militaires, observant ce mécontentement croissant qui a été renforcé par l'échec de l'opération Barkhane y ont vu alors une opportunité pour fomenter un coup d'Etat et pour accéder au pouvoir en se positionnant comme des alternatives aux régimes démocratiques défaillants en place parfois perçus comme soutenant et soutenu par les intérêts français [→ voir partie III. A. 2) b)]. De plus, Luttwak explique que pour maintenir le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, il est essentiel de légitimer rapidement la nouvelle autorité. Ainsi, dans les pays du Sahel concernés (Mali, Burkina Faso, Niger), les juntes militaires affirment entre autres leur indépendance vis-à-vis de la puissance étrangère française qui est rendue coupable d'ingérence dans la souveraineté des Etats sahéliens, en rompant les relations diplomatiques avec cette ancienne puissance coloniale.

Enfin, la perte de connaissance des officiels français sur le continent africain n'a pas permis de mettre en œuvre une politique africaine française adaptée et efficace. Elle est souvent perçue comme « hors sol ».

⁴³¹ Luttwak, E., 1968, (2016). *Coup d'Etat: A Practical Handbook*. Editions Harvard University Press.

Ainsi, le rejet de la France, enraciné dans des causes historiques anciennes antérieures à l'opération Barkhane [→ voir partie III. A.] et indépendantes de la façon dont cette dernière s'est déroulée [→ voir partie III B.], rendait prévisible une rupture diplomatique.

Conclusion générale

Pour conclure ce travail et répondre à notre question de recherche, il semble que l'opération Barkhane, ou plus précisément son échec, voire le simple fait qu'elle ait été perçue au Sahel comme un échec, n'ait en effet été qu'un catalyseur qui a provoqué la fin et la rupture des relations diplomatiques entre la France et les pays du Sahel. En effet, bien qu'il soit vrai, comme les médias tendent souvent à l'expliquer, que l'opération Barkhane a indéniablement eu un impact sur la rupture des relations diplomatiques entre la France et les trois pays du Sahel concernés (Mali, Burkina Faso, Niger), cette rupture ayant d'ailleurs comme point de départ le retrait des troupes françaises de ces trois-mêmes pays, nous avons vu comment d'autres causes originelles, indépendantes de l'opération Barkhane, et survenues souvent avant cette dernière, ont pu être des éléments qui ont progressivement mené à la dégradation des relations bilatérales. Ces prémisses sont cruciales car une grande partie des critiques et de la contestation de la puissance française, tirent leur origine de l'époque coloniale ou post-coloniale. Les accusations à l'encontre de la France tournent souvent autour de son attitude paternaliste et sur des comportements perçus comme coloniaux ou néocoloniaux. Par ailleurs, le fait que l'Hexagone soit l'ancienne puissance coloniale des Etats sahéliens, en fait un bouc émissaire de choix pour les juntes militaires qui ont pris le pouvoir à la suite de coups d'Etat. En outre, le ressentiment et le rejet de la France par les populations sahéliennes ont contribué à la rupture des relations diplomatiques. Si nous souhaitons modéliser en bref le chemin qui mène à la rupture diplomatique dès son origine, le schéma serait le suivant :

La population sahélienne est mécontente et déçue du système démocratique qui est gangréné par la corruption. Le degré de mécontentement et de contestation suit la dégradation de la situation sécuritaire.

Ainsi, l'image de la France se dégrade progressivement et un sentiment anti-français émerge. Celui-ci est catalysé par l'échec de l'opération Barkhane mais a des origines plus anciennes. Ce sentiment peut être alimenté par des puissances extérieures comme la Russie.

•Les juntes militaires, opportunistes, voyant cette colère des populations, instrumentalisent également ce sentiment anti-français et trouvent en l'ancienne puissance coloniale (la France) le bouc émissaire idéal. Ainsi, elles fomentent un coup d'Etat (qui bénéficie d'un soutien populaire) et se hissent au pouvoir.

•Enfin, pour se maintenir au pouvoir et garder le soutien des populations, ayant capitalisé sur le sentiment anti-français et rendant la France responsable de tous les maux, la suite logique pour les juntes militaires sahéliennes est la rupture des relations diplomatiques avec la France.

En outre, cette rupture paraît ainsi prévisible et aurait pu être anticipée. En effet, comme nous l'avons vu, l'héritage d'un logiciel de pensée issu de la colonisation auquel s'ajoute un « imaginaire colonial omniprésent »⁴³² des militaires français et une perte de connaissance généralisée du continent africain a donné lieu à une politique africaine de la France inadaptée et « hors sol ».

Enfin, cette rupture diplomatique paraît toutefois inéluctable et inexorable. En effet, l'« exception française » était vouée à disparaître un jour. Le Sahel ne constitue définitivement plus le « pré carré » français. De nombreuses puissances concurrentes telles que la Russie, la Chine, la Turquie, les Etats-Unis, les monarchies du Golfe, convoitent cette région et tentent d'y placer leurs pions pour défendre leurs intérêts. La France est de plus en plus concurrencée, et des puissances comme la Russie n'hésitent d'ailleurs pas à user de stratégies, avec sa propagande notamment, pour la déstabiliser. Forts de ses nouveaux partenaires, les Etats sahéliens sortent alors de la dépendance vis-à-vis du partenaire français. Ces nouveaux

⁴³² Carayol, R. (10 janvier 2022). Dans l'armée française, un imaginaire colonial omniprésent. *Afrique XXI*. <https://afriquexxi.info/Dans-l-armee-francaise-un-imaginaire-colonial-omnipresent>.

partenariats rendent alors plus facilement envisageables, pour les pays sahéliens, un détachement à l'égard de la France. Ils n'y sont plus nécessairement liés pour ce qui est des échanges commerciaux (Chine) ou des problématiques sécuritaires (Wagner). Ainsi, la rupture des relations diplomatiques avec la France peut être envisagée et est actée par les juntas militaires qui se sont hissées au pouvoir à la suite de coups d'Etat militaires opportunistes, et qui ont par la suite expulsé les ambassadeurs français du pays [→ voir partie I B. 2.].

Cette dernière observation pourrait mener vers un autre questionnement. Il serait en effet, intéressant d'étudier dans quelle mesure la dépendance stratégique des Etats sahéliens envers la France était si importante pour qu'elle ait pu les empêcher de rompre les liens avec l'Hexagone. En effet, comme nous l'avons vu, le sentiment anti-français existait en réalité déjà bien avant le début de l'opération Barkhane et la France avait fait l'objet de contestations dès 1983 en Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso) avec l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara qui prônait un discours anticolonialiste, anti-impérialiste, et contre la Françafrique⁴³³.

⁴³³ Jaffré, B. (août-septembre 2011). Le rêve assassiné de Thomas Sankara. Dans : Les révolutions dans l'histoire, *Manière de voir*, Le Monde diplomatique, vol. 118, no. 8, p. 52.

Table des illustrations

Carte 1 : « Le Sahara, désert disputé ».....	10
Tableau 1 : Principaux producteurs mondiaux d'uranium entre 2013 et 2022.....	31
Carte 2 : Le groupe Wagner étend ses activités à proximité des zones d'extraction de l'or dans le nord du Mali.....	62
Carte 3 : La présence de Wagner en Afrique (2023).....	64
Graphique 1 : Extrait de l'enquête de la FZNC sur le Mali (septembre 2021).....	80
Carte 4 : Cartographie de la vague de désinformation en Afrique.....	80

Bibliographie

Ouvrages

Abba, S. (2022). *Mali-Sahel : notre Afghanistan à nous ?* Paris. Impacts Editions.

Airault, P. Glaser, A. (2021). *Le piège africain de Macron : Du continent à l'Hexagone*. Paris. Editions Fayard.

Antil, A. (2023). Mali, année zéro. Dans : De Montbrial, T., David, D. (dir.) (2023). *Ramses 2023. L'Europe dans la guerre*. Paris. Editions Dunod/Ifri.

Bagayoko, N. (2004). *Afrique : les stratégies française et américaine*. Paris. Editions L'Harmattan.

Barrera, B. (2015). *Opération Serval : Notes de guerre, Mali 2013*. Paris. Editions Seuil.

Bayart, J-F. (1984). *La politique africaine de François Mitterrand*. Paris. Editions Karthala.

Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. & Deltombe, T. (2021). *L'Empire qui ne veut pas mourir : Une histoire de la Françafrique*. Paris. Editions Le Seuil.

Boubacar, B. D., Tobner, O., Verschave, F-X. (2005). *Nérophobie*. Paris. Editions Les Arènes.

Boukari-Yabara, A. (2014). *Mali*. Louvain-la-Neuve. Editions De Boeck Supérieur.

Brunel, S., (2014). *L'Afrique est-elle si bien partie ?* Paris. Editions Sciences Humaines.

Carayol, R. (2023). *Le mirage sahélien : La France en guerre en Afrique. Serval, Barkhane et après ?* Paris. Editions La Découverte.

C. Ferme, M. (2018). *Out of War: Violence, Trauma, and the Political Imagination in Sierra Leone*. Berkeley. Editions University of California Press.

C. Scott, J. (1992). *Domination and the Arts of Resistance*. New Haven. Editions Yale University Press.

Falkoly, D. (2013). *Le Mali sous Amadou Toumani Touré*. Paris. Editions Menaibuc.

Michel Galy (dir.) (2013). *La guerre au Mali : Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*. Paris. Editions La Découverte.

Gonin, P., Kotlok, N., Pérouse de Montclos, M-A. (dir.) (2013). *La tragédie malienne*. Paris. Editions Vendémiaire.

Granvaud, R. (2012). *Areva en Afrique : Une face cachée du nucléaire français*. Editions Agone.

Holder, G. (dir.) (2009), *L'islam, nouvel espace public religieux en Afrique*. Paris. Editions Karthala.

Lefebvre, C. (2021). *Des pays au crépuscule : Le moment de l'occupation coloniale (Sahara-Sahel)*. Paris. Editions Fayard.

Luttwak, E., 1968, (2016). *Coup d'Etat: A Practical Handbook*. Editions Harvard University Press.

Lyautey, H., 2012, (1900). *Du rôle colonial de l'armée (Ed. 1900)*. Paris. Editions Hachette Livre BNF.

Martinez, L. (2023). *L'Afrique, le prochain califat ? La spectaculaire expansion du djihadisme*. Paris. Editions Tallandier.

Michailof, S. (2015). *Africanistan : L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* Paris. Editions Fayard.

Olivier de Sardan, J-P. (2023). *L'enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*. Paris. Editions Karthala.

Pérouse de Montclos, M-A. (2020). *Une guerre perdue : La France au Sahel*. Paris. Editions JC Lattès.

Ratignier, V., Péan, P. (2014). *Une France sous influence : Quand le Qatar fait de notre pays son terrain de jeu*. Paris. Editions Fayard.

Smith, S. (2003). *Négrologie : Pourquoi l'Afrique meurt*. Paris. Editions Calmann-Lévy.

Survie (2013). *La France en guerre au Mali : Enjeux et zones d'ombre*. Mons. Editions Tribord.

Survie, Deltombe, T., Deneault, A., Granvaud, R., Orval, B., Tobner, O. et coordination de Tarrit, F., Noirot, T. (2014). *Françafrique : La famille recomposée*. Paris. Editions Syllepse.

Verschave, F-X. (1998). *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*. Paris. Editions Stock.

Articles de revue

Antil, A. (2006). L'Afrique et la « guerre contre la terreur ». *Politique étrangère*, no. 3, p. 583.

Antil, A. (2019). Sahel : soubassements d'un désastre. *Politique étrangère*, no. 3, p. 89-98.

Antil, A., Giovalucchi, F. et Vircoulon, T. (2023). Le discours antifrçais en Afrique francophone. *Etudes*, no. 9, p. 7-18.

Audinet, M. & Limonier, K. (2022). Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone : un écosystème flexible et composite. *Questions de communication*, vol. 41, no. 1, p. 129-148.

Bart, F. (2011). Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 253-254, no. 1-2, p. 193-208.

Bel, D., Feussi, V. (2015). La Chinafrique en contextes universitaires. *Recherches en didactique des langues et des cultures*, vol. 12, no. 1, p.1-11.

Bertoncello, B., Bredeloup, S. (2009). Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, no. 1, p. 45-70.

Boisvert, M. (2016). Forces armées maliennes, une lente reconstruction. *Afrique contemporaine*, vol. 260, no. 4, p. 87-90.

Bouquet, C. (2022). Le sentiment anti-français en Afrique. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, no. 116, p. 50-51.

Bruyère-Ostells, W. (2016). Outil militaire et politique africaine de la France depuis 1960 : tableau historiographique et perspectives de recherche. *Relations internationales*, vol. 165, no. 1, p. 3-22.

Charbonneau, B. (2017). De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel. *Les Temps Modernes*, vol. 693-694, no. 2-3, p. 322-340.

Colomba-Petteng, L. (2020). Les dilemmes des armées françaises au Sahel : Une mise en perspective des débats sur la transformation de l'opération Barkhane. *Afrique contemporaine*, vol. 271-272, no. 1-2, p. 169-186.

Coustillière, J. (2015). Les limites et contraintes d'une opération militaire face aux conflits au Sahel. *Revue Défense Nationale*, vol. 781, no. 6, p. 87-93.

Daho, G. (2014). L'érosion des tabous algériens : Une autre explication de la transformation des organisations militaires en France. *Revue française de science politique*, vol. 64, no. 1, p. 57-78.

Dubuisson, F. (2017). La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique. *Confluences Méditerranée*, vol. 102, no. 3, p. 29-45.

Guichaoua, Y. (2020). The bitter harvest of French interventionism in the Sahel. *International Affairs*, vol. 96, no. 4, p. 895-911.

Gyllensporre, D. (2022). L'opération *Barkhane* : au-delà du contre-terrorisme. *Revue Défense Nationale*, vol. 847, no. 2, p. 5-13.

Jaffré, B. (août-septembre 2011). Le rêve assassiné de Thomas Sankara. Dans : Les révolutions dans l'histoire, *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, vol. 118, no. 8.

Klen, M. (2023). La pénétration du groupe Wagner en Afrique. *Revue Défense Nationale*, vol. 860, no. 5, p. 53-58.

Lacombe, P. (2019). Guerre au milieu des populations ou guerre au milieu des peuples ? *Revue militaire générale*, no. 55.

Lafargue, F. (2005). La Chine, une puissance africaine. *Perspectives chinoises*, no. 90, p. 2-10.

Lafargue, F. (2009). La Chine en Afrique : une présence limitée et une puissance contrariée. *Perspectives chinoises*, no. 106, p. 88-94.

Lecocq, B., Mann, G., Whitehouse, B., Badi, D., Pelckmans, L., Belalimat, N., Hall, B., Lacher, W. (2013). One Hippopotamus and Eight Blind Analysts. A Multivocal Analysis of the 2012 Political Crisis in the Divided Republic of Mali, *Review of African Political Economy*, Vol. 40, no. 137, p. 343-357.

Michel, C., Mugnier, P. (15 juin 2023). Quels retours d'expérience du Sahel ? Entretien avec C. Michel. *Diploweb*.

Mihoubi, S. (2019). La stratégie d'implantation de Radio Chine Internationale (RCI) en Afrique sahélienne. *Norois*, no. 252, p. 89-102.

M. Tull, D. (2021). Contester la France : rumeurs, intervention et politique de vérité au Mali. *Critique internationale*, vol. 90, no. 1, p. 151-171.

Nasr, W. (2022). How the Wagner Group Is Aggravating the Jihadi Threat in the Sahel. *Combating Terrorism Center at West Point*, vol. 15, no. 11, p. 21-30.

Niquet-Cabestan, V. (2006). La stratégie africaine de la Chine. *Politique étrangère*, no. 2, p. 361-374.

Péan, P. (2012). France-Afrique, Françafrique, France à fric ? *Revue internationale et stratégique*, vol. 85, no. 1, p. 117-124.

Pérouse de Montclos, M. (2022). La France au Sahel : les raisons d'une défaite. *Etudes*, no. 6, p. 19-28.

Puyo, J. (2012). Une application du « rôle social de l'officier » (Lyautey) : les services du contrôle politique dans le Protectorat français au Maroc (1912-1926). *Les Etudes Sociales*, vol. 156, no. 2, p. 85-100.

Roussy, C. (2024). Anatomie du « sentiment antifrçais ». *Revue internationale et stratégique*, vol. 133, no. 1, p. 47-56.

Salim, C. (2020). Un Sahel couleur kaki : Multiplication des acteurs, complexification des enjeux. *Recherches Internationales*, no. 117. Sahel, Terres de conflits. p. 75-93.

Seniguer, H. (2013). « Terrorisme(s) », islamisme(s) et violences politiques dans le monde musulman contemporain. *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, p. 177-189.

Van Walraven, K. (2014). « Opération Somme » : La *French Connection* et le coup d'Etat de Seyni Kountché au Niger en avril 1974. *Politique africaine*, vol. 134, no. 2, p. 133-154.

Rapports

All eyes on Wagner (novembre 2022). Un an de Wagner au Mali. *All eyes on Wagner*.

Antil, A. et Vircoulon, T. (10 avril 2024). Après l'échec sahélien, repenser le logiciel de la politique française en Afrique. *Briefings de l'Ifri*, Ifri.

Barca, J.C.C. (2013). The Malian Forces and the future of EUTM, rapport, Madrid, IIEE.

Bax, P. (3 décembre 2021) Russia's Influence in the Central African Republic, *International Crisis Group*.

Citizen Helpdesks (décembre 2017). Perceptions des citoyens dans le centre du Mali.

Elischer, S. (2022). Populist civil society, the Wagner Group and post-coup politics in Mali. *West African Papers*, no. 36, OECD Publishing, Paris.

Enquête du PNUD (2017). Journey to extremism in Africa: drivers, incentives and the tipping point for recruitment. *UNDP*.

Global Terrorism Index 2024 (2024). *Institute for Economics & Peace*.

Ichikowitz Family Foundation (2020). African Youth Survey 2020 – The Rise of Afro-Optimism.

Picco, E. (11 mai 2022). Fixing the army is key for CAR's stability, *International Crisis Group*.

Rapport de l'ONG International Crisis Group (ICG) (9 février 2023). Mali : éviter le piège de l'isolement. *Briefing Afrique de Crisis Group*, no. 185.

SIPRI (mars 2019) Les Indicateurs de sécurité et de développement (ISD) au Centre du Mali. *Stockholm International Peace Research Institute*.

Théroux-Bénoni, L-A. et Assanvo, W. (août 2016). Jeunes « djihadistes » au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ? *Institut d'études de sécurité*, note d'analyse 89.

Tournons La Page (9 juin 2022). Niger : L'espace civique en voie d'extinction.

Tournons La Page (mars 2020). Niger : Quand l'antiterrorisme justifie la restriction de l'espace civique.

Sources institutionnelles

Compte rendu de la séance du 16 janvier 2013. *Assemblée nationale*.

Compte rendu no. 12, session ordinaire de 2019-2020 (mercredi 6 novembre 2019, séance de 16 heures 30). Commission des affaires étrangères, audition à huis clos du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées. *Assemblée nationale*.

Cour des comptes (octobre 2016). Les opérations extérieures de la France, 2012 – 2015. Communication à la commission des finances du Sénat.

Cour des comptes (9 février 2021). Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel et leur relation avec l'aide publique au développement. Référé S2021-0105 du Premier président à Monsieur Jean Castex, Premier ministre.

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire au Mali, à Paris le 11 janvier 2013 (11 janvier 2013). *Elysée*.

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 12 janvier 2013 (12 janvier 2013). *Elysée*.

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali et sur la politique du gouvernement en faveur de la presse à Paris le 16 janvier 2013 (16 janvier 2013). *Vie publique*.

Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur la force conjointe du G5 Sahel et la lutte contre le terrorisme, à New York le 30 octobre 2017 (30 octobre 2017). *Vie publique*.

Décès du Président de la République du Tchad, Idriss Déby Itno (20 avril 2021). *Elysée*.

Direction générale du Trésor (11 juillet 2023). Commerce extérieur du Mali et relation commerciale bilatérale (2022). *Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*.

Discours d'Emmanuel Macron à l'université de Ouagadougou (28 novembre 2017). *Elysée*.

Discours du Président de la République à l'ouverture de la conférence des Ambassadeurs (29 août 2017). *Elysée*.

Dossier de presse – « Opération Barkhane » (2014). *Ministère des Armées*.

Fuchs, B. & Tabarot, M. (8 novembre 2023). Rapport d'information sur les relations entre la France et l'Afrique. *Assemblée Nationale*.

Guilloteau, C., Nauche, P. (18 juillet 2013). Rapport d'information sur l'opération Serval au Mali. *Assemblée nationale*.

Limonier, K. (2018). Diffusion de l'information russe en Afrique. *IRSEM*, note de recherche no. 66.

Ministère des Armées (site consulté le 7 janvier 2024). Opération BARKHANE. *Ministère des Armées*.

Organisation des Nations Unies (2020). Rapport de la Commission d'enquête internationale pour le Mali (19 juin 2020).

Plagnol, H., Loncle, F. (6 mars 2012). Rapport d'information sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne. *Assemblée Nationale*.

Poursuivre la voie de développement adaptée aux réalités nationales et ouvrir de nouveaux horizons aux relations sino-nigériennes (31 octobre 2021). *Ambassade de la République Populaire de Chine en République du Niger*.

Articles de presse

(15 novembre 2019). Salif Keita à IBK : « arrête de te soumettre à ce petit Macron ». *BBC*.

(28 mars 2013). Mali : Hollande veut des élections en juillet, retrait français programmé. *Le Point*.

AFP (22 novembre 2012). L'intégralité du discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy. *Le Nouvel Obs*.

AFP (12 janvier 2023). Algérie : Emmanuel Macron souhaite poursuivre le travail de mémoire sans « demander pardon ». *France 24*.

AFP (7 août 2023). L'opération Barkhane, « pas un échec », dit le ministre des Armées à des sénateurs. *Challenges*.

Africanews avec AFP (23 août 2021). Mali : Bamako demande aux USA de débloquent l'exportation d'un avion militaire. *Africanews*.

Africanews avec AFP (3 janvier 2023). Burkina Faso : l'ambassadeur français Luc Hallade poussé vers la sortie. *Africanews*.

Akindès, F. (9 janvier 2022). Le ressentiment antifrçais, ou comment se défaire de ses responsabilités. *Jeune Afrique*.

Arezki, R. (21 août 2023). Niger : « Il est temps de rompre avec la pratique du paternalisme envers les Africains et de laisser ces pays exercer leur libre arbitre ». *Le Monde*.

Barthet, E. & Ricard, P. (3 septembre 2023). Catherine Colonna : « La “Françafrique” est morte depuis longtemps ». *Le Monde*.

Beau, N. (11 février 2019). Mali, l’Imam Mahmoud Dicko s’en prend aux Français. *Mondafrique*.

Bernard, P. (12 novembre 1998). Au Sénégal, rencontre avec le dernier de la « Force noire ». *Le Monde*.

Bernard, P. (12 janvier 2013). Mali, l’inexorable décomposition d’une vitrine de la démocratie africaine. *Le Monde*.

Berthemet, T. (1^{er} mars 2023). Priorité inavouée de Macron en Afrique, contrer le sentiment antifrçais et la montée de Wagner. *Le Figaro*.

Bougon, F. (6 août 2023). « Beaucoup en France semblent ne pas mesurer ce qu’a été la colonisation au Niger ». Entretien avec l’historienne Camille Lefebvre. *Mediapart*.

Bozonnet, C. et Riols, Y-M. (4 décembre 2013). « La communauté internationale oblige le Mali à négocier avec un groupe armé ». *Le Monde*.

Carayol, R. (13 janvier 2017). Bavure au Mali : la responsabilité de l’armée française dans la mort d’un enfant se confirme. *Jeune Afrique*.

Carayol, R. (10 janvier 2022). Dans l’armée française, un imaginaire colonial omniprésent. *Afrique XXI*.

Carayol, R. (7 février 2022). Maréchal (Lyautey), Nous voilà ! *Afrique XXI*.

Chanda, T. (10 janvier 2016). Mitterrand-Sankara : le vieux président et le militaire impertinent. *RFI*.

Collectif d’ONG (25 juin 2020). Face à la politique répressive au Niger, le silence coupable de la France. *Libération*.

Croissanceafrik (14 décembre 2019). « L’armée française n’est pas venue au Niger par hasard ! » - ministre d’Etat nigérien. *Croissance Afrique*.

Dagorn, G. (24 novembre 2022). Les exagérations et manipulations de Giorgia Meloni, qui accuse la France d'exploiter certains pays d'Afrique avec le franc CFA. *Le Monde*.

Dariustone, B. (23 avril 2021). Hommage à Idriss Déby : Emmanuel Macron salue « un ami ». *DW*.

Diarra, M. (21 mai 2019). Lettre à Monsieur Emmanuel Macron, président de la République française. *Maliweb.net*.

Douysset, E. (2 août 2023). Niger : « Ceux qui commanditent les manifestations anti-françaises profitent de la faiblesse de notre réponse ». *Le Figaro*.

Dogon, C. (14 juin 2021). Barkhane : le coût de l'opération militaire (et civile) au Mali en 4 chiffres. *Pour l'Eco*.

Eyguesier, J-L. (31 janvier 2022). Mali : expulsion de l'ambassadeur de France à Bamako. *TV5 Monde*.

Faye, O. (10 mars 2023). Les adieux répétés des présidents à la « Françafrique ». *Le Monde*.

Felix, B. (16 septembre 2023). Mali, Niger and Burkina Faso sign Sahel security pact. *Reuters*.

Franceinfo avec AFP (18 avril 2024). Trois diplomates français expulsés du Burkina Faso pour « activités subversives ». *Franceinfo*.

Galy, M. (1^{er} avril 2013). Mali, les dangers d'une mise sous tutelle. *Grotius international*.

Gänsler, K., Quenum, F. (27 novembre 2020). Au Burkina Faso, la délicate question des Koglweogo. *DW*.

Gazeau, W. (7 mai 2021). Qu'est-ce que le GSIM, le groupe djihadiste responsable de l'enlèvement d'Olivier Dubois ? *La Croix*.

Graby, C. (26 mai 2023). Mauritanie : cette exception dans le Sahel. *Le Point*.

Jaafar, N. (30 septembre 2022). Afrique de l'Ouest et Centrale : 80% de la population est favorable à l'adoption d'une monnaie unique. *LeBrief.ma*.

Jeune Afrique (3 juillet 2019). Le Mali et la Russie signent un accord de coopération militaire. *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique (27 septembre 2023). L'ambassadeur de France au Niger a quitté Niamey. *Jeune Afrique*.

Kaboré, B. (5 novembre 2022). Burkina Faso : le pari risqué des volontaires pour la défense de la patrie. *Le Point*.

Khady Lo, N. & Bouboutou-Poos, R-S. (2021, 28 mai). « Sentiment anti-français » : quelle est son histoire en Afrique et pourquoi il resurgit aujourd'hui ? *BBC News Afrique*.

Laplace, M. (28 septembre 2021). Mali : la CMA, vent debout contre les mercenaires russes. *Jeune Afrique*.

Laplace, M. (10 novembre 2022). Mamadou Sinsy Coulibaly : « Au Mali, l'Etat est faible, absent et brutal ». *Jeune Afrique*.

Laplace, M. (29 août 2023). Volontaires pour la défense de la patrie au Niger : cinq questions pour comprendre l'appel à la mobilisation. *Jeune Afrique*.

Le Cam, M. (5 novembre 2022). Au Mali, les atteintes à la liberté de la presse se multiplient. *Le Monde*.

Le Monde (9 août 2023). Niger : Comprendre la situation après le coup d'Etat en six questions. *Le Monde*.

Le Monde avec AFP (10 août 2022). Le Mali reçoit de nouveaux équipements militaires de Russie. *Le Monde*.

Le Monde avec AFP (28 août 2023). Niger : Emmanuel Macron défend le maintien de l'ambassadeur et se refuse à tout « paternalisme » ainsi qu'à toute « faiblesse » en Afrique. *Le Monde*.

Le Monde avec AFP (24 novembre 2023). Au Tchad, amnistie générale pour la répression sanglante de la manifestation en 2022. *Le Monde*.

L'Obs avec AFP (12 février 2024). Le chef militaire du Niger évoque une monnaie commune avec le Mali et le Burkina pour sortir de la « colonisation ». *Le Nouvel Obs*.

Macé, C. (14 avril 2017). Parler avec les jihadistes ? Le dilemme qui agite le Mali. *Libération*.

Macé, C. (30 mars 2021). Bombardement à Bounti : les enquêteurs de l'ONU concluent à une bavure française. *Libération*.

Nembrot, L. (5 novembre 2022). Mali-Burkina Faso : Assimi Goïta et Ibrahim Traoré affichent leur partenariat à Bamako. *TV5 Monde*.

Olivier, M., Roger, B. (18 février 2022). Wagner au Mali : enquête exclusive sur les mercenaires de Poutine. *Jeune Afrique*.

Olivier de Sardan, J-P. (14 juin 2021). De Barkhane au développement : la revanche des contextes. *AOC Media*.

Pacard, P. (4 septembre 2023). Marc-Antoine Pérouse de Montclos : au Niger, « les putschistes jouent sur la fibre nationaliste ». *France 24*.

Pérouse De Montclos, M. (3 septembre 2023). Opération Barkhane au Sahel, à quand un vrai bilan ? *Jeune Afrique*.

Poyet, S. (30 juillet 2023). « Maintenant, il est temps de s'affranchir » : au Niger, des milliers de manifestants clament leur hostilité envers la France. *Le Figaro*.

Poyet, S. (31 juillet 2023). « On veut la Russie » : Des milliers de manifestants devant l'ambassade de France au Niger. *Le Figaro*.

RFI. Après la Guinée, une importante délégation ministérielle malienne en Mauritanie (18 janvier 2022). *RFI*.

Ricard, P. & Vincent, E. (2023, 1 septembre). Gabon : La France à l'épreuve d'un nouveau coup d'Etat dans son ancien pré carré africain. *Le Monde*.

Source Reuters (6 juillet 2012). Fabius redoute la formation d'un « Sahelistan » au Mali. *Le Point*.

Thiam, A. (4 février 2013). MALI. Le plus beau jour de François Hollande. *Courrier international*.

Topona, E. (2021). Afrique : Des équipements militaires russes au Mali. *AllAfrica*.

Toukara, A. (15 octobre 2021). Choguel Kokalla Maïga lors de son entretien sur Ria Novosti : « Les forces françaises entraînent les djihadistes sur le territoire malien ». *Maliweb.net*.

TV5 Monde avec AFP (1^{er} mars 2024). France – Tchad : un partenariat militaire à tout épreuve ? *TV5 Monde*.

Vallet, F. (12 octobre 2022). Non, la France n'est pas indépendante grâce au nucléaire. *Reporterre*.

Sites web

Boniface, P. (23 février 2023). « Le mirage sahélien » - 4 questions à Rémi Carayol. *IRIS*.

Burkina Faso : 1 million d'enfants non scolarisés en raison de la violence et l'insécurité. *Unicef*.

Cabestan, J-P, Domingues Dos Santos, E., Huang, Z., Le Billon, P., Vircoulon, T. (novembre 2021). Les influences chinoises en Afrique. 1. Les outils politiques et diplomatiques du « grand pays en développement ». *Institut français des relations internationales*.

Le Roux, P. (21 juin 2019). Comment l'Etat islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel. *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*.

Deloy, C. (28 août 2023). L'Afrique, le prochain califat ? - La spectaculaire expansion du djihadisme. Entretien avec Luis Martinez. *SciencesPo*.

Global Firepower Index. Military powers ranked since 2005 according to Global Firepower. *GFP*.

Guiffard, J. (13 mars 2023). Barkhane : échec, réussite ou bilan nuancé. *Institut Montaigne*.

HCR - The UN Refugee Agency. Urgence Sahel. *UNHCR*.

Mali : L'armée et le groupe Wagner commettent des atrocités contre les civils (28 mars 2024). *Human Rights Watch*.

Mali : Massacre perpétré par l'armée et des soldats étrangers (5 avril 2022). *Human Rights Watch*.

Nantulya, P. (7 février 2019). Les activités stratégiques croissantes de la Chine en Afrique reposent sur le *hard power* chinois. *Africa Center For Strategic Studies*.

Ronzon, J-B. (9 février 2022). Russie/Afrique : une relation ancienne mise en lumière par l'intervention du groupe Wagner au Mali. *Fondation Jean Jaurès*.

Sambe, B. (dir.) (2018). La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder. *Organisation internationale pour les migrations (OIM)*.

Tchangari, M. et Diori, I. (2019). Crise sécuritaire à Diffa : Les droits humains à l'épreuve de l'état d'urgence. *Alternative Espaces Citoyens*.

Tinti, P. (20 mars 2013). Tacit French support of separatists in Mali brings anger, charges of betrayal. *The Christian Science Monitor*.

Autres sources

Cours sur l'Afrique subsaharienne dispensé par Alain Antil à Sciences Po Lille en 2024.

- **Podcasts**

Boniface P. (septembre 2023). France-Afrique : les raisons d'une crise. Avec Niagalé Bagayoko. Podcast « Comprendre le monde » - Entretiens géopo, *Pascal Boniface*.

Brabant, J. (1^{er} février 2021). Présence française au Sahel : au-delà de l'échec militaire. Avec Niagalé Bagayoko. Podcast « Un monde à vif », *Mediapart*.

De Vilno, P. (12 août 2023). Roger Karoutchi : « L'opération Barkhane n'est pas un échec militaire mais un échec politique et diplomatique ». Podcast « Les invités d'Europe Soir week-end », *Europe 1*.

Jeanneney, J-N. (4 décembre 2021). Sahel et Sahara, une emprise française. Avec Camille Lefebvre. Podcast « Concordance des temps », *France Culture*.

- **Radio**

Correau, L. (15 mai 2023). Jihadisme : le livre « L’Afrique, le prochain califat ? » de Luis Martinez. RFI. Questions à Luis Martinez. *RFI*.

- **Vidéos**

Interview d’Idriss Déby : « La France est intervenue pour changer la Constitution » (25 juin 2017). *TV5 Monde*.

Série « Mappemonde », épisode 11 (janvier 2024). Comment la France est-elle devenue indésirable au Sahel ? *Le Monde*.

Table des matières

Remerciements	3
Table des sigles et des abréviations.....	4
Sommaire	6
Introduction.....;	7
Cadre géopolitique, éléments de définition, forces en présence.....	9
Etat de la littérature académique sur l'objet d'étude.....	11
Littérature académique issue des chercheurs occidentaux.....	12
L'« afro-pessimisme ».....	12
Littérature académique régionale.....	13
Intérêt de la recherche et problématique.....	13
Méthodologie.....	16
Choix du type d'analyses et des sources utilisées.....	16
Choix du terrain.....	17
Annonce du plan.....	18
I. Barkhane, d'une force de libération à une force d'occupation ?	20
A. La genèse de l'intervention française.....	20
1. La France entre en guerre	20
a) Eléments de contexte.....	21
b) De Serval à Barkhane.....	23
2. Pourquoi la France est-elle intervenue au Mali ?	25
a) Une intervention liée à la préservation d'intérêts économiques.....	25
b) Les enjeux géopolitiques et la « mise sous tutelle du Mali ».....	27
c) Des intérêts français vraiment menacés ?.....	29
3. La « guerre contre le terrorisme », une terminologie efficace et consensuelle pour désigner l'ennemi	34
B. Un triple échec : militaire, politique et diplomatique	37
1. Un échec militaire ?	37
2. Un échec politique et diplomatique	40
C. Opinions de la société civile sahélienne à l'égard de la France après Barkhane.....	42

1.	Barkhane, impuissante pour protéger les populations civiles.....	42
a)	Le côté obscur de la force Barkhane.....	43
b)	Des armées sahéliennes en déroute.....	46
2.	Rumeurs, théories du complot et sentiment anti-français	49
3.	Des populations à l'épreuve des groupes djihadistes : les djihadistes, « des bons sociologues » ?	54
	Conclusion de la partie I.....	59
II.	Barkhane, un échec qui fait le lit des puissances étrangères concurrentes.....	60
A.	Une France concurrencée : « l'Afrique sans la France » ?.....	60
1.	La stratégie russe.....	61
a)	Une politique d'engagement opportuniste.....	61
b)	Les limites du rapprochement avec la Russie.....	66
2.	La stratégie chinoise.....	68
a)	La montée en puissance de la « Chinafrique ».....	68
b)	L'influence de la Chine par la culture.....	72
3.	Les monarchies du Golfe.....	73
B.	Un sentiment anti-français instrumentalisé	74
1.	La France comme bouc émissaire pour les gouvernements sahéliens	74
2.	Un sentiment alimenté par la propagande russe	76
	Conclusion de la partie II.....	81
III.	Les causes profondes du désamour : une rupture prévisible et inéluctable ?	83
A.	Contexte historique et héritage colonial.....	83
1.	Les séquelles de l'héritage colonial français	84
a)	Une contestation qui tire ses origines du passé colonial français.....	84
b)	Un logiciel de pensée hérité de la colonisation.....	88
2.	L'essoufflement des attitudes post-coloniales	91
a)	Emmanuel Macron ou l'illusion de la rupture.....	92
b)	L'intervention française : combat contre les djihadistes ou opération de sauvetage des despotes ?.....	94
3.	Des postures et discours en contradiction qui abiment la relation en profondeur	96
a)	Crise de la démocratie et retour des autoritarismes au Sahel.....	96
b)	Des maladresses vexatoires.....	99

B. Une perte de connaissances généralisée sur l’Afrique qui accentue la dimension « hors sol » de la politique africaine française	100
1. Un monde de la recherche doté d’une expertise d’excellence mais peu dense, entravé par les problématiques sécuritaires de l’Afrique.....	101
2. Une disparition de connaissances sur l’Afrique au sein du Quai d’Orsay	102
3. Une lente réduction de l’empreinte française sur le terrain.....	102
Conclusion de la partie III.....	104
Conclusion générale.....	107
Table des illustrations.....	110
Bibliographie	111
Ouvrages.....	111
Articles de revue.....	113
Rapports.....	116
Sources institutionnelles.....	117
Articles de presse.....	119
Sites web.....	124
Autres sources.....	125
Podcasts.....	125
Radio.....	126
Vidéos.....	126